



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – juin 2023

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 10 juillet 2023

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Juin 2023

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le quatrième cycle de la première année de l'étude s'est déroulé entre le 6 juin et le 28 juin 2023 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – June 2023.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Numéro international normalisé des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

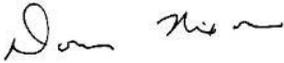
CP12-4E-PDF (rapport final, anglais)

ISSN 2816-9379

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications — Annexe C — Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : Le 10 juillet 2023

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	4
Introduction	4
Méthodologie.....	6
Principales constatations	8
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	8
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	8
Logement (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité).....	11
Perspectives énergétiques (résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)	13
Tarification du carbone (résidents de St. John's, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)	14
Immigration (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario).....	15
Soins de santé (résidents de St. John's)	16
Régime d'assurance-médicaments (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay)	17
Opioides (résidents de Thunder Bay, membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)	18
Création d'emplois (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)	19
Enjeux liés aux études postsecondaires (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)	19
Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)	20
Protection et promotion de la langue française (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de grandes villes du Québec)	20
Prévention du suicide (résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)	21
Sécurité communautaire (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité).....	22
Enjeux locaux (résidents de St. John's)	23
Résultats détaillés.....	Error! Bookmark not defined.4
Chronologie des annonces en juin 2023	25
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	28
Réaction aux feux de forêt (résidents de villes rurales des Prairies)	29
Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)	30



Coût de la vie (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison)	33
Canadiens d'origine chinoise (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)	34
Territoires du Nord-Ouest (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest).....	34
Langues officielles (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)	35
Logement (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)	36
Offre de logements (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)	36
Personnes ayant acheté récemment une maison (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison).....	38
Logement dans le Nord (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)	40
Perspectives énergétiques (résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)	41
Tarifification du carbone (résidents de St. John's, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)	42
Immigration (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)	45
Soins de santé (résidents de St. John's)	47
Régime d'assurance-médicaments (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay)	49
Opioïdes (résidents de Thunder Bay, membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)	51
Création d'emplois (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)	53
Enjeux liés aux études postsecondaires (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)	54
Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)	55
Protection et promotion de la langue française (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de grandes villes du Québec)	55
Prévention du suicide (résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)	57
Sécurité communautaire (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité).....	60
Enjeux locaux (résidents de St. John's)	62



Annexe A – Questionnaires de recrutement	Error! Bookmark not defined.
Questionnaire de recrutement, version anglaise	Error! Bookmark not defined. 5
Questionnaire de recrutement, version française	77
Annexe B – Guides de discussion	8 Error! Bookmark not defined.
Guide du modérateur, version anglaise.....	8 Error! Bookmark not defined.
Guide du modérateur, version française	Error! Bookmark not defined.

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et faciles à comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 6 juin et le 28 juin 2023 à différents endroits du pays, en Alberta, en Ontario, en

Saskatchewan, au Manitoba, au Canada atlantique, au Québec, dans les Territoires du Nord-Ouest et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de l'étude a fait une large place aux priorités et à la performance du gouvernement du Canada en ce qui a trait à une multitude de sujets importants pour les Canadiens. Ainsi, certains groupes ont pris part à des discussions portant sur les activités du gouvernement fédéral en matière de coût de la vie de même que sur les perspectives des Canadiens d'origine chinoise, les Territoires du Nord-Ouest et les langues officielles. Tous les participants sont revenus sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu dernièrement au sujet du gouvernement du Canada et le groupe de résidents des Prairies s'est notamment penché sur la réaction aux feux de forêt qui sévissaient dans la région.

L'étude a aussi permis d'explorer la question de la sécurité en ligne. À cette fin, des discussions ont été tenues au sein de groupes composés respectivement de récents diplômés des Prairies, de résidents de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest et de résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité. D'autres questions, dont les perspectives pour le secteur de l'énergie du Canada et la tarification fédérale du carbone, ont été débattues par les résidents de Calgary et Edmonton, les résidents de villes rurales des Prairies et les résidents de St. John's, à Terre-Neuve.

Les participants de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec et ceux du groupe composé de francophones du Canada atlantique et de l'Ontario se sont quant à eux prononcés sur l'immigration, tandis que les résidents de St. John's, de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, de Thunder Bay, de l'île de Vancouver, de grandes villes du Québec et des Territoires du Nord-Ouest ont eu de longues discussions sur les soins de santé et d'autres enjeux tels que l'assurance-médicaments, les opioïdes et la prévention du suicide. Les francophones de l'Ontario et du Canada atlantique et les résidents de grandes villes du Québec ont également discuté longuement de la protection et de la promotion de la langue française. Divers autres sujets ont été abordés, y compris la création d'emplois, les enjeux liés aux études postsecondaires, la relation du gouvernement du Canada avec la Chine, la sécurité communautaire et les enjeux locaux à St. John's, Terre-Neuve.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Le recrutement de certains groupes ciblait un segment précis de la population, par exemple les récents diplômés de niveau postsecondaire, les membres de la diaspora chinoise, les francophones vivant à l'extérieur du Québec, les personnes ayant acheté récemment une maison, les Autochtones et les personnes préoccupées par la criminalité.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Six groupes se composaient de membres de la population générale de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, de Thunder Bay, de St. John's, de Calgary et Edmonton, de villes rurales des Prairies et de grandes villes du Québec.
- Les six autres groupes étaient formés de répondants faisant partie des segments de population suivants :
 - Les récents diplômés de niveau secondaire ayant commencé à travailler ou cherchant du travail;
 - Les membres de la diaspora chinoise;
 - Les francophones vivant à l'extérieur du Québec;
 - Les personnes ayant acheté récemment une maison;
 - Les Autochtones;
 - Les personnes préoccupées par la criminalité;
- Les deux groupes du Québec et celui tenu dans les centres francophones du Canada atlantique et de l'Ontario ont été animés en français. Toutes les autres séances se sont déroulées en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 83 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires de 125 \$.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Petites villes et villes de taille moyenne du Québec	1	Français	6 juin	18 h à 20 h	Population générale	6
Thunder Bay	2	Anglais	7 juin	18 h à 20 h	Population générale	7
Grandes villes des Prairies (Sask., Man.)	3	Anglais	12 juin	20 h à 22 h	Récents diplômés de niveau secondaire ayant commencé à travailler ou cherchant du travail	7
St. John's, Terre-Neuve	4	Anglais	13 juin	17 h à 19 h	Population générale	7
Île de Vancouver	5	Anglais	14 juin	21 h à 23 h	Membres de la diaspora chinoise	8
Centres francophones du Canada atlantique et de l'Ontario	6	Français	15 juin	18 h à 20 h	Francophones vivant à l'extérieur du Québec	8
Calgary et Edmonton	7	Anglais	19 juin	20 h à 22 h	Population générale	6
Villes rurales des Prairies	8	Anglais	20 juin	20 h à 22 h	Population générale	8
Grandes villes de l'Ontario	9	Anglais	21 juin	18 h à 20 h	Personnes ayant acheté récemment une maison, c.-à-d. dans les cinq dernières années	8
Grandes villes du Québec	10	Français	22 juin	18 h à 20 h	Population générale	8
Territoires du Nord-Ouest	11	Anglais	27 juin	20 h à 22 h	Autochtones	4
Région du Grand Toronto	12	Anglais	28 juin	18 h à 20 h	Personnes préoccupées par la criminalité	6
Nombre total de participants						83

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Une foule de mesures et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, dont la réaction du gouvernement fédéral aux grands feux de forêt qui sévissaient dans plusieurs régions au pays, la récente décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt de 25 points de base, la mise en place de nouvelles initiatives pour aider les acheteurs d'une première propriété, les enquêtes en cours au sujet des allégations d'ingérence de la Chine au Canada lors des récentes élections fédérales et les investissements du gouvernement du Canada dans le développement d'infrastructures de transport électrique.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Il a ainsi été question de l'aide financière et militaire continue apportée à l'Ukraine, du récent voyage du premier ministre à Kyiv et de l'annonce concernant l'ajout de 13 nouveaux pays au programme d'autorisation de voyage électronique (AVE).

Réaction aux feux de forêt (résidents de villes rurales des Prairies)

Les participants de petites villes des Prairies ont pris part à une discussion supplémentaire sur la réaction du gouvernement du Canada aux feux de forêt qui avaient touché leur région au cours des derniers mois. Peu étaient au courant de mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard. Après avoir été renseignés sur les diverses mesures mises en œuvre par le gouvernement du Canada pour régler cette situation, tous les participants ont salué ces interventions, les jugeant fort utiles pour aider les victimes des feux de forêt. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre à l'avenir pour contrer la menace des feux de forêt, plusieurs recommandaient d'accroître le soutien accordé aux programmes de pompiers volontaires communautaires. Selon eux, ces programmes étaient essentiels pour protéger les collectivités rurales et manquaient actuellement des ressources dont ils avaient besoin pour intervenir adéquatement en cas de feux de forêt.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement fédéral. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses. Ils ont mentionné les initiatives pour rendre la vie plus abordable destinées à aider les personnes qui peinent à composer avec le coût élevé de la vie, l'immigration, les changements climatiques et l'environnement, les mesures pour venir en aide aux victimes des feux de forêt qui ont sévi récemment au pays, la réconciliation avec les peuples autochtones et l'aide internationale apportée à d'autres pays, dont l'Ukraine.



Les participants ont également signalé les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Ils ont cité ce qui suit : diminuer l'inflation et le coût élevé de la vie, s'attaquer au manque perçu de logements abordables, remédier aux pénuries de personnel de la santé et aux délais d'attente prolongés pour obtenir des soins primaires et d'urgence, réduire la criminalité et la violence liée aux gangs de rue et offrir un meilleur soutien aux communautés vulnérables et marginalisées, y compris les personnes en situation d'itinérance, en situation de handicap ou aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de dépendance.

Coût de la vie (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison)

Deux groupes ont discuté plus longuement du coût de la vie, perçu comme élevé à l'heure actuelle. Pratiquement tous les participants ont affirmé avoir eu à modifier leurs habitudes d'achat dernièrement à cause de l'augmentation des prix. Plusieurs ont dit que la hausse du coût de la vie avait eu des répercussions sur leur santé mentale et que leurs préoccupations financières étaient une source grandissante de stress dans leur vie. Invités à dire à quoi la hausse du coût de la vie était attribuable selon eux, la plupart ont nommé comme cause initiale les interruptions de la chaîne d'approvisionnement engendrées par la pandémie de COVID-19. Plusieurs pensaient toutefois que les fortes hausses de prix appliquées conséquemment par les grandes sociétés (comme les grandes chaînes d'épicerie) avaient amplifié les difficultés liées au coût de la vie.

Questionnés sur les mesures prises récemment par le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour pallier la hausse du coût de la vie, les participants se sont remémoré diverses initiatives. Ils ont cité le lancement de la Prestation dentaire canadienne, l'annonce relative au remboursement unique pour l'épicerie destiné aux ménages à faible revenu et les ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordables. La majorité d'entre eux croyaient qu'à moins que des mesures importantes soient prises pour y remédier, la situation relative au coût de la vie allait probablement être pire dans un an. Aucun participant ne s'attendait à ce qu'elle s'améliore d'ici un an.

Canadiens d'origine chinoise (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Le groupe composé de membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver a discuté brièvement des enjeux qui touchent actuellement les Canadiens d'origine chinoise. Questionnés sur les plus grands défis auxquels font face les personnes d'origine chinoise en ce moment, de nombreux participants jugeaient qu'une simplification des processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour celles formées ailleurs qu'au Canada s'imposait, afin qu'elles puissent exercer dans leur domaine. Certains pensaient qu'il fallait en faire plus pour préserver et promouvoir la culture et l'héritage de la communauté chinoise au Canada. Quelques-uns avaient l'impression qu'il y avait eu une recrudescence de la haine et la discrimination envers les personnes asiatiques ces dernières années, causée selon certains par la pandémie de COVID-19. Questionnés sur les moyens pris par le gouvernement du Canada pour interagir davantage avec les Canadiens d'origine chinoise, plusieurs ont salué ce qu'ils considéraient comme une récente initiative visant à s'adresser à la population diversifiée du pays (dont les membres de la diaspora chinoise) dans des langues autres que le français ou l'anglais. Relativement aux autres

mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre à cet égard, les participants ont proposé d'accroître le financement accordé aux programmes qui mettent en valeur la culture et l'héritage de la communauté chinoise, d'offrir plus de ressources linguistiques aux personnes qui ne parlent ni français ni anglais et d'encourager une meilleure représentation des Canadiens d'origine chinoise dans tous les ordres de gouvernement.

Territoires du Nord-Ouest (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe formé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur divers enjeux auxquels leur région est confrontée à l'heure actuelle. Invités à préciser les principaux défis dans leurs communautés respectives, les participants ont mentionné les changements climatiques, l'itinérance, les problèmes de santé mentale et de dépendances et les préoccupations relatives au système de protection de l'enfance. Quelques-uns ont parlé en termes élogieux des ressources en counseling de Services aux Autochtones Canada (SAC), tandis que d'autres pensaient que les gouvernements fédéral et territorial devaient en faire beaucoup plus pour interagir avec les familles autochtones et les soutenir.

Questionnés sur les plus importantes industries pour leurs communautés, beaucoup de participants ont cité le rôle central de l'exploitation minière dans l'économie de la région. Quant aux secteurs que le gouvernement du Canada devait soutenir davantage selon eux, les participants ont soulevé des préoccupations concernant l'éducation, les soins de santé, et le manque d'accès aux produits de première nécessité, comme l'eau potable. Ils jugeaient aussi impératif d'en faire plus pour atténuer les impacts potentiellement néfastes des changements climatiques dans leur région. Tous estimaient que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route dans la gestion de ces enjeux, compte tenu du fait que bon nombre de ces problèmes existaient depuis des décennies et que peu de progrès concrets avaient été réalisés sur ces plans. Selon les participants, tous les ordres de gouvernement devaient redoubler d'efforts pour interagir avec les organisations dirigées par des Autochtones, de manière à mieux comprendre leurs préoccupations et à cerner les moyens les plus efficaces de régler à long terme les problèmes auxquels elles font face.

Langues officielles (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)

Les participants d'un groupe composé de francophones du Canada atlantique et de l'Ontario ont ensuite pris part à un exercice supplémentaire au cours duquel nous leur avons montré une liste de priorités en matière de langues officielles, puis demandé d'indiquer celles qui, selon eux, constituaient les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devait travailler. Pratiquement tous les participants ont choisi la priorité visant à garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada. D'ici l'atteinte de cet objectif, plusieurs pensaient que les francophones vivant à l'extérieur du Québec continueraient d'avoir de la difficulté à obtenir le même niveau et le même éventail de services que leurs homologues anglophones. La priorité consistant à s'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal a également rallié de nombreux participants. De l'avis général, il s'agissait d'un droit légal fondamental dont tous les Canadiens devaient disposer. Bon nombre estimaient par ailleurs important d'augmenter le financement des écoles pour les communautés



francophones hors Québec. Selon eux, les écoles francophones de ces communautés avaient accès à beaucoup moins de ressources, ce qui avait entraîné une baisse notable de la qualité de l'enseignement en français.

Logement (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Quatre groupes ont pris part à des discussions sur le logement. Ils ont échangé sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour accroître l'offre de logements, les initiatives et les soutiens destinés aux acheteurs d'une première propriété et la situation du logement dans le Nord du Canada.

Offre de logements (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Trois groupes ont donné leurs points de vue sur l'offre actuelle de logements et les mesures prises par le gouvernement fédéral pour augmenter le nombre de logements à la disposition des Canadiens. Questionnés sur les principaux enjeux actuels en matière de logement, de nombreux participants ont cité les prix élevés des habitations et la difficulté d'amasser une mise de fonds suffisante. Aux yeux de plusieurs, les prix des habitations avaient augmenté dans les dernières années parce qu'il manquait de propriétés pour les acheteurs potentiels; il fallait donc en faire plus pour augmenter l'offre de logements. En plus de bâtir un plus grand nombre de logements, le gouvernement du Canada, les provinces, les territoires et les municipalités devaient à leur avis veiller à construire suffisamment d'infrastructures, notamment des services de transport en commun, des hôpitaux et des écoles, pour répondre aux besoins des populations grandissantes des collectivités.

Invités à dire pourquoi les habitations n'étaient pas construites plus rapidement, plusieurs attribuaient cette situation à la hausse perçue du coût des matériaux de construction et aux difficultés liées aux règlements de zonage des municipalités et aux types de logements que les promoteurs ont le droit de bâtir. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler du Fonds pour accélérer la construction de logements, très peu ont répondu par l'affirmative. Après avoir obtenu des renseignements sur cette initiative, certains estimaient qu'elle pourrait être utile pour accroître le nombre de logements disponibles, mais plusieurs doutaient de la surveillance qui serait exercée pour assurer une utilisation efficace des fonds alloués aux municipalités dans le cadre du programme. Quant à savoir si cela les préoccupait que l'on construise des logements supplémentaires plus rapidement, beaucoup craignaient que les habitations bâties dans un plus court laps de temps soient de moins bonne qualité. Certains ont ajouté que même si les nouveaux ensembles résidentiels allaient contribuer à augmenter l'offre de logements, ils coûteraient très cher et y habiter serait hors de prix pour un grand nombre de Canadiens.



Interrogés sur les conséquences que pourrait avoir la modification des règlements de zonage des municipalités sur la construction de nouveaux logements, plusieurs s'attendaient à ce qu'elles soient importantes, puisque ces règlements dictent les genres de bâtiments autorisés dans chaque municipalité et l'emplacement des nouveaux projets d'habitation. La plupart estimaient qu'il faudrait encourager les municipalités à modifier les règlements de zonage pour permettre la construction de nouveaux logements dans leurs collectivités. À cet effet, il fallait selon plusieurs se concentrer davantage à accroître la densité et à construire des ensembles de logements collectifs plutôt que des maisons unifamiliales.

Personnes ayant acheté récemment une maison (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison)

Les participants du groupe formé de personnes qui avaient acheté une maison au cours des cinq dernières années ont discuté de leur expérience en tant que propriétaires ainsi que des initiatives mises en place par le gouvernement fédéral pour aider les acheteurs d'une première propriété. Appelés à dire s'ils se souvenaient de mesures prises récemment par le gouvernement du Canada, les participants ont cité la création du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et l'engagement du gouvernement à accroître l'offre de logements au pays.

Presque tous les participants se sont dits préoccupés par les récents changements apportés au taux préférentiel. Plusieurs d'entre eux avaient acheté leur maison quand les taux d'intérêt étaient beaucoup plus bas et se demandaient dans quelle mesure leurs versements mensuels augmenteraient au renouvellement de leur prêt hypothécaire. Beaucoup ont affirmé que la propriété était devenue moins abordable pour eux dans les cinq dernières années. Ils avaient pratiquement tous l'impression que le coût des services publics de leur maison avait aussi augmenté considérablement pendant cette période. Bon nombre de participants avaient réduit leurs dépenses discrétionnaires à cause de la hausse des coûts de logement et devaient consacrer une part plus importante de leur revenu mensuel au remboursement de leur prêt hypothécaire et d'autres dettes.

Nous leur avons ensuite fourni de l'information sur différentes initiatives en matière de logement du gouvernement du Canada. Plusieurs ont salué la décision d'interdire les offres à l'aveugle, pour éviter que des acheteurs potentiels ne fassent une offre trop élevée pour des maisons parce qu'ils ne connaissent pas le montant des offres faites par d'autres acheteurs éventuels. D'autres ont manifesté l'intérêt envers les possibilités de location avec option d'achat, en tant que moyen pour les Canadiens d'accumuler du capital sans avoir besoin de réunir une mise de fonds considérable. S'ils pensaient que ces programmes seraient utiles à certains, la plupart estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la mauvaise voie pour ce qui est de rendre la propriété plus accessible. De l'avis général, compte tenu de la flambée des prix des maisons dans plusieurs régions du pays, les montants offerts par le programme aideraient probablement peu de Canadiens à acheter une habitation.

Logement dans le Nord (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe formé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur la situation du logement dans leur région. Presque tous les participants trouvaient qu'il manquait cruellement de logements dans leurs collectivités en ce moment et que les résidents avaient de moins en moins les moyens d'acheter une maison ou d'en louer une. Ils étaient également d'avis que le nombre limité de logements disponibles étaient souvent en mauvais état et avaient grandement besoin d'être réparés. Tous s'entendaient pour dire que la situation du logement s'était détériorée dans leur région au cours des dernières années. Quelques-uns pensaient même à quitter le Nord dans l'avenir à cause du peu d'options de logement et d'autres difficultés liées au coût élevé de la vie.

Questionnés sur ce qu'il allait devoir se passer pour que la situation dans les Territoires du Nord-Ouest s'améliore, les participants croyaient qu'il fallait investir nettement plus dans la construction de nouveaux logements dans la région. La plupart estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la mauvaise voie en ce qui concerne le logement. Quelques-uns disaient même avoir mis une croix sur la possibilité d'accéder un jour à la propriété. Quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre à cet égard, les participants recommandaient d'aider davantage les acheteurs d'une première propriété et d'augmenter le financement destiné à améliorer la qualité et le nombre de logements disponibles dans les collectivités nordiques.

Perspectives énergétiques (résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)

Dans deux groupes, les participants ont discuté des perspectives du secteur énergétique canadien et notamment de leurs attentes en ce qui concerne la production pétrolière et gazière pour les années à venir. Tous s'entendaient pour dire que ce secteur était un moteur économique d'une importance cruciale pour les provinces des Prairies et pour l'ensemble du Canada. En ce qui a trait au rôle du secteur pétrolier et gazier dans leur région, plusieurs participants ont fait valoir que celui-ci demeurerait un employeur de choix dans leurs communautés et que ces ressources étaient essentielles pour combler les besoins énergétiques d'une grande partie de la population. Pour ces raisons, ils s'attendaient à ce qu'il soit difficile d'abandonner progressivement le pétrole et le gaz dans un avenir rapproché. Presque tous étaient d'avis que ce secteur affichait un rendement solide et qu'il avait connu une forte croissance économique dans les dernières années. Questionnés sur l'importance, d'un point de vue économique, de diversifier au-delà du pétrole et du gaz, la plupart ont répondu qu'il s'agissait d'une grande priorité. Plusieurs avaient l'impression que le processus était déjà amorcé dans leurs régions. Certains ont évoqué le caractère limité des ressources non renouvelables, comme le pétrole et le gaz, pour dire que des alternatives plus durables seraient bientôt indispensables. Plusieurs ont souligné l'importance de celles-ci pour l'environnement et ont ajouté qu'une utilisation accrue des énergies renouvelables contribuerait grandement à atténuer les impacts sur les changements climatiques.

La majorité des participants s'entendaient pour dire que l'énergie propre représentait un important débouché économique pour le Canada. Ils s'attendaient à ce que les investissements dans ce secteur entraînent la création de nombreux emplois bien rémunérés (y compris pour les travailleurs du secteur



pétrolier et gazier). Questionnés à savoir s'ils connaissaient l'expression « emplois durables », très peu ont répondu par l'affirmative. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux emplois durables dans le secteur de l'énergie propre, plusieurs croyaient qu'il s'agissait de postes pour lesquels les titulaires étaient chargés d'entretenir et de gérer les systèmes responsables de produire cette énergie. À la question concernant le moteur du développement du secteur de l'énergie propre dans leur région, plusieurs participants ont répondu que ce développement était principalement attribuable au désir public dans plusieurs pays du monde de passer aux sources d'énergie renouvelable pour réduire les impacts des changements climatiques. Certains étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait travaillé à développer ce secteur en accordant des subventions et des crédits d'impôt aux producteurs d'énergie propre et en investissant massivement dans la construction d'une infrastructure d'énergie propre.

Tarification du carbone (résidents de St. John's, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)

Dans trois groupes, les participants ont discuté du système canadien de tarification du carbone. En premier lieu, nous les avons questionnés sur l'importance pour le gouvernement fédéral de réduire la pollution par le carbone au Canada. Plusieurs croyaient qu'il s'agissait d'une priorité importante et qu'il était sage d'agir maintenant pour atténuer les impacts des changements climatiques sur les générations futures. À la question s'ils étaient au courant des mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour réduire la pollution par le carbone, les participants ont mentionné des initiatives comme l'introduction d'une tarification fédérale sur le carbone, des rabais à l'achat de véhicules électriques (VE), un financement accru des systèmes de transport public dans les collectivités canadiennes et des subventions pour les projets de rénovations résidentielles par le biais de la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (même s'ils ne l'ont pas expressément nommée).

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient en faveur de la tarification du carbone, plusieurs étaient hésitants et ont affirmé qu'ils n'en savaient pas suffisamment pour bien évaluer cette mesure. Dans une proportion moindre, les participants étaient également partagés entre ceux qui étaient en faveur de la tarification et ceux qui s'y opposaient. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué que la tarification de la pollution par le carbone comprenait deux parties – une redevance sur les combustibles comme le pétrole et le gaz, et un système distinct pour les industries. Nous leur avons également mentionné que dans les provinces où la redevance fédérale sur les combustibles s'applique, tous les produits issus de la redevance sont retournés aux Canadiens, principalement sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC). Plusieurs ne comprenaient pas pourquoi la plupart des ménages recevaient ce remboursement et y voyaient un manque de logique.

Questionnés sur les sources qu'ils consulteraient pour obtenir plus d'information sur la tarification de la pollution par le carbone, de nombreux participants ont répondu qu'ils se tourneraient probablement vers les sites Web officiels du gouvernement du Canada. À la question s'ils considéraient les scientifiques spécialistes du climat comme des sources crédibles, la plupart ont répondu par l'affirmative, ajoutant que ceux-ci possédaient une expertise considérable dans ce domaine. Même si plusieurs étaient d'avis qu'on pouvait aussi se fier aux économistes pour obtenir de l'information,

certain craignaient que ces derniers privilégient les aspects financiers de la tarification du carbone plutôt que les répercussions environnementales.

Après les avoir informés que d'autres pays comme le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, la France, les Pays-Bas, le Chili et le Japon avaient tous leur propre système de tarification de la pollution par le carbone, nous avons demandé aux participants si cette information influençait leur niveau de soutien pour la tarification du carbone au Canada. Bien que plusieurs ont trouvé encourageant de voir que d'autres pays avaient pris ces mesures, très peu ont affirmé que cette information avait un impact sur leur soutien envers la tarification du carbone. Les participants étaient généralement d'avis que chaque pays avait ses propres défis lorsqu'il s'agit de réduire la pollution par le carbone et que le système canadien de tarification du carbone devrait être adapté aux besoins du Canada, sans subir l'influence des stratégies mises en place ailleurs dans le monde.

À la question si la tarification du carbone pouvait décourager les Canadiens de polluer, très peu de participants ont répondu que c'était le cas. Même si certains s'attendaient à ce qu'une partie de la population adapte ses comportements au quotidien pour réduire ses émissions, la majorité des participants s'entendaient pour dire que ce n'était pas à la portée de tous. Ils étaient également d'avis que ces changements seraient particulièrement difficiles pour les résidents de villes rurales qui doivent souvent parcourir de longues distances pour se déplacer d'un endroit à l'autre, et que ces collectivités ne disposaient pas toujours de services de transport en commun adéquats. Questionnés à savoir s'ils avaient l'impression que les coûts associés à la tarification du carbone étaient plus élevés que ceux liés aux changements climatiques à court terme, la plupart des participants étaient incertains. Cela dit, plusieurs s'entendaient pour dire que malgré les coûts relativement élevés requis pour la mise en place d'un système de tarification du carbone, cette mesure demeurerait utile si elle permettait d'atténuer les impacts des changements climatiques sur les générations futures.

Immigration (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté de l'état actuel du système d'immigration au Canada. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral sur ce front, certains avaient entendu dire que celui-ci s'efforçait d'augmenter le taux d'immigration au Canada dans les années à venir. Si, de manière générale, la plupart d'entre eux étaient favorables à cette mesure, plusieurs se sont montrés inquiets quant à la capacité des collectivités canadiennes à accueillir et à soutenir un afflux important de nouveaux arrivants. À cet égard, la plupart des participants ont estimé qu'il faudrait construire un nombre proportionnel d'infrastructures et de services essentiels supplémentaires, comme des hôpitaux et des écoles, pour accueillir ces personnes.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en matière d'immigration, la plupart des Québécois ont répondu par l'affirmative. Les résidents des provinces de l'Atlantique et de l'Ontario avaient des opinions plus partagées, les personnes estimant que le gouvernement fédéral s'était engagé dans la bonne voie étant à peu près aussi nombreuses que celles qui étaient d'avis contraire. Plusieurs ont déclaré que l'immigration comportait certains avantages et qu'elle était essentielle pour garantir un nombre suffisant de

travailleurs et répondre aux besoins des Canadiens, en particulier dans des secteurs vitaux, comme les soins de santé et l'éducation. Certains ont également évoqué le potentiel de l'immigration pour accroître la diversité de la population, estimant qu'elle apporterait une plus grande variété de points de vue et une richesse culturelle aux collectivités canadiennes. Parmi les quelques personnes qui pensaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route en matière d'immigration, certaines craignaient que l'accueil d'un trop grand nombre de nouveaux arrivants en peu de temps ne mette à rude épreuve des infrastructures comme le logement, les soins de santé et le système d'éducation. Interrogés sur la question de savoir si le taux d'immigration au Canada devait augmenter, diminuer ou rester le même, la plupart ont estimé qu'il devait rester relativement stable dans les années à venir. De l'avis général, il s'agirait du moyen le plus efficace d'attirer davantage de personnes au Canada sans pour autant submerger le marché du logement ou la capacité des collectivités à continuer de fournir des services essentiels à leurs habitants.

Un certain nombre de personnes ont estimé qu'il fallait veiller à ce qu'une part importante des nouveaux arrivants parle le français. Cet aspect a été jugé particulièrement important pour la capacité des nouveaux arrivants dans les municipalités francophones à s'intégrer avec succès dans leur collectivité d'accueil. Informés que, grâce au Plan d'action pour les langues officielles, le gouvernement du Canada prévoyait stimuler l'immigration francophone, les participants ont réagi de manière généralement positive. Plusieurs ont affirmé que cette mesure contribuerait grandement à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone au Canada. Lors de la discussion sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus dans ce domaine, un certain nombre de personnes ont recommandé de mettre davantage l'accent sur le recrutement de francophones compétents dans des secteurs importants comme les soins de santé, l'éducation, la construction et d'autres métiers, et de faciliter la reconnaissance de leurs titres de compétences au Canada.

Soins de santé (résidents de St. John's)

Les participants résidant à St. John's, Terre-Neuve, ont pris part à une brève discussion sur les soins de santé dans leur région. Presque tous ont estimé que le système de santé de leur province était soumis à des pressions considérables et que cela avait entraîné des répercussions importantes sur la qualité des soins et la disponibilité des soins. Décivant les défis les plus pressants en cette matière, beaucoup ont mentionné ce qu'ils considéraient comme une pénurie persistante de médecins et d'infirmières dans la région. Dans le même ordre d'idées, plusieurs ont indiqué que les longs délais d'attente dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous constituaient une source de préoccupation croissante, et que la pénurie de personnel empêchait l'accès en temps opportun aux soins primaires ou d'urgence. De nombreuses personnes ont également mentionné le manque de médecins de famille exerçant dans la région, plusieurs déclarant avoir rencontré des difficultés pour trouver un médecin de famille au cours des dernières années.

Tous les participants ont réagi positivement lorsque nous leur avons fourni des informations sur les domaines prioritaires récemment définis par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé. Plusieurs ont réitéré l'importance de remédier à la pénurie de personnel et de réduire les temps d'attente, estimant que la plupart des problèmes auxquels le système de soins de santé de leur



province est actuellement confronté découlent d'un manque de personnel et de ressources disponibles. Certains ont également estimé qu'il était essentiel que le gouvernement du Canada mette davantage l'accent sur la santé mentale et la toxicomanie. Les participants croyaient que ces problèmes s'étaient considérablement aggravés dans leur collectivité au cours des dernières années et que ces questions nécessitaient une attention urgente. Quelques-uns ont également parlé positivement de la priorité accordée à la modernisation de la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Selon eux, la mise en place d'un système de santé numérique permettrait aux prestataires de soins de communiquer beaucoup plus efficacement entre eux, facilitant ainsi le transfert des dossiers des patients et permettant à ces derniers de bénéficier d'une expérience plus personnalisée en matière de soins de santé.

Régime d'assurance-médicaments (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay)

Deux groupes ont discuté de la mise en œuvre éventuelle d'un programme national d'assurance-médicaments. Invités à déterminer les principaux défis en santé auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, les participants ont énuméré de nombreux problèmes. Ceux-ci comprenaient notamment les longs délais d'attente pour accéder aux soins d'urgence, la pénurie de médecins et d'infirmières, le manque de médecins de famille dans plusieurs collectivités canadiennes, l'insuffisance de services en santé mentale, le manque de solutions en matière de soins à domicile pour la population vieillissante, la disponibilité limitée des soins virtuels et le manque perçu de mesures axées sur la prévention. Interrogés plus précisément sur le coût des médicaments sur ordonnance, presque tous les membres du groupe de Thunder Bay ont estimé qu'il s'agissait d'un problème important, tandis que la plupart des participants du groupe du Québec étaient d'avis que le système de santé était confronté à des problèmes plus urgents à l'heure actuelle.

Décrivant l'état actuel de l'assurance-médicaments au Canada, un grand nombre d'entre eux avaient l'impression qu'elle était relativement abordable dans la plupart des cas. Presque tous connaissaient les termes « assurance-médicaments » et la plupart croyaient qu'il s'agissait de la fourniture publique de médicaments sur ordonnance. Aucun n'avait connaissance d'un quelconque projet du gouvernement canadien dans ce domaine. Pour faciliter la conversation, il a été précisé que le gouvernement fédéral avait l'intention de mettre en œuvre un programme national d'assurance-médicaments visant à faire en sorte qu'un plus grand nombre de Canadiens aient un meilleur accès aux médicaments sur ordonnance à des prix abordables. Presque tous les participants ont réagi positivement à cette information et beaucoup se sont montrés enthousiastes à l'idée que le gouvernement réduise les coûts associés aux médicaments sur ordonnance et contribue à les rendre plus accessibles pour un plus grand nombre de Canadiens.

À la question de savoir qui, selon eux, devrait bénéficier d'un régime national d'assurance-médicaments, les participants ont exprimé des points de vue divergents. La plupart ont estimé que cette couverture ne devrait être offerte qu'aux personnes qui n'ont pas accès à un régime d'assurance privé. En ce qui concerne les différentes possibilités, les participants ont été informés qu'un régime national d'assurance-médicaments pourrait être entièrement public (comme les soins de santé) ou



« combler les lacunes » afin que les gens puissent continuer à utiliser les régimes publics et privés actuels. Après avoir discuté des avantages et des inconvénients éventuels de chaque approche, tous les participants ont exprimé leur préférence pour l'option entièrement publique, estimant qu'une couverture égale pour tous les Canadiens était la meilleure façon de mettre en place un régime d'assurance-médicaments. Lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient en faveur d'un régime universel d'assurance-médicaments, presque tous ont répondu par l'affirmative. La plupart ont toutefois indiqué qu'ils seraient moins enclins à soutenir ce programme s'il entraînait une augmentation du fardeau fiscal, la création de nouveaux impôts, ou la hausse du déficit fédéral.

Opiïdes (résidents de Thunder Bay, membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Les résidents de Thunder Bay et de l'île de Vancouver ont pris part à des conversations sur la toxicomanie et la consommation d'opiïdes dans leur collectivité. Tous les participants de Thunder Bay et la plupart de ceux de l'île de Vancouver ont estimé qu'il s'agissait d'un enjeu majeur à l'heure actuelle et que la toxicomanie et l'abus de substances dans leur collectivité avaient considérablement augmenté ces derniers temps. Personne ne s'est montré optimiste quant à l'amélioration de la situation dans les années à venir, les participants estimant que trop peu de ressources avaient été consacrées à la lutte contre la toxicomanie dans les collectivités canadiennes et qu'il fallait faire davantage pour aider les personnes dépendantes à recevoir un traitement. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient des mesures prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, quelques-uns ont mentionné l'augmentation du financement des sites d'injection supervisés et la mise à disposition de trousse de naloxone pour les personnes en proie à une surdose.

Interrogés sur ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient les termes « approvisionnement sûr » et « sites d'injection supervisés », la plupart ont eu des réactions positives. Dans l'ensemble, ils estimaient qu'il s'agissait d'initiatives visant à prévenir les décès par surdose en garantissant aux toxicomanes un endroit sûr pour consommer ces substances et une plus grande assurance que ces dernières ne contenaient pas de produits plus dangereux. Tout en étant majoritairement favorables à des initiatives d'atténuation des risques comme celles-ci, plusieurs personnes ont souligné que ces programmes ne suffiraient pas à eux seuls à réduire les taux de prévalence de la toxicomanie. Selon les participants, la disponibilité d'un approvisionnement sûr et l'accès à des sites d'injection supervisés réduiraient probablement le nombre de décès par surdose, mais il fallait surtout aider ces personnes à obtenir un traitement de leur dépendance et les amener à arrêter de consommer des drogues à long terme. De l'avis général, le gouvernement du Canada a un rôle à jouer dans le financement des initiatives de réduction des risques et doit veiller à ce que les personnes toxicomanes aient accès à des traitements.

La plupart des participants qui avaient reçu des informations sur le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS) du gouvernement fédéral s'attendaient à ce que cette initiative entraîne une réduction des surdoses et des autres méfaits liés à la consommation de substances. Toutefois, pour que ces mesures soient efficaces, il faudrait qu'elles s'accompagnent d'un meilleur accès aux traitements en santé mentale et à des logements sûrs et abordables pour les personnes toxicomanes. Les participants ont estimé qu'il fallait faire davantage pour inciter les Canadiens à faire



carrière dans le domaine de la santé mentale et du traitement des dépendances, certains ayant l'impression qu'il existe actuellement une pénurie de travailleurs compétents dans ces domaines.

Création d'emplois (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants résidant dans des villes de taille moyenne des Prairies ont engagé une brève conversation sur l'état du marché de l'emploi canadien et les récents efforts déployés par le gouvernement du Canada en matière de création d'emplois. Tous ont déclaré être de récents diplômés de niveau postsecondaire. En exprimant leurs points de vue sur l'état actuel du marché de l'emploi et les perspectives offertes aux nouveaux diplômés, plusieurs ont indiqué qu'il leur avait été difficile de trouver un emploi dans leur domaine et qu'ils avaient soit accepté un poste sans rapport avec leur domaine de compétences ou cherché un emploi pendant plusieurs mois sans succès.

Tous étaient convaincus que le marché de l'emploi canadien allait se dégrader de manière significative dans les cinq prochaines années. Plusieurs se sont dits préoccupés par l'essor possible de l'intelligence artificielle (IA) et pensaient que cela pourrait entraîner des licenciements massifs et moins de perspectives d'emploi pour les humains. Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route en matière de création d'emplois et très peu étaient au courant des travaux qu'il avait entrepris dans ce domaine. Interrogés sur les efforts supplémentaires que le gouvernement fédéral devrait fournir pour favoriser la création d'emplois, la formation professionnelle et le soutien aux travailleurs, les participants ont suggéré la mise en place de mesures incitatives pour encourager les étudiants à se tourner vers des domaines où la demande est forte (comme celui de la santé), ainsi que la réduction du coût des études de niveau postsecondaire pour les Canadiens.

Enjeux liés aux études postsecondaires (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants du groupe composé de récents diplômés de niveau postsecondaire résidant dans les Prairies ont pris part à une brève discussion sur la question du coût des études de niveau postsecondaire. À la question de savoir s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre les études de niveau postsecondaire plus abordables et faciliter le remboursement des prêts étudiants, beaucoup se sont souvenus de la récente décision d'éliminer définitivement les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. Plusieurs étaient également au courant de l'existence de programmes d'aide au remboursement des prêts étudiants, y compris la possibilité de reporter le paiement des prêts jusqu'à ce que les emprunteurs commencent à gagner un revenu annuel supérieur à 40 000 dollars. Tous ont réagi positivement à ces mesures et beaucoup ont exprimé leur satisfaction quant à la décision d'éliminer de façon permanente les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. Bien qu'enthousiasmés par ces initiatives, la plupart croyaient qu'elles représentaient des mesures temporaires pour remédier au coût prohibitif de l'éducation, plutôt qu'une solution permanente ou à long terme.



Interrogés sur les moyens que le gouvernement du Canada pouvait mettre en œuvre pour aider les nouveaux diplômés, les participants ont suggéré des mesures visant à faire en sorte que des emplois de premier ordre sont proposés aux étudiants dans leur domaine de compétences après l'obtention de leur diplôme. D'autres ont mentionné que le gouvernement fédéral devrait revenir sur sa récente décision d'autoriser les étudiants étrangers à travailler plus de 20 heures par semaine, estimant que cette mesure avait intensifié la concurrence au sein d'un marché de l'emploi perçu comme étant déjà compétitif.

Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Un groupe composé de membres de la diaspora chinoise vivant sur l'île de Vancouver, a engagé une brève discussion sur les relations que le gouvernement du Canada entretient avec la Chine à l'heure actuelle. Presque tous les participants ont estimé que celles-ci s'étaient détériorées au cours des dernières années et plusieurs ont exprimé des inquiétudes quant aux conséquences économiques et géopolitiques potentielles de l'escalade perçue des tensions avec la Chine. Lors de la discussion sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour améliorer cette relation, un grand nombre de participants ont estimé qu'il était possible de faire davantage pour élargir les liens économiques et culturels avec la Chine. Il s'agirait notamment d'augmenter le nombre d'étudiants dans les deux pays et de développer davantage les relations commerciales. Interrogés sur l'évolution future de ces relations, la plupart ont estimé qu'elle était difficile à prévoir et qu'elle dépendrait considérablement des mesures prises par la Chine sur les plans économique et géopolitique dans l'avenir.

Protection et promotion de la langue française (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de grandes villes du Québec)

Les participants de deux groupes ont discuté brièvement de la protection et de la promotion de la langue française au Canada. Tous étaient d'avis que cette question devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, beaucoup ont mentionné l'annonce de son *Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028*.

Après avoir reçu des informations sur les initiatives et les objectifs précis contenus dans ce plan, presque tous ont réagi positivement et plusieurs ont estimé que ces mesures contribueraient grandement à la protection et à la promotion de la langue française au Québec et dans l'ensemble du Canada. Certains ont affirmé que les collectivités francophones à l'extérieur du Québec en bénéficieraient grandement, car elles disposeraient d'un plus large éventail de ressources et de programmes pour leurs résidents. Nombreux sont ceux qui pensaient que l'initiative visant à investir dans les garderies francophones partout au Canada aurait un effet important, en aidant un plus grand nombre d'enfants à acquérir des compétences en français dès leur plus jeune âge. Un certain nombre ont également estimé que les investissements dans les organismes communautaires francophones



joueraient un rôle important, car ils permettraient de consolider les collectivités francophones et d'assurer un plus large accès aux services et aux ressources en français.

À la question de savoir quelles mesures supplémentaires le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre pour mieux protéger et promouvoir la langue française, les participants ont recommandé d'augmenter les investissements dans les programmes et les ressources en français pour les personnes âgées, de promouvoir une plus grande utilisation du français sur les étiquettes et dans la signalisation, et d'exiger des fabricants et des entreprises partout au Canada qu'ils fournissent des produits et des services en français.

Prévention du suicide (résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Avertissement relatif au contenu : Veuillez prendre note que la section suivante traite du suicide et de la détresse émotionnelle et peut être dérangeante pour certains lecteurs.

Les participants de deux groupes ont discuté de la prévention du suicide et de la mise en place du 9-8-8, un numéro de téléphone à trois chiffres destiné aux personnes vivant une détresse émotionnelle et en proie à des idées suicidaires. Après avoir présenté un certain nombre de propositions visant à promouvoir ce service et à fournir des informations à son sujet, les participants ont largement préféré celles qui étaient directes, explicites et comprenaient des statistiques qui traduisent la gravité des problèmes de santé mentale rencontrés par les personnes concernées.

En se concentrant plus particulièrement sur les différentes caractéristiques du service 9-8-8, beaucoup ont souligné l'importance de la confidentialité, persuadés qu'un nombre plus important de Canadiens seraient enclins à utiliser ce service s'ils savaient que leurs conversations demeureraient confidentielles. Certains ont estimé que la santé mentale et les pensées suicidaires étaient encore très stigmatisées et que la discrétion était essentielle pour assurer l'efficacité d'un tel service. De nombreuses personnes ont également déclaré que la gratuité était importante, mais certains ont souligné que la plupart des gens s'attendaient déjà à ce que ce service soit offert sans frais et qu'il n'était pas nécessaire de mettre cet aspect en évidence de manière significative. Les participants ont également souligné l'importance de s'assurer que le service 9 8 8 est adapté à la culture des utilisateurs. Plusieurs ont fait remarquer que les personnes appartenant à certaines cultures pouvaient vivre les problèmes de santé mentale de manière différente et qu'il était essentiel que les intervenants puissent communiquer avec les appelants d'une manière bien adaptée à leur situation et à leurs origines. Au sein du groupe composé d'Autochtones, les participants ont indiqué que les membres de leur communauté seraient plus enclins à utiliser ce service en toute confiance, s'ils savaient que leurs expériences et leurs problèmes particuliers seraient compris par les intervenants.

Lors de la discussion sur les documents promotionnels et les ressources d'information qui, selon eux, seraient les plus efficaces une fois lancé le service 9-8-8, plusieurs ont indiqué que la publicité devrait être diffusée sur les plateformes de médias sociaux, ainsi qu'à la télévision et à la radio. Étant donné que de nombreux jeunes Canadiens sont souvent confrontés à des problèmes de santé mentale, les médias sociaux seraient un endroit approprié pour diffuser des messages sur le 9-8-8. Quelques-uns



ont également suggéré que ces messages soient accompagnés d'images de personnes réelles, afin de mieux faire comprendre aux téléspectateurs les conséquences humaines des problèmes de santé mentale et des pensées suicidaires. Invités à dire s'ils seraient susceptibles de communiquer les informations relatives au 9-8-8 à leur famille, à leurs amis ou à leurs collègues, la quasi-totalité des participants ont répondu par l'affirmative. Après avoir proposé plusieurs noms possibles pour ce service, la plupart ont pensé que le service devrait s'appeler « 9-8-8 Canada » et s'accompagner d'un appel à l'action (« 9-8-8 Canada : appelez ou envoyez un message texte pour obtenir de l'aide en cas de crise suicidaire »). En lien avec cet appel à l'action, quelques participants ont indiqué qu'il était important de faire savoir aux gens qu'ils pouvaient également envoyer un message texte, soulignant que cela n'avait pas été mis en évidence auparavant.

Sécurité communautaire (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont fait part de leur point de vue sur le taux de criminalité actuel dans leur secteur. Les participants qui pensaient que la criminalité était un problème majeur dans la collectivité étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient plutôt d'avis qu'il s'agissait d'un problème modéré ou mineur. Lorsque nous leur avons demandé d'identifier les types de crimes qu'ils considéraient comme un enjeu à l'heure actuelle, les participants ont mentionné notamment les cambriolages, les agressions violentes, les vols de voitures et la conduite en état d'ébriété. Beaucoup ont également affirmé que la criminalité dans les transports en commun était devenue une préoccupation croissante au cours des dernières années. Presque tous les participants ont dit avoir observé depuis peu une augmentation de la criminalité, un petit nombre croyant toutefois que celui-ci n'avait pas changé. Plusieurs ont déclaré avoir récemment modifié leurs comportements en raison de la hausse de la criminalité. Parmi les mesures prises à cet égard, mentionnons le fait de ne plus se promener seul la nuit, de conduire plutôt que de prendre les transports en commun et de surveiller de plus près leurs enfants dans les lieux publics.

Interrogés sur les mesures à prendre pour lutter contre la hausse de la criminalité, certains étaient d'avis qu'il fallait investir davantage dans le maintien de l'ordre et renforcer la présence de la police au sein de leur collectivité. Un plus grand nombre d'entre eux, cependant, pensaient au contraire que l'augmentation de la présence policière n'était pas la solution et qu'il fallait s'attaquer aux causes profondes de la criminalité. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la criminalité, plusieurs se sont souvenus des récentes interdictions de certains types d'armes à feu. Bien que généralement favorables à l'adoption de mesures visant à réduire la criminalité à main armée, quelques personnes ont souligné que d'autres types d'armes à feu, notamment les fusils de chasse, avaient été interdits dans la foulée de ces mesures, et ont jugé cette situation injuste.

Les participants ont eu des réactions partagées après avoir reçu des informations sur les dispositions adoptées par le gouvernement fédéral pour réprimer la violence des gangs, en augmentant notamment les investissements dans le domaine de l'application de la loi. Tout en espérant que ces mesures seront efficaces, beaucoup se sont inquiétés du fait que l'on ne se concentre pas suffisamment sur la prévention des délits. Les participants ont souligné que des investissements importants pour fournir aux gens des



logements sûrs et abordables, un salaire décent et des traitements pour des problèmes de santé mentale et de toxicomanie permettraient à de nombreuses personnes de ne plus être contraintes de s'engager dans des activités criminelles. Dans cette optique, selon eux, il conviendrait de se concentrer davantage sur l'amélioration du bien-être général des personnes vulnérables, cette approche pouvant s'avérer plus efficace à long terme pour réduire la criminalité.

Enjeux locaux (résidents de St. John's)

Des résidents de St. John's, Terre-Neuve, ont lancé une brève discussion sur les principaux enjeux qui, dans leur région, requièrent selon eux une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Invités à préciser les défis les plus pressants auxquels leur collectivité est actuellement confrontée, les participants ont mentionné l'inflation et le coût élevé de la vie, le manque perçu de logements abordables, la pénurie de personnel en santé, les délais d'attente pour les soins d'urgence et les soins primaires, et ce qui a été perçu comme une augmentation des taux de sans-abrisme et de toxicomanie au cours de ces dernières années. Presque tous ont indiqué que le gouvernement fédéral n'accordait pas suffisamment d'attention à ces questions à l'heure actuelle.

Lors de la discussion sur les principaux secteurs et industries de leur région, tous ont estimé que le secteur pétrolier et gazier était d'une importance capitale pour l'économie locale et constituait l'un des principaux employeurs pour les personnes qui résident dans la région. Interrogés sur ce qu'ils considéraient comme les plus grands problèmes auxquels le secteur pétrolier et gazier était actuellement confronté, un certain nombre de participants ont fait allusion à l'augmentation du prix des carburants et de l'énergie, estimant qu'elle avait contribué à réduire la demande des consommateurs. Parmi les défis supplémentaires, les participants ont également parlé de l'abandon des ressources non renouvelables au profit d'options énergétiques plus durables, lequel constitue, selon eux, une tendance mondiale croissante qui contribue aussi à diminuer la demande en pétrole et en gaz.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient le projet de développement Bay du Nord, les participants qui en avaient entendu parler étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui ont dit ne pas le connaître. Nous les avons informés qu'Equinor, la société à l'origine du projet, avait récemment décidé de reporter le projet de trois ans pour des raisons économiques. Si la plupart trouvaient cette décision logique d'un point de vue financier, ils ont dans une large mesure indiqué que celle-ci entraînerait des répercussions négatives sur l'économie de la province et la création d'emplois bien rémunérés au sein de leur collectivité. Plusieurs d'entre eux espéraient que le projet irait finalement de l'avant et pensaient que son annulation définitive constituerait une perte majeure pour leur région.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en juin 2023

Afin de situer les groupes de discussion dans leur contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des événements clés qui ont eu lieu au cours du mois de juin 2023.

- Du 1^{er} au 7 juin
 - Le 1^{er} juin : Le gouvernement du Canada fait le point sur l'aide fédérale aux collectivités touchées par les feux de forêt en Alberta, dont 20 millions de dollars en fonds amassés pour la Croix-Rouge canadienne grâce à un système de jumelage des dons entre les gouvernements fédéral et de l'Alberta. Il annonce également la signature de neuf ententes dans le cadre de la première phase du Fonds de formation pour l'embauche et la formation de pompiers.
 - Le 1^{er} juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 1,4 million de dollars pour la planification préalable des soins par le biais de l'Association canadienne de soins palliatifs (ACSP).
 - Le 1^{er} juin : Le gouvernement du Canada annonce un octroi de 16 millions de dollars dans le cadre du programme Compétences pour réussir en vue d'aider plus de 7 000 Canadiens à connaître du succès sur le marché de l'emploi.
 - Le 1^{er} juin : Le gouvernement du Canada et ses partenaires de recherche au Québec, en Ontario, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan annoncent un financement de 9 millions de dollars pour la recherche de solutions stratégiques fondées sur les données probantes pour le système de soins de santé.
 - Le 1^{er} juin : Le gouvernement du Canada investit 5,9 millions de dollars dans des projets d'énergie propre et de formation axée sur les compétences dirigés par des Autochtones.
 - Le 1^{er} juin : Le gouvernement du Canada annonce son soutien pour combattre les feux de forêt en Nouvelle-Écosse.
 - Le 2 juin : Le gouvernement du Canada et ses partenaires de Terre-Neuve-et-Labrador annoncent des investissements de 30 millions de dollars pour améliorer la route 3 à St. John's et Mount Pearl.
 - Le 2 juin : Le gouvernement du Canada et l'Assemblée des Premières Nations font le point sur la politique relative aux Normes sur les surfaces dans les écoles pour améliorer l'infrastructure scolaire dans les réserves.
 - Le 2 juin : Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique investissent 48,6 millions de dollars dans des projets d'infrastructure de traitement des eaux usées dans la province.
 - Le 2 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 3,6 millions de dollars pour Petite entreprise C.-B. afin de soutenir la capacité d'exportation des petites entreprises dans cette province.
 - Le 3 juin : Le gouvernement du Canada annonce une aide fédérale pour combattre les feux de forêt au Québec.
 - Le 5 juin : Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira 9,6 millions de dollars pour la construction du Centre linguistique et culturel Kenhtè:ke sur le territoire mohawk de Tyendinaga.

- Le 5 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 1,5 million de dollars pour appuyer les projets de lutte contre la violence familiale ou fondée sur le sexe en Colombie-Britannique.
- Le 6 juin : Le gouvernement du Canada annonce que l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) recevra 1,15 million de dollars.
- Le 6 juin : Le gouvernement du Canada annonce un financement de 1,5 million de dollars pour soutenir les projets de recherche menés par des Autochtones sur les inégalités pour l'accès à la nourriture et la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord.
- [Groupes de discussion avec des membres de la population générale du Québec \(6 juin\) et de Thunder Bay \(7 juin\).](#)
- Du 8 au 14 juin
 - Le 8 juin : Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira 287,1 millions de dollars pour soutenir les projets de logement sécuritaire et abordable dans les collectivités urbaines, les collectivités rurales et les collectivités autochtones du Nord.
 - Le 9 juin : Le gouvernement du Canada annonce que près de 2,6 millions de dollars ont été distribués à dix organisations de femmes autochtones pour protéger les filles, les femmes et les membres de la communauté 2ELGBTQI+ et renforcer leur autonomie.
 - Le 10 juin : Le gouvernement du Canada annonce des sanctions additionnelles en réponse à l'invasion russe en Ukraine.
 - Le 12 juin : Le gouvernement du Canada annonce des mesures spéciales, notamment le remplacement gratuit de documents, pour les Canadiens victimes des feux de forêt.
 - Le 12 juin : Le gouvernement du Canada annonce de nouveaux programmes d'immigration qui permettront aux réfugiés qualifiés de poursuivre leur carrière en sol canadien.
 - [Groupe de discussion avec de récents diplômés de niveau postsecondaire de la Saskatchewan et du Manitoba \(12 juin\).](#)
 - Le 13 juin : Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira plus de 960 000 \$ dans les projets de modélisation énergétique en vue d'orienter les projets en matière d'énergie propre.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de St. John's \(13 juin\).](#)
 - Le 14 juin : Le gouvernement du Canada et l'infirmière en chef organisent le Forum sur la rétention du personnel infirmier pour s'attaquer aux défis qui concernent les travailleurs de la santé.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver \(14 juin\).](#)
- Du 15 au 21 juin
 - [Groupe de discussion avec des francophones du Canada atlantique et de l'Ontario \(15 juin\).](#)
 - Le 16 juin : Les gouvernements du Canada et de l'Ontario annoncent la construction d'une école primaire et d'une garderie francophones à Barrhaven et Manotick.
 - Le 17 juin : Les gouvernements du Canada et de l'Ontario annoncent le règlement du litige concernant Robinson-Huron Treaty pour la somme de 10 milliards de dollars.

- Le 18 juin : Le gouvernement du Canada annonce des mesures visant à protéger les élections partielles à Calgary contre l'ingérence étrangère.
- Le 19 juin : Le gouvernement du Canada investit plus de 8,2 millions de dollars dans plusieurs projets dirigés par des Autochtones dans le nord de l'Ontario.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de Calgary et Edmonton \(19 juin\).](#)
- Le 20 juin : Les gouvernements du Canada et de la Saskatchewan annoncent un investissement conjoint de 6,6 millions de dollars pour appuyer la recherche sur le bétail et les cultures fourragères.
- Le 20 juin : Les gouvernements du Canada et du Manitoba annoncent un financement de 2,9 millions de dollars pour soutenir le secteur des carburants de transport renouvelables dans la province.
- [Groupes de discussion avec des membres de la population générale de villes rurales des Prairies \(20 juin\) et de résidents de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison \(21 juin\).](#)
- Du 22 au 30 juin
 - Le 22 juin : Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira 1,9 million de dollars dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances de Santé Canada pour contrer les méfaits liés à l'usage de substances à Ottawa.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Québec \(22 juin\).](#)
 - Le 23 juin : Les gouvernements du Canada et des États-Unis signent un accord visant à renforcer leurs efforts communs pour combattre les feux de forêt et protéger les collectivités.
 - Le 26 juin : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 850 000 \$ par le biais de l'Initiative fédérale de développement économique pour le Nord (FedNor) pour soutenir l'industrie de la musique, du cinéma et de la télévision dans le nord de l'Ontario.
 - Le 27 juin : Le gouvernement du Canada annonce de nouvelles mesures pour soutenir le développement des compétences des travailleurs étrangers et combler les lacunes du marché du travail.
 - Le 27 juin : Le gouvernement du Canada investit plus de 8,1 millions de dollars par l'entremise de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada (PacifiCan) dans six organisations du Grand Victoria pour stimuler l'innovation, la croissance économique et la création d'emplois.
 - Le 27 juin : Le gouvernement du Canada annonce que trois organisations de femmes autochtones et de la communauté 2ELGBTQIA+ ont reçu plus de 1,5 million de dollars pour offrir des programmes de prévention de la violence fondée sur le sexe.
 - [Groupe de discussion avec des Autochtones des Territoires du Nord-Ouest \(27 juin\).](#)
 - Le 28 juin : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 113 000 \$ dans le Conseil des arts de Nipissing Ouest (CANO) pour appuyer les arts et la culture francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire.
 - Le 28 juin : Le gouvernement du Canada annonce un octroi de 472 000 \$ pour améliorer l'accessibilité aux installations récréatives à Yellowknife.

- Le 28 juin : Le gouvernement du Canada investit plus de 7 millions de dollars dans le secteur de l'énergie propre de la Saskatchewan.
- [Groupe de discussion avec des résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité \(28 juin\)](#).
- Le 29 juin : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 87 millions de dollars pour favoriser la transition vers l'énergie propre à Terre-Neuve-et-Labrador.
- Le 29 juin : Le gouvernement du Canada injecte 1,37 million de dollars pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les Territoires du Nord-Ouest.
- Le 29 juin : Le gouvernement du Canada annonce qu'il investira plus de 735 000 \$ pour améliorer les installations du Centre communautaire d'alimentation Roots à Thunder Bay.
- Le 29 juin : Le gouvernement du Canada investit 50 millions de dollars dans le projet d'énergie éolienne Bekevar dirigé par des Autochtones pour soutenir le secteur de l'énergie propre et des énergies renouvelables en Saskatchewan.
- Le 30 juin : Le gouvernement du Canada annonce des investissements de 101,7 millions et 62,7 millions de dollars en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, respectivement, pour faciliter la transition vers les énergies propres.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Une foule d'annonces et d'initiatives leur sont revenues à l'esprit, notamment :

- La réaction du gouvernement du Canada aux grands feux de forêt qui sévissaient dans plusieurs régions au pays, y compris en Alberta, au Québec et en Nouvelle-Écosse. Plusieurs avaient entendu dire que le gouvernement fédéral avait pris des mesures pour que les personnes déplacées en raison des incendies soient à l'abri et aient accès à de la nourriture, en plus d'aider financièrement les collectivités touchées et de déployer les Forces armées canadiennes (FAC) pour aider aux efforts de secours;
- La décision de la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt de 25 points de base le 7 juin 2023. Certains craignaient qu'à cause de cette hausse, les Canadiens peinent encore plus à payer leurs versements hypothécaires mensuels et à rembourser d'autres dettes;
- La mise en place de nouvelles initiatives pour aider les acheteurs d'une première propriété. Quelques-uns se souvenaient de l'annonce du gouvernement fédéral concernant la création du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP) afin d'aider les Canadiens à épargner en vue de l'achat d'une maison;
- Les enquêtes en cours au sujet des allégations d'ingérence de la Chine au Canada lors des récentes élections fédérales et la démission du rapporteur spécial indépendant sur l'ingérence étrangère;

- La mise en place d'une tarification fédérale sur le carbone à Terre-Neuve-et-Labrador à compter du 1^{er} juillet 2023. Plusieurs résidents de Terre-Neuve savaient que le système de tarification du carbone allait bientôt changer dans leur province;
- La mise en application du projet de loi C-11, aussi appelé *Loi sur la diffusion continue en ligne*. À cet effet, quelques-uns étaient au courant de la riposte de Google et Meta à la loi, à savoir la suppression des liens vers les nouvelles canadiennes de leurs plateformes;
- L'annonce par la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Carla Qualtrough, que le projet de loi C-22 (aussi appelé la *Loi sur la prestation canadienne pour les personnes handicapées*), qui permet de créer la prestation canadienne pour les personnes handicapées, avait reçu la sanction royale le jeudi 22 juin 2023;
- Les investissements du gouvernement du Canada dans le développement d'infrastructures de transport électrique, y compris le déploiement de bornes de recharge de véhicules électriques (VE) et de stations de ravitaillement à l'hydrogène dans le cadre du Programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro (PIVEZ);
- La célébration de la Journée nationale des peuples autochtones le 21 juin 2023. Des participants du groupe des Territoires du Nord-Ouest ont mentionné avoir pris part à des activités culturelles et sociales organisées dans leurs communautés respectives pour marquer cette journée.

Les participants se sont également souvenus de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada sur la scène internationale, soit :

- Le soutien continu apporté à l'Ukraine, notamment sur les plans financier et militaire, ainsi que les efforts pour faciliter l'arrivée et l'installation au Canada des Ukrainiens qui fuient le conflit. Sur ce point, plusieurs se rappelaient que le premier ministre s'était rendu à Kyiv le 10 juin 2023 afin de réaffirmer la solidarité et le soutien indéfectible du gouvernement du Canada envers l'Ukraine;
- L'annonce concernant l'ajout de 13 nouveaux pays, dont cinq des Caraïbes, au programme d'autorisation de voyage électronique (AVE), de sorte que les résidents de ces pays n'ont plus besoin d'un visa pour se rendre au Canada.

Réaction aux feux de forêt (résidents de villes rurales des Prairies)

Les participants de petites villes des Prairies ont pris part à une discussion supplémentaire portant sur la réaction du gouvernement du Canada aux feux de forêt qui avaient touché leur région au cours des derniers mois. Appelés à dire s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, peu de participants ont pu en nommer. Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants de l'information sur les diverses mesures prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux victimes des feux de forêt :

- *Il a collaboré avec les provinces et les organismes sans but lucratif pour évaluer les dons, et a recueilli 20 millions de dollars pour aider les groupes communautaires en Alberta;*
- *Il a fourni une aide financière aux provinces touchées pour couvrir les coûts d'intervention et jusqu'à 90 % des coûts de remise en état admissibles;*



- *Il a déployé les Forces armées canadiennes pour combattre les feux, planifier et coordonner les efforts et autres activités d'intervention;*
- *Il a puisé dans les réserves nationales de secours de fournitures médicales, d'équipement et de produits pharmaceutiques pour venir en aide aux provinces touchées;*
- *Il a aidé les victimes des feux de forêt à obtenir des prestations comme l'assurance-emploi, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada;*
- *Il a mis sur pied un programme pilote de formation de deux ans pour former un plus grand nombre de pompiers.*

Tous ont réagi positivement à cette information, certains disant qu'il s'agissait du genre d'intervention qu'ils attendaient du gouvernement du Canada lors de telles situations d'urgence. Malgré une réaction favorable, plusieurs jugeaient qu'il fallait en faire plus pour informer les Canadiens de ces mesures, estimant que nombre d'entre eux ne connaissaient pas les programmes et soutiens à leur disposition. Questionnés sur ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre à l'avenir pour contrer la menace des feux de forêt, plusieurs recommandaient d'accroître le soutien accordé aux programmes de pompiers volontaires communautaires. Selon eux, ces programmes étaient essentiels pour protéger les collectivités rurales et manquaient actuellement des ressources nécessaires pour intervenir adéquatement en cas de feux de forêt. Quelques-uns pensaient que des efforts supplémentaires s'imposaient pour atténuer les impacts des changements climatiques, de façon plus générale. Enfin, d'autres croyaient que l'augmentation observée quant au nombre et à la taille des feux de forêt cette année était attribuable, au moins en partie, à la hausse des températures et à l'impression que les régimes climatiques étaient devenus plus difficiles à prévoir ces dernières années.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (tous les lieux)

Tous les groupes ont pris part à des discussions sur divers problèmes auxquels les Canadiens sont confrontés à l'heure actuelle, et donné leur opinion de la gestion qu'en fait le gouvernement fédéral. Nous leur avons d'abord demandé dans quels domaines le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail ces derniers temps. Les participants ont fourni un éventail de réponses :

- Les mesures pour rendre la vie des Canadiens plus abordable – De nombreux participants ont parlé du vaste éventail de prestations et de soutiens offerts par le gouvernement du Canada pour aider les personnes qui peinent actuellement à composer avec le coût de la vie. Ils ont cité des initiatives telles que le remboursement unique pour l'épicerie destiné aux ménages à faible revenu, les ententes conclues avec les provinces et les territoires pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordables et des programmes comme l'assurance-emploi. Quelques-uns ont également mentionné le programme Emplois d'été Canada, le jugeant utile pour aider les jeunes Canadiens à trouver un emploi;
- L'immigration – Plusieurs ont salué ce qu'ils percevaient comme une volonté de la part du gouvernement fédéral d'accroître les niveaux d'immigration au Canada. Les participants avaient l'impression que les Canadiens étaient en général très enclins à accueillir les

immigrants et que le gouvernement fédéral avait mis en place de nombreux soutiens pour faciliter l'intégration des nouveaux arrivants dans leurs nouvelles communautés. Le fait d'augmenter l'immigration pourrait selon eux aider à régler les pénuries perçues de main-d'œuvre dans les secteurs clés tels que la santé et l'éducation;

- L'environnement et les changements climatiques – Selon plusieurs, la lutte contre les changements climatiques et leurs effets demeurait une priorité importante pour le gouvernement fédéral, qui avait fait plusieurs investissements en la matière dans les dernières années. Les participants ont parlé en termes élogieux du soutien du gouvernement fédéral à l'égard d'initiatives telles que la mise au point de sources d'énergie renouvelable, la construction d'infrastructures vertes et l'expansion des réseaux de transport en commun dans les collectivités canadiennes. D'après certains du groupe de Calgary et Edmonton, l'accroissement des investissements dans le secteur de l'énergie propre pourrait favoriser la création d'un large éventail d'emplois bien rémunérés dans leur région;
- Aide en raison des feux de forêt – Les participants étaient nombreux à penser que le gouvernement du Canada avait réagi rapidement aux grands feux de forêt qui avaient sévi dans plusieurs régions au pays ces derniers mois. La manière dont il avait fourni des produits de première nécessité, de l'aide financière et d'autres ressources aux personnes déplacées à cause des incendies leur semblait efficace;
- Les efforts de réconciliation – De l'avis de plusieurs, le gouvernement fédéral avait accordé une grande importance aux questions de réconciliation avec les peuples autochtones. Certains ont souligné que même s'il y avait toujours matière à amélioration, des progrès considérables avaient été réalisés à cet égard dans les dernières années. Quelques participants du groupe formé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest exprimé des commentaires positifs sur ce qu'ils considéraient comme l'accès à un grand nombre de possibilités d'emploi et de subventions pour les Autochtones;
- Soutien durant la pandémie de COVID-19 – Les participants ont évoqué l'excellent travail du gouvernement du Canada au chapitre du soutien offert aux Canadiens durant la pandémie de COVID-19. L'établissement de la Prestation canadienne d'urgence (PCU), les différents soutiens offerts aux petites entreprises et les dix jours de congé de maladie payé accordés aux travailleurs du secteur privé sous réglementation fédérale figurent parmi les mesures et initiatives qui leur sont revenues à l'esprit;
- Aide internationale – Les participants estimaient que le gouvernement fédéral leur semblait avoir fait du bon travail pour aider les personnes touchées par les crises internationales, y compris le conflit en cours en Ukraine, et des catastrophes naturelles, dont les puissants tremblements de terre qui ont frappé la Türkiye et la Syrie en février 2023. Plusieurs avaient l'impression que le Canada avait une réputation enviable sur la scène internationale et qu'en général, il était bien perçu dans le monde entier.

Dans un deuxième temps, nous avons demandé aux participants de nous signaler les domaines dans lesquels le gouvernement du Canada pourrait faire mieux. Voici ce qu'ils nous ont répondu :

- L'inflation et le coût élevé de la vie – Beaucoup jugeaient qu'il fallait en faire plus pour pallier la hausse actuelle du coût de la vie. Il était devenu de plus en plus difficile de joindre les deux bouts selon plusieurs. De plus, certains peinaient désormais à faire leurs versements

hypothécaires à cause des taux d'intérêt plus élevés. Quelques-uns avaient l'impression que les prestations et soutiens offerts par le gouvernement fédéral s'adressaient surtout aux familles à faible revenu et que ce dernier devait en faire plus pour aider les ménages de la classe moyenne et les Canadiens sans conjoint ou conjointe qui disposent actuellement d'un seul revenu. Un petit nombre croyaient que le gouvernement fédéral devrait s'efforcer de réduire ses dépenses, estimant que les récents déficits budgétaires avaient joué un rôle dans la hausse de l'inflation observée ces dernières années;

- L'abordabilité du logement – Beaucoup pensaient que des efforts étaient nécessaires pour accélérer la construction de nouveaux logements au Canada. Se loger était devenu de plus en plus inabordable d'après eux et il fallait en faire davantage pour que tous les Canadiens aient accès à un logement sécuritaire et abordable dans leurs communautés;
- Les soins de santé – Plusieurs croyaient que le système de santé était mis à rude épreuve actuellement et que des mesures s'imposaient pour régler les problèmes tels que la pénurie perçue de médecins et d'infirmières, les longs temps d'attente à l'urgence et dans les cliniques sans rendez-vous et le manque de médecins de famille au sein de nombreuses collectivités;
- La tarification du carbone – De l'avis de plusieurs, la récente mise en place d'une tarification du carbone par le gouvernement fédéral avait été dans une large mesure inefficace pour réduire la pollution par le carbone et n'avait fait que rendre la vie de nombreux ménages aux prises avec des difficultés financières encore moins abordable;
- La criminalité – Quelques-uns (dont certains de la région du Grand Toronto) pensaient que le taux de criminalité avait connu une hausse marquée dans les dernières années. Plusieurs estimaient qu'il fallait en faire plus pour limiter la présence d'armes à feu dans la société canadienne et réduire la violence liée aux gangs de rue;
- Les efforts de réconciliation – Les participants ont formulé diverses préoccupations au sujet de la réconciliation avec les peuples autochtones, estimant que le gouvernement fédéral avait fait peu de progrès sur ce plan. Selon eux, même si le gouvernement du Canada avait désigné cette question comme hautement prioritaire, de nombreuses collectivités autochtones étaient toujours aux prises avec des enjeux tels que le manque d'eau potable, les mauvaises conditions de vie et les problèmes de santé mentale et de dépendances;
- Le soutien offert aux personnes vulnérables – Les participants avaient l'impression qu'un grand nombre de personnes marginalisées éprouvaient actuellement des difficultés et que le gouvernement du Canada allait devoir mettre en place beaucoup plus de types de soutiens pour aider les groupes vulnérables, y compris les aînés et les personnes en situation d'itinérance, en situation de handicap ou aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de dépendance.

Questionnés sur les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, bon nombre de participants ont réitéré l'opinion que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens et réduire le coût de la vie. Plusieurs ont par ailleurs désigné les soins de santé comme un domaine hautement prioritaire. D'après eux, si aucune mesure n'était prise pour s'attaquer aux longs temps d'attente et aux pénuries perçues de médecins et d'infirmières, ces problèmes ne feraient que s'aggraver dans les années à venir. Il

importait aussi, selon les participants, de répondre au besoin de logements sécuritaires et abordables, de favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones, de rendre les études postsecondaires plus abordables et de prêter une attention continue à l'environnement et aux changements climatiques. De manière plus générale, plusieurs pensaient qu'au lieu d'affecter des ressources à des initiatives internationales, le gouvernement fédéral devrait se soucier davantage d'aider les Canadiens.

Coût de la vie (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison)

Deux groupes ont discuté plus longuement du coût de la vie, perçu comme élevé à l'heure actuelle. Pratiquement tous les participants ont affirmé avoir eu à modifier leurs habitudes d'achat dernièrement à cause de l'augmentation des prix. Ainsi, ils étaient davantage à l'affût des soldes, achetaient des produits d'épicerie et des vêtements sans marque, utilisaient des moyens de transport en commun ou actif plutôt que leur voiture, faisaient moins d'activités, comme aller au restaurant ou à des concerts, et remettaient des projets dans leur maison, notamment des travaux de rénovation. Plusieurs ont dit que la hausse du coût de la vie avait eu des répercussions sur leur santé mentale et que leurs préoccupations financières étaient une source grandissante de stress dans leur vie. Quelques-uns disaient avoir de plus en plus de difficulté à épargner pour des objectifs à long terme, comme l'achat d'une maison ou la retraite, à cause de la hausse du coût de la vie. Invités à dire à quoi la hausse du coût de la vie était attribuable selon eux, la plupart ont nommé comme cause initiale les interruptions de la chaîne d'approvisionnement engendrées par la pandémie de COVID-19. Plusieurs pensaient toutefois que les fortes hausses de prix appliquées conséquemment par les grandes sociétés (comme les grandes chaînes d'épicerie) avaient amplifié les difficultés liées au coût de la vie. L'accroissement des dépenses fédérales durant la pandémie avait aussi joué un rôle dans la hausse de l'inflation, selon quelques participants.

Questionnés sur les mesures prises récemment par le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour pallier la hausse du coût de la vie, les participants se sont remémoré diverses initiatives. Ils ont cité le lancement de la Prestation dentaire canadienne, l'annonce relative au remboursement unique pour l'épicerie destiné aux ménages à faible revenu et les ententes conclues entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordables. Plusieurs participants du groupe formé de résidents de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison avaient l'impression que le gouvernement fédéral avait annoncé dernièrement diverses initiatives pour rendre le logement plus abordable pour les Canadiens, mais peu en connaissaient les détails. La majorité d'entre eux croyaient qu'à moins que des mesures importantes soient prises pour y remédier, la situation relative au coût de la vie allait probablement être pire dans un an. Quelques-uns hésitaient à se prononcer, car, même si le taux d'inflation diminuait dans les prochains mois, les prix ne baisseraient probablement pas beaucoup à court terme. Aucun participant ne s'attendait à ce que la situation relative au coût de la vie s'améliore d'ici un an.

Canadiens d'origine chinoise (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Le groupe composé de membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver a discuté brièvement des enjeux qui touchent actuellement les Canadiens d'origine chinoise. Questionnés sur les plus grands défis auxquels font face les personnes d'origine chinoise en ce moment, de nombreux participants jugeaient qu'une simplification des processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour celles formées ailleurs qu'au Canada s'imposait, afin qu'elles puissent exercer dans leur domaine. Certains pensaient également qu'il fallait en faire plus pour préserver et promouvoir la culture et l'héritage de la communauté chinoise au Canada. Ils ont été nombreux à dire que les quartiers chinois historiques étaient en mauvais état, y compris celui de Victoria en Colombie-Britannique, et que des investissements considérables seraient nécessaires pour les revitaliser. Quelques-uns avaient l'impression qu'il y avait eu une recrudescence de la haine et la discrimination envers les personnes asiatiques ces dernières années, causée selon certains par la pandémie de COVID-19.

Questionnés sur les moyens pris par le gouvernement du Canada pour interagir davantage avec les Canadiens d'origine chinoise, plusieurs ont salué ce qu'ils considéraient comme une récente initiative visant à s'adresser à la population diversifiée du pays (dont les membres de la diaspora chinoise) dans des langues autres que le français ou l'anglais. Un petit nombre estimaient que d'autres mesures pouvaient être prises à cet égard, comme l'utilisation d'une signalisation officielle en mandarin ou en cantonais dans les quartiers et communautés qui comptent une forte population d'origine chinoise. Relativement aux autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre à cet égard, les participants ont proposé d'accroître le financement accordé aux programmes qui mettent en valeur la culture et l'héritage de la communauté chinoise, d'offrir plus de ressources linguistiques aux personnes qui ne parlent ni français ni anglais et d'encourager une meilleure représentation des Canadiens d'origine chinoise dans tous les ordres de gouvernement.

Territoires du Nord-Ouest (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe formé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur divers enjeux auxquels leur région est confrontée à l'heure actuelle. Invités à préciser les principaux défis dans leurs communautés respectives, les participants ont mentionné les changements climatiques, l'itinérance ainsi que les problèmes de santé mentale et de dépendances. Quelques-uns ont formulé des préoccupations concernant l'état actuel du système de protection de l'enfance et son incidence culturelle sur les collectivités autochtones lorsque des enfants sont retirés à leur famille.

Questionnés sur les plus importantes industries pour leurs communautés, beaucoup de participants ont cité le rôle central de l'exploitation minière dans l'économie de la région. Quant aux secteurs que le gouvernement du Canada devait soutenir davantage selon eux, les participants ont soulevé des préoccupations concernant l'éducation, les soins de santé, et le manque d'accès aux produits de première nécessité, comme l'eau potable. Ils jugeaient aussi impératif d'en faire plus pour atténuer les impacts potentiellement néfastes des changements climatiques dans leur région. Concernant les mesures instaurées par le gouvernement du Canada pour appuyer ces priorités, quelques-uns ont



mentionné du financement alloué à ces mesures et une collaboration avec le gouvernement territorial pour régler ces problèmes, mais personne n'a pu fournir de détails à ce sujet. Tous estimaient que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route dans la gestion de ces enjeux, compte tenu du fait que bon nombre de ces problèmes existaient depuis des décennies et que peu de progrès concrets avaient été réalisés sur ces plans. Selon les participants, tous les ordres de gouvernement devaient redoubler d'efforts pour interagir avec les organisations dirigées par des Autochtones, de manière à mieux comprendre leurs préoccupations et à cerner les moyens les plus efficaces de résoudre à long terme les problèmes auxquels elles font face.

Langues officielles (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)

Les participants d'un groupe composé de francophones du Canada atlantique et de l'Ontario ont ensuite pris part à un exercice supplémentaire au cours duquel nous leur avons montré une liste de priorités en matière de langues officielles, puis demandé d'indiquer celles qui, selon eux, constituaient les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada devait travailler. Ces priorités étaient les suivantes :

- *Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire;*
- *S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal;*
- *S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiens;*
- *Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada;*
- *Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec;*
- *Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays.*

Pratiquement tous les participants ont choisi la priorité visant à garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada. D'ici l'atteinte de cet objectif, plusieurs pensaient que les francophones vivant à l'extérieur du Québec continueraient d'avoir de la difficulté à obtenir le même niveau et le même éventail de services que leurs homologues anglophones. Certains s'inquiétaient du fait que le français était de moins en moins utilisé dans maintes régions du Canada et souhaitaient des mesures pour remédier à la situation. La priorité consistant à s'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal a également rallié de nombreux participants. De l'avis général, il s'agissait d'un droit légal fondamental dont tous les Canadiens devaient disposer. Bon nombre estimaient par ailleurs important d'augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec. Selon eux, les écoles francophones de ces communautés avaient accès à beaucoup moins de ressources, ce qui avait entraîné une baisse notable de la qualité de l'enseignement en français. Seuls quelques-uns ont choisi la création d'une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Personne n'a sélectionné les priorités visant à s'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiens et à investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays. Sur

ce dernier point, malgré son utilité pour promouvoir la langue, les participants jugeaient moins prioritaire de permettre à plus d'anglophones d'apprendre le français que d'améliorer la qualité de l'enseignement offert aux francophones de ces communautés.

Logement (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Quatre groupes ont pris part à des discussions sur le logement. Ils ont échangé sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour accroître l'offre de logements, les initiatives et les soutiens destinés aux acheteurs d'une première propriété et la situation du logement dans le Nord du Canada.

Offre de logements (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Trois groupes ont donné leurs points de vue sur l'offre actuelle de logements et les mesures prises par le gouvernement fédéral pour augmenter le nombre de logements à la disposition des Canadiens. Questionnés sur les principaux enjeux actuels en matière de logement, de nombreux participants ont cité les prix élevés des habitations et la difficulté d'amasser une mise de fonds suffisante. D'après eux, se loger était devenu de plus en plus inabordable presque partout au pays. Conjugée au coût élevé de la vie, cette situation faisait en sorte qu'il était très difficile d'épargner en vue de l'achat d'une maison. Aux yeux de plusieurs, les prix élevés des habitations découlaient d'une pénurie de propriétés pour les acheteurs potentiels; il fallait donc en faire plus pour augmenter l'offre de logements. En plus de bâtir un plus grand nombre de logements, le gouvernement du Canada, les provinces, les territoires et les municipalités devaient à leur avis veiller à construire suffisamment d'infrastructures, notamment des services de transport en commun, des hôpitaux et des écoles, pour répondre aux besoins des populations grandissantes des collectivités. Les participants ont nommé d'autres enjeux en matière de logement, dont la hausse des taux d'intérêt, l'incidence négative des investissements dans l'immobilier résidentiel que font des étrangers et des sociétés et le manque de logements sécuritaires et abordables pour les Canadiens à faible revenu.

Invités à dire pourquoi les habitations n'étaient pas construites plus rapidement, plusieurs attribuaient cette situation à la hausse perçue du coût des matériaux de construction et aux difficultés liées aux règlements de zonage des municipalités et aux types de logements que les promoteurs ont le droit de bâtir. Si quelques-uns se sont remémoré des initiatives récentes du gouvernement fédéral, comme celle visant à interdire aux non-Canadiens d'acheter des propriétés résidentielles au Canada pour une



période temporaire de deux ans et l'instauration de la taxe sur les logements sous-utilisés qui s'applique aux logements vacants ou sous-utilisés, personne n'a pu nommer de mesures prises expressément pour accroître l'offre de logements au Canada. Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler du Fonds pour accélérer la construction de logements, très peu ont répondu par l'affirmative. En guise d'éclaircissement, nous avons dit aux participants que le Fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds de 4 milliards de dollars qui offre du financement aux administrations locales pour encourager les initiatives visant à accroître l'offre de logements dans leurs collectivités. Si certains estimaient qu'elle pourrait être utile pour augmenter le nombre de logements disponibles, plusieurs se demandaient comment ce programme serait mis en œuvre et quelle surveillance serait exercée par le gouvernement fédéral pour assurer une utilisation efficace des fonds alloués aux municipalités. Quelques-uns cherchaient à savoir quelles municipalités recevraient ce soutien, jugeant que 4 milliards seraient insuffisants pour combler le manque généralisé de logements abordables au pays. Invités à dire s'il devrait y avoir des conséquences pour les municipalités qui ne construisent pas suffisamment de logements, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Les participants pensaient que les municipalités qui ne faisaient rien pour fournir assez de logements à leurs habitants allaient devoir rendre des comptes, étant donné qu'il incombait aux administrations locales d'assurer l'accès à un logement sécuritaire et abordable aux membres de leur communauté. À leur avis, cela s'appliquait d'autant plus aux collectivités qui obtenaient du financement dans le cadre de programmes comme le Fonds d'accélération de la construction de logements. Quelques-uns estimaient que les municipalités qui ne faisaient pas de la construction de logements une priorité s'exposaient déjà à des conséquences, en ce sens qu'elles finiraient possiblement par stagner à mesure qu'elles deviendraient hors de prix pour les Canadiens.

Quant à savoir si cela les préoccupait que l'on construise des logements supplémentaires plus rapidement, beaucoup craignaient que les habitations bâties dans un plus court laps de temps soient de moins bonne qualité. Beaucoup de participants ont parlé de nouveau de l'importance d'augmenter en parallèle l'offre de services essentiels adjoints à ces nouveaux ensembles résidentiels, notamment en matière de soins de santé, d'éducation et de transport en commun. Selon certains, même si les nouveaux ensembles résidentiels allaient contribuer à augmenter l'offre de logements, ils coûteraient très cher et y habiter serait hors de prix pour un grand nombre de Canadiens. Un petit nombre craignaient qu'il y ait une congestion excessive dans leur région si l'on y construisait trop de logements.

Peu de participants connaissaient le concept de zonage municipal. Pour clarifier le tout, nous leur avons fourni l'information suivante :

Un règlement de zonage contrôle l'aménagement du territoire dans votre collectivité. Il est établi par l'administration locale et détermine exactement la façon d'utiliser les terres, l'emplacement des bâtiments et d'autres constructions, les genres de bâtiments autorisés et leur utilisation.

Interrogés sur les conséquences que pourraient avoir les règlements de zonage des municipalités sur la construction de nouveaux logements, plusieurs jugeaient que l'impact de ces règlements pouvait être considérable, puisqu'ils dictent les genres de bâtiments autorisés dans chaque municipalité et l'emplacement des nouveaux projets d'habitation. La plupart estimaient qu'il faudrait encourager les municipalités à modifier les règlements de zonage pour permettre la construction de nouveaux

logements dans leurs collectivités. À cet effet, il fallait selon plusieurs se concentrer davantage à accroître la densité et à construire des ensembles de logements collectifs plutôt que des maisons unifamiliales. Quelques-uns voyaient les choses différemment et ne souhaitaient pas voir une densité accrue de population dans une région centralisée. Un petit nombre étaient incertains à propos de l'idée de modifier les règlements de zonage. À leurs yeux, beaucoup de municipalités avaient soigneusement aménagé leur territoire en fonction des exigences liées au zonage et le fait de modifier ces règlements risquait d'entraîner des conséquences inattendues sur l'environnement et la durabilité à long terme des communautés. Quant aux autres mesures qu'ils aimeraient voir le gouvernement du Canada mettre en œuvre pour bâtir plus de logements, plusieurs souhaitaient que l'accent soit mis sur l'aménagement de collectivités durables propices à la marche, où il y a moins d'étalement urbain, de sorte que les habitants n'ont pas à utiliser leur voiture pour se rendre d'un endroit à l'autre.

Personnes ayant acheté récemment une maison (résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison)

Les participants du groupe formé de personnes qui avaient acheté une maison au cours des cinq dernières années ont discuté de leur expérience en tant que propriétaires ainsi que des initiatives mises en place par le gouvernement fédéral pour aider les acheteurs d'une première propriété. Appelés à dire s'ils se souvenaient de mesures prises récemment par le gouvernement du Canada, les participants ont cité la création du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), l'Incitatif à l'achat d'une première propriété et l'engagement du gouvernement à accroître l'offre de logements au pays. Si certains avaient l'impression qu'il était prévu de convertir des biens fonciers fédéraux, afin d'y bâtir plus de logements résidentiels, personne n'a pu donner de détails à ce sujet.

Presque tous les participants se sont dits préoccupés par les récents changements apportés au taux préférentiel. Plusieurs d'entre eux avaient acheté leur maison quand les taux d'intérêt étaient beaucoup plus bas et se demandaient dans quelle mesure leurs versements mensuels augmenteraient au renouvellement de leur prêt hypothécaire. Les personnes qui ont mentionné que leurs versements hypothécaires avaient augmenté dans les dernières années étaient à peu près aussi nombreuses que celles ayant dit qu'ils étaient demeurés stables. Seule une poignée de participants disaient bien comprendre comment les taux d'intérêt sont fixés, mais la plupart croyaient que la Banque du Canada avait un rôle à jouer à cet égard. Beaucoup ont affirmé que la propriété était devenue moins abordable pour eux dans les cinq dernières années. Ils avaient pratiquement tous l'impression que le coût des services publics de leur maison avait aussi augmenté considérablement pendant cette période. Bon nombre de participants avaient réduit leurs dépenses discrétionnaires à cause de la hausse des coûts de logement et devaient consacrer une part plus importante de leur revenu mensuel au remboursement de leur prêt hypothécaire et d'autres dettes. Compte tenu de l'augmentation des coûts de logement, quelques-uns se souciaient bien plus de subvenir à leurs besoins financiers immédiats que d'épargner pour des objectifs à long terme, comme la retraite.

Nous leur avons ensuite fourni de l'information sur différentes initiatives en matière de logement du gouvernement du Canada, à savoir :

- *Le lancement du nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété, qui permet aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour acheter leur première maison;*
- *L'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada qui fournit une mise de fonds de 5 % ou 10 % pour l'achat d'une première maison;*
- *L'élargissement de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les Canadiens sans conjoint ou conjointe;*
- *Le montant du crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation qui double afin d'offrir jusqu'à 1 500 \$ en soutien direct aux acheteurs pour compenser les frais de clôture de transaction pour l'achat d'une première maison;*
- *Un investissement de 200 millions de dollars pour accroître les possibilités de location avec option d'achat;*
- *L'interdiction des offres à l'aveugle (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres).*

Si quelques-uns avaient entendu parler de la création du CELIAPP et de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, la plupart disaient être très peu au fait de ces initiatives. Plusieurs ont salué la décision d'interdire les offres à l'aveugle, pour éviter que des acheteurs potentiels ne fassent une offre trop élevée pour des maisons parce qu'ils ne connaissent pas le montant des offres faites par d'autres acheteurs éventuels. D'autres ont manifesté l'intérêt envers les possibilités de location avec option d'achat, en tant que moyen pour les Canadiens d'accumuler du capital sans avoir besoin de réunir une mise de fonds considérable. S'ils pensaient que ces programmes seraient utiles à certains, la plupart estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la mauvaise voie pour ce qui est de rendre la propriété plus accessible. De l'avis général, compte tenu de la flambée des prix des maisons dans plusieurs régions du pays, les montants offerts par le programme aideraient probablement peu de Canadiens à acheter une habitation. Questionnés à propos du CELIAPP, certains pensaient qu'il aiderait peut-être les acheteurs potentiels à mettre de l'argent de côté pour une mise de fonds, mais que cet effet serait vraisemblablement minime si rien n'était fait pour faire baisser considérablement les prix des habitations dans les années à venir. Pour faciliter la discussion, nous avons fourni aux participants de l'information sur le CELIAPP :

Le nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permet aux acheteurs éventuels d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt. À l'instar du régime enregistré d'épargne-retraite (REER), les cotisations sont déductibles d'impôt. De plus, comme c'est le cas pour le compte d'épargne libre d'impôt (CELI), les retraits pour l'achat d'une première propriété – y compris tout revenu de placement tiré des cotisations – ne sont pas imposables. Il n'y a aucun impôt à payer sur les cotisations et aucun impôt à payer sur les retraits.

Après avoir obtenu ces renseignements, la plupart jugeaient que le montant pouvant être mis de côté dans le cadre du programme était insuffisant pour avoir une réelle incidence sur la capacité des Canadiens à acheter une habitation. À leur avis, même si une personne arrivait à cotiser le montant maximal de 40 000 \$, celui-ci serait bien trop bas comparativement à la mise de fonds nécessaire dans la plupart des régions du pays. Un très petit nombre pensaient que ce programme aurait été avantageux pour eux personnellement lorsqu'ils envisageaient l'achat de leur maison. Invités à dire s'ils pensaient que le soutien aux acheteurs d'une première propriété était une priorité pour le gouvernement fédéral, peu ont répondu par l'affirmative. Concernant les autres mesures qui pourraient être prises pour aider les Canadiens qui comptaient acheter une maison, certains recommandaient l'instauration de taux d'intérêt moindres réservés aux acheteurs d'une première propriété et le versement par le gouvernement fédéral de paiements de contrepartie aux personnes qui cotisent à des programmes, dont le CELIAPP.

Logement dans le Nord (Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Les participants du groupe formé d'Autochtones des Territoires du Nord-Ouest ont pris part à une brève discussion sur la situation du logement dans leur région. Presque tous les participants trouvaient qu'il manquait cruellement de logements dans leurs collectivités en ce moment et que les résidents avaient de moins en moins les moyens d'acheter une maison ou d'en louer une. Ils étaient également d'avis que le nombre limité de logements disponibles étaient souvent en mauvais état et avaient grandement besoin d'être réparés. Ils ont ajouté qu'il y avait beaucoup de logements surpeuplés et qu'il arrivait souvent que plusieurs personnes doivent partager une chambre. Tous s'entendaient pour dire que la situation du logement s'était détériorée dans leur région au cours des dernières années. Il leur semblait que les jeunes étaient particulièrement touchés par cette situation. Selon bon nombre de participants, il était pratiquement impossible pour ces derniers de trouver un logement actuellement. Quelques-uns pensaient même à quitter le Nord dans l'avenir à cause du peu d'options de logement et d'autres difficultés liées au coût élevé de la vie dans la région.

Questionnés sur ce qu'il allait devoir se passer pour que la situation dans les Territoires du Nord-Ouest s'améliore, les participants croyaient qu'il fallait investir nettement plus dans la construction de nouveaux logements dans la région. Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient au courant de mesures récentes du gouvernement du Canada en matière de logement, quelques-uns ont cité le supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement qui avait été versé récemment aux Canadiens dont le revenu est inférieur à un certain seuil. La plupart estimaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la mauvaise voie en ce qui concerne le logement. Quelques-uns disaient même avoir mis une croix sur la possibilité d'accéder un jour à la propriété. Quant à ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre à cet égard, les participants recommandaient d'aider davantage les acheteurs d'une première propriété et d'augmenter le financement destiné à améliorer la qualité et le nombre de logements disponibles dans les collectivités nordiques.

Perspectives énergétiques (résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)

Dans deux groupes, les participants ont discuté des perspectives du secteur énergétique canadien et notamment de leurs attentes en ce qui concerne la production pétrolière et gazière pour les années à venir. Tous s'entendaient pour dire que ce secteur était un moteur économique d'une importance cruciale pour les provinces des Prairies et pour l'ensemble du Canada. En ce qui a trait au rôle du secteur pétrolier et gazier dans leur région, plusieurs participants ont fait valoir que celui-ci demeurerait un employeur de choix dans leurs communautés et que ces ressources étaient essentielles pour combler les besoins énergétiques d'une grande partie de la population. Pour ces raisons, ils s'attendaient à ce qu'il soit difficile d'abandonner progressivement le pétrole et le gaz dans un avenir rapproché. Spontanément, un certain nombre de participants ont exprimé l'opinion que le gouvernement fédéral devrait redoubler d'efforts pour permettre la production et le raffinage d'une plus grande quantité de pétrole et de gaz. Ils estimaient que le Canada avait des normes environnementales beaucoup plus rigoureuses que bien d'autres pays et que la production massive de ces ressources à l'échelle nationale mènerait à une plus grande durabilité à long terme. Presque tous étaient d'avis que ce secteur affichait un rendement solide et qu'il avait connu une forte croissance économique dans les dernières années. Quelques-uns croyaient toutefois que ce secteur était de plus en plus vulnérable aux fluctuations de la demande énergétique mondiale et qu'il en irait probablement de même à l'avenir en raison des pays de plus en plus nombreux à se tourner vers les sources d'énergie renouvelable.

Questionnés sur l'importance, d'un point de vue économique, de diversifier au-delà du pétrole et du gaz, la plupart ont répondu qu'il s'agissait d'une grande priorité. Plusieurs avaient l'impression que le processus était déjà amorcé dans leurs régions. Certains ont évoqué le caractère limité des ressources non renouvelables, comme le pétrole et le gaz, pour dire que des alternatives plus durables seraient bientôt indispensables. Ils estimaient qu'il serait économiquement avantageux pour le Canada de se positionner comme leader mondial de la transition vers les sources d'énergie renouvelable, tout en continuant d'utiliser le pétrole et le gaz dans l'intervalle. Plusieurs ont souligné l'importance de celles-ci pour l'environnement et ont ajouté qu'une utilisation accrue des énergies renouvelables contribuerait grandement à atténuer les impacts sur les changements climatiques. Les participants étaient généralement d'avis que, quel que soit l'état du secteur pétrolier et gazier, il était important pour les provinces comme l'Alberta (et l'ensemble du Canada) de diversifier leur économie, et qu'il était imprudent d'être trop tributaire d'une seule industrie ou d'un seul secteur.

Quant aux secteurs qui seront les plus importants pour l'économie à l'avenir, les participants en ont mentionné plusieurs, notamment la fabrication, la technologie, les finances (dans les grandes villes comme Calgary et Edmonton) et la production de sources d'énergie propre comme l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité et l'hydrogène comme combustible. En ce qui concerne l'énergie propre, la majorité des participants s'entendaient pour dire que l'énergie propre représentait un

important débouché économique pour le Canada. Ils s'attendaient à ce que les investissements dans ce secteur entraînent la création de nombreux emplois bien rémunérés (y compris pour les travailleurs du secteur pétrolier et gazier). Quelques-uns ont réitéré l'opinion que toute transition vers l'énergie propre devrait être graduelle et qu'elle devrait constituer un objectif à long terme plutôt qu'une priorité immédiate pour le gouvernement fédéral.

Questionnés à savoir s'ils connaissaient l'expression « emplois durables », très peu ont répondu par l'affirmative. Quelques participants ont supposé qu'il était question des emplois qui seraient maintenus à long terme et ceux associés à la durabilité et à l'économie verte. Lorsque nous leur avons demandé ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux emplois durables dans le secteur de l'énergie propre, plusieurs croyaient qu'il s'agissait de postes pour lesquels les titulaires étaient chargés d'entretenir et de gérer les systèmes responsables de produire cette énergie. Même s'ils s'attendaient à ce qu'il y ait au départ un nombre important d'emplois créés pour la construction d'une infrastructure d'énergie propre, les participants ne croyaient pas qu'il s'agirait d'emplois durables, puisque la plupart seraient abolis au terme de ces projets. À la question concernant le moteur du développement du secteur de l'énergie propre dans leur région, plusieurs participants ont répondu que ce développement était principalement attribuable au désir public dans plusieurs pays du monde de passer aux sources d'énergie renouvelable pour réduire les impacts des changements climatiques. Certains étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait travaillé à développer ce secteur en accordant des subventions et des crédits d'impôt aux producteurs d'énergie propre et en investissant massivement dans la construction d'une infrastructure d'énergie propre.

Tarification du carbone (résidents de St. John's, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies)

Dans trois groupes, les participants ont discuté du système canadien de tarification du carbone. En premier lieu, nous les avons questionnés sur l'importance pour le gouvernement fédéral de réduire la pollution par le carbone au Canada. Plusieurs croyaient qu'il s'agissait d'une priorité importante et qu'il était sage d'agir maintenant pour atténuer les impacts des changements climatiques sur les générations futures. Parmi le groupe moins nombreux des incertains ou de ceux qui ne croyaient pas que la réduction de la pollution par le carbone était une grande priorité, certains étaient d'avis que le Canada produisait beaucoup moins d'émissions que bien d'autres pays dans le monde et que sa responsabilité à cet égard était moindre que celle des gros émetteurs de carbone. À la question s'ils étaient au courant des mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour réduire la pollution par le carbone, les participants ont mentionné des initiatives comme l'introduction d'une tarification fédérale sur le carbone, des rabais à l'achat de véhicules électriques (VE), un financement accru des systèmes de transport public dans les collectivités canadiennes et des subventions pour les projets de rénovations résidentielles par le biais de la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (même s'ils ne l'ont pas

expressément nommée). Pour clarifier le tout, nous avons fourni l'information suivante aux participants :

Le gouvernement du Canada a pris plusieurs mesures pour réduire la pollution par le carbone. Ces mesures incluent la tarification de la pollution par le carbone, l'établissement de normes sur les combustibles propres, des investissements dans les énergies renouvelables et les technologies propres, de même que dans les programmes d'efficacité énergétique.

Quant à la mesure visant à mettre un prix sur la pollution par le carbone, nous avons demandé aux participants s'ils savaient que le gouvernement fédéral avait entrepris de tarifier le carbone. Dans tous les groupes, les participants étaient divisés presque également entre ceux qui étaient au courant et ceux qui ne l'étaient pas. Les premiers croyaient que ce programme imposait des coûts supplémentaires aux activités qui produisent des émissions de carbone et qu'il s'appliquait aussi bien aux entreprises qu'aux ménages canadiens. Quelques-uns avaient l'impression que des rabais étaient offerts aux ménages qui produisent peu d'émissions. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient des questions au sujet de ce programme, un certain nombre de participants ont exprimé des inquiétudes quant au coût de cette initiative et à ses répercussions sur le coût de la vie qui est actuellement très élevé. Plusieurs se sont également demandé à quoi serviraient les fonds amassés dans le cadre de ce programme et quels étaient les paramètres utilisés pour calculer le prix du carbone.

Lorsque nous leur avons demandé, compte tenu de ce qu'ils avaient appris, s'ils étaient en faveur de la tarification du carbone, plusieurs participants étaient hésitants et ont affirmé qu'ils n'en savaient pas suffisamment pour bien évaluer cette mesure. Dans une proportion moindre, les participants étaient également partagés entre ceux qui étaient en faveur de la tarification et ceux qui s'y opposaient. Pour faciliter la discussion, nous leur avons fourni l'information suivante :

La tarification de la pollution par le carbone comprend deux parties – une redevance sur les combustibles, comme le pétrole et le gaz, et un système distinct pour les industries. Dans les provinces où la redevance fédérale sur les combustibles s'applique, tous les produits issus de la redevance sont retournés aux Canadiens, principalement sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat [(PIAC)] versés aux ménages. La majorité des ménages reçoivent plus d'argent par ces paiements qu'ils n'en payent pour la redevance sur les combustibles.

Quant à savoir si cette information influençait leur niveau de soutien à l'égard de cette initiative, tous les participants ont répondu par la négative. Plusieurs se sont demandé pourquoi la plupart des ménages recevaient plus d'argent que ce qu'ils payaient pour la redevance sur les combustibles, et y voyaient un manque de logique. Quelques résidents de villes rurales des Prairies doutaient que la plupart des ménages reçoivent réellement plus d'argent, et ont fait valoir qu'eux-mêmes n'avaient reçu aucun paiement de l'Incitatif à agir pour le climat (PIAC) à ce jour.

Questionnés sur les sources qu'ils consulteraient pour obtenir plus d'information sur la tarification de la pollution par le carbone, de nombreux participants ont répondu qu'ils se tourneraient probablement vers les sites Web officiels du gouvernement du Canada. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils utiliseraient également les moteurs de recherche comme Google pour explorer plus en profondeur certains

renseignements obtenus sur les sites Web officiels. Quelques-uns ont mentionné qu'ils consulteraient aussi des amis ou des membres de la famille qui connaissent bien le sujet et qui pourraient leur donner un autre point de vue sur le système de tarification du carbone. À la question s'ils considéraient les scientifiques spécialistes du climat comme des sources crédibles, la plupart ont répondu par l'affirmative, ajoutant que ceux-ci possédaient une expertise considérable dans ce domaine. Même si plusieurs étaient d'avis qu'on pouvait aussi se fier aux économistes pour obtenir de l'information, certains craignaient que ces derniers privilégient les aspects financiers de la tarification du carbone plutôt que les répercussions environnementales. Lorsque nous les avons informés que de nombreux économistes avaient exprimé l'avis que la tarification de la pollution par le carbone était le moyen le plus économique de réduire les émissions de carbone à l'échelle et à la vitesse nécessaires pour atténuer les impacts des changements climatiques, un certain nombre de participants croyaient que cet argument justifiait d'autant plus qu'on mette un prix sur le carbone. Quelques-uns étaient plus sceptiques et se sont demandé combien d'économistes pensaient ainsi et s'il y avait des dissidents pour critiquer la tarification du carbone.

Après les avoir informés que d'autres pays comme le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, la France, les Pays-Bas, le Chili et le Japon avaient tous leur propre système de tarification de la pollution par le carbone, nous avons demandé aux participants si cette information influençait leur niveau de soutien pour la tarification du carbone au Canada. Bien que plusieurs ont trouvé encourageant de voir que d'autres pays avaient pris ces mesures, très peu ont affirmé que cette information avait un impact sur leur soutien envers la tarification du carbone. Les participants étaient généralement d'avis que chaque pays avait ses propres défis lorsqu'il s'agit de réduire la pollution par le carbone et que le système canadien de tarification du carbone devrait être adapté aux besoins du Canada, sans subir l'influence des stratégies mises en place ailleurs dans le monde. Nous leur avons ensuite fourni de l'information sur d'autres stratégies de tarification du carbone mise en place ailleurs dans le monde :

Certains pays comme les États-Unis ont choisi de ne pas fixer de prix sur la pollution par le carbone, mais plutôt d'investir massivement dans le secteur privé afin que les sociétés puissent développer les technologies propres nécessaires pour réduire elles-mêmes leurs émissions de carbone. Pour ce faire, le gouvernement américain a investi 400 milliards de dollars, soit environ le cinquième de l'économie canadienne tout entière.

Même si un certain nombre de participants avaient l'impression que cette stratégie serait efficace pour réduire les émissions de carbone et que les investissements dans le secteur privé pourraient mener à un éventail d'innovations dans ce domaine, très peu d'entre eux croyaient qu'il s'agissait d'une approche efficace pour le gouvernement du Canada. Les participants étaient généralement d'avis qu'en raison de la taille de l'économie américaine, une telle stratégie était plus réalisable pour les États-Unis qui peuvent se permettre les investissements massifs requis pour assurer le succès de cette approche. Certains étaient sceptiques et croyaient qu'il serait difficile de s'assurer que les fonds versés aux entreprises du secteur privé serviraient réellement à développer des technologies propres et des pratiques industrielles plus durables.

À la question si la tarification du carbone pouvait décourager les Canadiens de polluer, très peu de participants ont répondu que c'était le cas. Même si certains s'attendaient à ce qu'une partie de la population adapte ses comportements au quotidien pour réduire ses émissions, la majorité des

participants s'entendaient pour dire que ce n'était pas à la portée de tous. Ils étaient également d'avis que ces changements seraient particulièrement difficiles pour les résidents de villes rurales qui doivent souvent parcourir de longues distances pour se déplacer d'un endroit à l'autre, et que ces collectivités ne disposaient pas toujours de services de transport en commun adéquats. Questionnés à savoir s'ils avaient l'impression que les coûts associés à la tarification du carbone étaient plus élevés que ceux liés aux changements climatiques à court terme, la plupart des participants étaient incertains. Cela dit, plusieurs s'entendaient pour dire que malgré les coûts relativement élevés requis pour la mise en place d'un système de tarification du carbone, cette mesure demeurerait utile si elle permettait d'atténuer les impacts des changements climatiques sur les générations futures.

Informés qu'en 2021, les émissions de gaz à effet de serre au Canada étaient 7,4 % inférieures à celles d'avant-pandémie (2019), très peu de participants croyaient que c'était d'une façon ou d'une autre lié à la tarification du carbone par le gouvernement fédéral. Ils étaient généralement d'avis que cette diminution était attribuable au fait que les Canadiens avaient été moins nombreux à se déplacer pour se rendre au travail durant la pandémie, de même qu'à la réduction globale des voyages d'agrément et autres activités durant cette période.

Immigration (résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario)

Les participants de deux groupes ont discuté de l'état actuel du système d'immigration au Canada. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral sur ce front, certains avaient entendu dire que celui-ci s'efforçait d'augmenter le taux d'immigration au Canada dans les années à venir. Quelques-uns ont eu l'impression que, dans le cadre de cette initiative, l'accent serait mis sur l'arrivée d'un plus grand nombre de nouveaux arrivants francophones au Canada. Certains membres du groupe du Québec ont également souligné que les personnes passant des États-Unis au Canada par le chemin de Roxham étaient désormais renvoyées aux États-Unis (en raison de l'élargissement de l'Entente sur les tiers pays sûrs).

Si, de manière générale, la plupart d'entre eux étaient favorables à cette mesure, plusieurs se sont montrés inquiets quant à la capacité des collectivités canadiennes à accueillir et à soutenir un afflux important de nouveaux arrivants. À cet égard, la plupart des participants ont estimé qu'il faudrait construire un nombre proportionnel d'infrastructures et de services essentiels supplémentaires, comme des hôpitaux et des écoles, pour accueillir ces personnes. Abordant d'autres aspects du système d'immigration, un certain nombre d'entre eux ont eu l'impression qu'il était actuellement très encombré et que le processus en vue de l'obtention de la citoyenneté canadienne était souvent long pour les immigrants. Certains, qui ont déclaré avoir eux-mêmes immigré, ont parlé en termes élogieux du système d'immigration canadien, affirmant qu'il avait été juste et efficace, fournissant un certain nombre de mesures de soutien pour aider les nouveaux arrivants à se familiariser avec leur collectivité d'accueil.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils pensaient que le gouvernement du Canada était actuellement sur la bonne voie en matière d'immigration, la plupart des Québécois ont répondu par l'affirmative. Les résidents des provinces de l'Atlantique et de l'Ontario avaient des opinions plus partagées, le nombre de personnes qui estimait que le gouvernement fédéral s'était engagé dans la bonne voie étant à peu près égal à celui de celles qui étaient d'avis contraire. Plusieurs ont déclaré que l'immigration comportait certains avantages et qu'elle était essentielle pour garantir un nombre suffisant de travailleurs et répondre aux besoins des Canadiens, en particulier dans des secteurs vitaux, comme les soins de santé et l'éducation. Dans le même ordre d'idées, les participants ont déclaré qu'en recourant à l'immigration pour combler la pénurie de main-d'œuvre, le Canada serait en mesure de réaliser d'importants bénéfices économiques et d'accroître la productivité dans toute une série de secteurs de l'économie. Certains ont également évoqué le potentiel de l'immigration pour accroître la diversité de la population, estimant qu'elle apporterait une plus grande variété de points de vue et une richesse culturelle aux collectivités canadiennes. Parmi les quelques personnes qui pensaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route en matière d'immigration, certaines craignaient que l'accueil d'un trop grand nombre de nouveaux arrivants en peu de temps ne mette à rude épreuve des infrastructures comme le logement, les soins de santé et le système d'éducation.

Nous avons ensuite montré aux participants l'énoncé suivant et leur avons demandé s'ils étaient d'accord ou non avec le message qu'il contenait :

« Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler la pénurie de main-d'œuvre et de faire progresser l'économie. »

Tous les membres du groupe du Québec et la plupart des participants du Canada atlantique et de l'Ontario étaient d'accord avec cette affirmation. Plusieurs ont fait valoir qu'il y avait actuellement d'importantes pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs comme les soins de santé et l'éducation et pensaient qu'un taux d'immigration élevé représenterait pour le gouvernement du Canada un moyen efficace de remédier à cette situation. Informés que, selon Statistique Canada, les employeurs de tous les secteurs au Canada cherchaient activement à pourvoir près d'un million de postes vacants lors du deuxième trimestre de 2022 (le plus haut niveau trimestriel jamais enregistré), la plupart ont pensé que cela soulignait encore davantage la nécessité de poursuivre les efforts en matière d'immigration. Quelques-uns ont toutefois fait remarquer que les objectifs économiques ne devraient pas être le seul motif justifiant l'acceptation d'un plus grand nombre d'immigrants par le Canada et qu'il faudrait également envisager d'accueillir des demandeurs d'asile ou des personnes fuyant une situation dangereuse dans leur pays d'origine. Interrogés sur la question de savoir si le taux d'immigration au Canada devait augmenter, diminuer ou rester le même, la plupart ont estimé qu'il devait rester relativement stable dans les années à venir. De l'avis général, il s'agirait du moyen le plus efficace d'attirer davantage de personnes au Canada sans pour autant submerger le marché du logement ou la capacité des collectivités à continuer de fournir des services essentiels à leurs habitants.

Interrogées sur leurs préoccupations concernant l'arrivée d'un plus grand nombre d'immigrants au Canada, un certain nombre de personnes ont déclaré que des efforts devraient être faits pour s'assurer qu'une partie importante de ces nouveaux arrivants parle le français. Cet aspect a été jugé particulièrement important pour la capacité des nouveaux arrivants dans les municipalités

francophones à s'intégrer avec succès dans leur collectivité d'accueil. Si quelques personnes ont eu l'impression que le gouvernement fédéral donnerait la priorité à l'augmentation de l'immigration en provenance des pays francophones, aucune ne s'est souvenue de détails précis à ce sujet. Pour faciliter la conversation, les participants ont obtenu l'information suivante :

Dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles, le gouvernement du Canada prévoit stimuler l'immigration francophone en investissant :

- *18,5 millions de dollars pour accroître les efforts de promotion et d'appui au recrutement afin d'attirer davantage de travailleurs d'expression française ou bilingues au Canada.*
- *16,3 millions de dollars pour stimuler le recrutement d'enseignants francophones pour enseigner dans les communautés francophones en situation minoritaire.*
- *50 millions de dollars pour aider à l'établissement et à l'intégration des nouveaux immigrants francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire.*
- *25 millions de dollars pour la création d'un nouveau Centre d'innovation en immigration francophone doté d'un programme de subventions et de contributions lequel permettra aux communautés francophones l'occasion de se faire connaître et de recruter des travailleurs d'expression française.*
- *10,5 millions de dollars pour aider les nouveaux arrivants à apprendre le français.*

Dans l'ensemble, les participants ont réagi positivement à ces initiatives, plusieurs d'entre eux étant d'avis que celles-ci contribueraient grandement à la promotion de la langue française et de la culture francophone au Canada. Alors que certains pensaient qu'il fallait faire moins d'efforts pour aider les nouveaux arrivants à apprendre le français, mais s'employer plutôt à attirer ceux qui parlent déjà la langue, un plus grand nombre était d'un avis différent. Ces derniers ont affirmé qu'il était essentiel d'aider les nouveaux arrivants à apprendre le français et que cela permettrait d'accroître la présence de la langue française dans les collectivités canadiennes. Lors de la discussion sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire de plus dans ce domaine, un certain nombre de personnes ont recommandé de mettre davantage l'accent sur le recrutement de francophones compétents dans des secteurs importants comme les soins de santé, l'éducation, la construction et d'autres métiers, et de faciliter la reconnaissance de leurs titres de compétences au Canada. Si peu de personnes ont indiqué que le fait d'avoir pris connaissance de ce plan avait modifié leur opinion sur la gestion du système d'immigration par le gouvernement du Canada, certaines se sont senties davantage encouragées, sachant que des investissements étaient faits pour promouvoir et soutenir la langue française dans l'avenir.

Soins de santé (résidents de St. John's)

Les participants résidant à St. John's, Terre-Neuve, ont pris part à une brève discussion sur les soins de santé dans leur région. Presque tous ont estimé que le système de santé de leur province était soumis à des pressions considérables et que cela avait entraîné des répercussions importantes sur la qualité et la disponibilité des soins. Décrivant les défis les plus pressants en cette matière, beaucoup ont mentionné ce qu'ils considéraient comme une pénurie persistante de médecins et d'infirmières dans la

région. De l'avis général, il manque actuellement de professionnels de la santé pour répondre à la demande, et beaucoup ont exprimé leur crainte que ce problème ne soit exacerbé par le nombre croissant de médecins et d'infirmières qui devront partir à la retraite dans les années à venir. Dans le même ordre d'idées, plusieurs ont indiqué que les longs délais d'attente dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous constituaient une source de préoccupation croissante, et que la pénurie de personnel empêchait l'accès en temps opportun aux soins primaires ou d'urgence. De nombreuses personnes ont également mentionné le manque de médecins de famille exerçant dans la région, plusieurs déclarant avoir rencontré des difficultés pour trouver un médecin de famille dans les dernières années.

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement fédéral pour améliorer les soins de santé dans leur région, quelques personnes ont rappelé les accords récents conclus avec les provinces et les territoires concernant l'augmentation des paiements, en vertu du Transfert canadien en matière de santé (TCS) et l'établissement de domaines prioritaires définissant la manière dont ces fonds supplémentaires pourraient être utilisés. Pour faciliter la conversation, les participants ont obtenu l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- *remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;*
- *augmenter l'accès aux soins de santé familiale;*
- *améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;*
- *s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;*
- *moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.*

Tous ont réagi positivement à cette liste, indiquant qu'il s'agissait effectivement de domaines sur lesquels le gouvernement du Canada devait concentrer son attention. Plusieurs ont réitéré l'importance de remédier à la pénurie de personnel et de réduire les temps d'attente, estimant que la plupart des problèmes auxquels le système de soins de santé de leur province est actuellement confronté découlent d'un manque de personnel et de ressources disponibles. Certains ont également estimé qu'il était essentiel que le gouvernement du Canada mette davantage l'accent sur la santé mentale et la toxicomanie. Les participants croyaient que ces problèmes s'étaient considérablement aggravés dans leur collectivité au cours des dernières années et que ces questions nécessitaient une attention urgente. Quelques-uns ont également parlé positivement de la priorité accordée à la modernisation de la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Selon eux, la mise en place d'un système de santé numérique permettrait aux prestataires de soins de communiquer beaucoup plus efficacement entre eux, facilitant ainsi le transfert des dossiers des patients et permettant à ces derniers de bénéficier d'une expérience plus personnalisée en matière de soins de santé.

Régime d'assurance-médicaments

(résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay)

Deux groupes ont discuté de la mise en œuvre éventuelle d'un programme national d'assurance-médicaments. Invités à déterminer les principaux défis en santé auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité, les participants ont énuméré de nombreux problèmes. Ceux-ci comprenaient notamment les longs délais d'attente pour accéder aux soins d'urgence, la pénurie de médecins et d'infirmières, le manque de médecins de famille dans plusieurs collectivités canadiennes, l'insuffisance de services en santé mentale, le manque de solutions en matière de soins à domicile pour la population vieillissante, la disponibilité limitée des soins virtuels et le manque perçu de mesures axées sur la prévention. Interrogés plus précisément sur le coût des médicaments sur ordonnance, presque tous les membres du groupe de Thunder Bay ont estimé qu'il s'agissait d'un problème important, tandis que la plupart des participants du groupe du Québec étaient d'avis que le système de santé était confronté à des problèmes plus urgents à l'heure actuelle.

Décrivant l'état actuel de l'assurance-médicaments au Canada, un grand nombre d'entre eux avaient l'impression qu'elle était relativement abordable dans la plupart des cas. Un plus petit nombre de personnes à Thunder Bay ne partageaient pas cet avis, affirmant que la couverture des médicaments d'ordonnance n'était pas abordable, même pour ceux qui bénéficiaient d'une assurance par le biais de leur employeur. Plusieurs personnes du Québec ont mentionné que tous les résidents qui ne bénéficiaient pas d'une assurance-médicaments étaient couverts par le régime public de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), ce qui était considéré comme une amélioration de l'accessibilité et du caractère abordable des médicaments délivrés sur ordonnance dans la province.

Presque tous connaissaient les termes « assurance-médicaments ». La plupart ont déclaré qu'ils désignaient la fourniture publique de médicaments sur ordonnance, mais un petit nombre a pour sa part indiqué que ces termes leur étaient familiers, sans toutefois être en mesure d'en donner une définition précise. Certains pensaient que l'assurance-médicaments faisait référence à un programme de couverture universelle des médicaments sur ordonnance, tandis que d'autres avaient l'impression que ce type de programme réduisait le coût des médicaments sur ordonnance pour les rendre plus abordables, plutôt que d'en couvrir l'intégralité du coût. Aucun n'avait connaissance de quelconques mesures du gouvernement canadien dans ce domaine. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu les précisions suivantes :

En 2019, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait l'intention d'aller de l'avant avec la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments afin de rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables et plus accessibles pour un plus grand nombre de Canadiens.

Depuis ce temps, le gouvernement du Canada a mis sur pied une Agence canadienne des médicaments chargée de négocier le prix des médicaments d'ordonnance au nom des Canadiens et de les acheter en gros afin de faire économiser de l'argent aux contribuables à long terme. Le gouvernement du Canada travaille également à l'élaboration de sa stratégie nationale pour les médicaments onéreux destinés aux

maladies rares afin que les Canadiens aient un meilleur accès à ces médicaments; c'est une première étape vers une couverture élargie.

Presque tous les participants ont réagi positivement à ces informations et beaucoup se sont montrés enthousiastes à l'idée que le gouvernement réduise les coûts associés aux médicaments sur ordonnance et contribue à les rendre plus accessibles pour un plus grand nombre de Canadiens. Quelques personnes ont exprimé des doutes quant à la faisabilité de la mise en œuvre d'un tel régime dans un proche avenir. Certains se sont également inquiétés des conséquences imprévues qui, selon eux, pourraient découler de la mise en œuvre d'un programme d'assurance-médicaments. Il s'agit notamment d'éventuelles pénuries de médicaments sur ordonnance et de longs délais d'attente pour les recevoir, de l'obligation d'utiliser des médicaments génériques plutôt que des médicaments de marque, et de la possibilité que des médicaments expirent ou deviennent inutilisables, ce qui se traduirait à long terme par une augmentation des coûts.

À la question de savoir qui, selon eux, devrait bénéficier d'un régime national d'assurance-médicaments, les participants ont exprimé des points de vue partagés. La plupart ont estimé que cette couverture ne devrait être offerte qu'aux personnes qui n'ont pas accès à un régime d'assurance privé. D'autres, en revanche, ont proposé un certain nombre de possibilités, notamment un programme universel couvrant les coûts des médicaments sur ordonnance pour tous les Canadiens; un programme fondé sur le revenu dans le cadre duquel les personnes disposant de revenus élevés seraient exclues ou ne bénéficieraient que d'une couverture limitée; un programme progressif de type « filet de sécurité » qui couvrirait les coûts des médicaments sur ordonnance au-delà d'un certain seuil de revenu; un programme couvrant un pourcentage ou un montant fixe de chaque médicament sur ordonnance pour tous les Canadiens; ou un programme destiné aux personnes âgées de moins de 18 ans et à celles de plus de 65 ans. En ce qui concerne les possibilités éventuelles, les participants ont pris connaissance des éléments suivants :

Le régime national d'assurance-médicaments pourrait être entièrement public comme le système de santé dans le cadre duquel tous les Canadiens sont assujettis au même régime. Autrement, il pourrait servir à « combler les lacunes » de façon à ce que les gens puissent tout de même utiliser les régimes publics et privés actuels. Ce type de régime serait mis en place pour garantir que tout le monde bénéficie d'une couverture, y compris les personnes qui ne sont pas couvertes actuellement.

Après avoir discuté des avantages et des inconvénients éventuels de chaque approche, tous les participants ont exprimé leur préférence pour un régime entièrement public, estimant qu'une couverture égale pour tous les Canadiens était la meilleure façon de mettre en place un tel régime d'assurance-médicaments.

Presque tous ont déclaré être actuellement couverts par un régime privé. Un petit nombre de personnes du groupe du Québec n'avaient pas d'assurance privée, mais bénéficiaient néanmoins de l'assurance-médicaments de la RAMQ, le régime public d'assurance-médicaments de la province. Interrogés sur les types de médicaments qui, selon eux, devraient être couverts par un régime national, les membres du groupe du Québec ont estimé que tous les médicaments d'ordonnance devraient être compris dans ce régime. À Thunder Bay, les personnes qui pensaient qu'un régime national d'assurance-médicaments devrait se concentrer sur l'accessibilité des médicaments les plus

couramment prescrits plutôt que sur les médicaments requis pour des affections plus rares étaient à peu près aussi nombreuses que celles qui pensaient que tous les médicaments sur ordonnance devraient être couverts.

Si certains, en particulier à Thunder Bay, considéraient qu'un régime national d'assurance-médicaments contribuerait à rendre la vie plus abordable, d'autres au Québec craignaient qu'un tel programme ne fasse pas de différence significative en ce qui concerne l'accessibilité financière des médicaments pour la plupart des Canadiens. Lorsque nous leur avons demandé s'ils seraient en faveur d'un régime universel d'assurance-médicaments, tous les participants de Thunder Bay et quelques-uns du Québec ont répondu par l'affirmative. La plupart ont toutefois indiqué qu'ils seraient moins enclins à soutenir ce programme s'il entraînait une augmentation du fardeau fiscal, la création de nouveaux impôts, ou la hausse du déficit fédéral. Quelques personnes ont réitéré leurs craintes d'être obligées d'utiliser des médicaments génériques dans le cadre d'un éventuel régime d'assurance-médicaments, précisant qu'elles préféreraient continuer à utiliser les médicaments de marque offerts dans le cadre de leur couverture actuelle. Certains ont suggéré qu'avant d'introduire un régime d'assurance-médicaments à l'échelle nationale, le gouvernement fédéral devrait lancer un programme pilote pour tester la faisabilité de cette initiative et en évaluer l'intérêt.

Opioides (résidents de Thunder Bay, membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Les résidents de Thunder Bay et de l'île de Vancouver ont pris part à des conversations sur la toxicomanie et la consommation d'opioïdes dans leur collectivité. Tous les participants de Thunder Bay et la plupart de ceux de l'île de Vancouver ont estimé qu'il s'agissait d'un enjeu majeur à l'heure actuelle et que la toxicomanie et l'abus de substances dans leur collectivité avaient considérablement augmenté ces derniers temps. Un certain nombre d'habitants de Thunder Bay ont estimé que l'augmentation perçue de la dépendance à des substances dangereuses (comme le fentanyl) était liée à l'activité des gangs dans leur collectivité, et que ces groupes jouaient un rôle important dans la distribution et la vente illégales de ces drogues. Plusieurs personnes de l'île de Vancouver ont attribué l'augmentation de la dépendance et des surdoses à l'augmentation du nombre de sans-abri dans des collectivités comme celle de Victoria, en Colombie-Britannique (C.-B.). Le manque de logements sûrs et abordables aurait placé un nombre croissant de personnes dans des situations de vulnérabilité où elles sont exposées à ces substances. Personne ne s'est montré optimiste quant à l'amélioration de la situation dans les années à venir. Les participants étaient plutôt d'avis que trop peu de ressources avaient été consacrées à la lutte contre la toxicomanie dans les collectivités canadiennes et qu'il fallait faire davantage pour aider les personnes dépendantes à recevoir un traitement, sans oublier celles qui éprouvent des problèmes de santé mentale. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient des mesures prises par le gouvernement fédéral dans ce domaine, quelques-uns ont mentionné l'augmentation du financement des sites d'injection supervisés et la mise à disposition de trousse de naloxone pour les personnes en proie à une surdose.



Interrogés sur ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils entendaient les termes « approvisionnement sûr » et « sites d'injection supervisés », la plupart ont eu des réactions positives. Dans l'ensemble, ils estimaient qu'il s'agissait d'initiatives visant à prévenir les décès par surdose en garantissant aux toxicomanes un endroit sûr pour consommer ces substances et une plus grande assurance que ces dernières ne contenaient pas de produits plus dangereux. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu les définitions suivantes :

L'approvisionnement sûr consiste à fournir des médicaments prescrits aux personnes qui présentent un risque élevé de surdose comme solution de rechange plus sécuritaire aux drogues illégales toxiques.

Les sites d'injection supervisés permettent aux consommateurs de drogues de s'injecter les drogues qu'ils apportent eux-mêmes, dans un environnement salubre et sécuritaire, sous la surveillance d'un personnel qualifié.

Tout en étant majoritairement favorables à de telles initiatives d'atténuation des risques, plusieurs personnes ont souligné que ces programmes ne suffiraient pas à eux seuls à réduire les taux de prévalence de la toxicomanie. Selon les participants, la disponibilité d'un approvisionnement sûr et l'accès à des sites d'injection supervisés réduiraient probablement le nombre de décès par surdose, mais il fallait surtout aider ces personnes à obtenir un traitement de leur dépendance et les amener à arrêter de consommer des drogues à long terme. Un petit nombre de personnes pensait que de telles initiatives perpétuaient le cycle de la dépendance et qu'elles devraient être abandonnées dans l'avenir. De l'avis général, le gouvernement du Canada a un rôle à jouer dans le financement des initiatives de réduction des risques et doit veiller à ce que les personnes toxicomanes aient accès à des traitements. Les participants ont ensuite reçu des informations sur le Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS) :

Grâce au Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS), le gouvernement du Canada finance des projets qui s'attaquent aux méfaits associés à la consommation de substances. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement du Canada finance des services d'approvisionnement sûr et des sites d'injection supervisés, de même que des projets axés sur la prévention des surdoses, l'éducation, les centres de désintoxication, le soutien par les pairs, la sensibilisation, le mentorat, le soutien en santé mentale, et plus encore.

La plupart des participants ont pensé que ces programmes entraîneraient une réduction des surdoses et des autres méfaits liés à la consommation de substances. Plusieurs ont toutefois estimé que si les consommateurs de ces substances n'étaient pas prêts à s'engager dans un traitement, peu de progrès seraient accomplis pour s'attaquer aux causes profondes de leur dépendance. Dans une large mesure, les participants ont fait valoir que, pour être efficaces, ces mesures devraient toutefois s'accompagner d'un meilleur accès aux traitements en santé mentale et à des logements sûrs et abordables pour les personnes toxicomanes. Les participants ont estimé qu'il fallait faire davantage pour inciter les Canadiens à faire carrière dans le domaine de la santé mentale et du traitement des dépendances, certains ayant l'impression qu'il existe actuellement une pénurie de travailleurs compétents dans ces domaines. Quelques personnes résidant à Thunder Bay ont également déclaré qu'il fallait mettre davantage l'accent sur l'accès à des options de traitement adaptées à la culture, en particulier pour les personnes d'origine autochtone.

Une question supplémentaire a été posée au groupe de l'île de Vancouver pour savoir ce qu'il pensait de la récente décision du gouvernement du Canada d'accorder une exemption en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 grammes ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Les réactions des participants à l'égard de cette initiative ont été partagées. Si certains croyaient que cela soulagerait les forces de l'ordre et le système de justice pénale, un nombre à peu près égal de personnes craignaient que cela n'entraîne une augmentation de la consommation de drogue et des taux de criminalité dans leur collectivité. Quelques-uns pensaient que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur l'imposition de peines plus sévères pour la possession de substances illégales, estimant que cela constituerait un moyen de dissuasion efficace pour les consommateurs de drogue éventuels.

Création d'emplois (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants résidant dans des villes de taille moyenne des Prairies ont engagé une brève conversation sur l'état du marché de l'emploi canadien et les récents efforts déployés par le gouvernement du Canada en matière de création d'emplois. Tous ont déclaré être de récents diplômés de niveau postsecondaire. En exprimant leurs points de vue sur l'état actuel du marché de l'emploi et les perspectives offertes aux nouveaux diplômés, plusieurs ont indiqué qu'il leur avait été difficile de trouver un emploi dans leur domaine et qu'ils avaient soit accepté un poste sans rapport avec leur domaine de compétences ou cherché un emploi pendant plusieurs mois sans succès. Quelques personnes ont indiqué que, bien qu'elles aient pu trouver un emploi de premier échelon dans leur domaine, elles avaient opté pour un poste dans un secteur sans rapport avec leur formation qui leur assurait un revenu plus élevé. De l'avis de certains, de nombreux employeurs entretenaient des attentes irréalistes en ce qui concerne les compétences des candidats à l'emploi, et que trois années d'expérience ou plus étaient exigées pour occuper certains postes de premier échelon. Seul un petit nombre de personnes a déclaré qu'il n'avait pas été difficile de trouver un emploi dans leur domaine et qu'elles avaient commencé à travailler presque immédiatement après avoir terminé leur programme d'études postsecondaires.

Tous étaient convaincus que le marché de l'emploi canadien allait se dégrader de manière significative dans les cinq prochaines années. Plusieurs se sont dits préoccupés par l'essor possible de l'intelligence artificielle (IA) et pensaient que cela pourrait entraîner des licenciements massifs et moins de perspectives d'emploi pour les humains. Tous étaient d'avis que le gouvernement du Canada faisait actuellement fausse route en matière de création d'emplois et très peu étaient au courant des travaux qu'il avait entrepris dans ce domaine. Quelques participants avaient l'impression que des mesures avaient été prises récemment pour recruter un plus grand nombre de nouveaux arrivants afin de combler la pénurie de main-d'œuvre au pays. Interrogés sur les efforts supplémentaires que le gouvernement du Canada devrait fournir pour favoriser la création d'emplois, la formation professionnelle et le soutien aux travailleurs, les participants ont suggéré la mise en place de mesures incitatives pour encourager les étudiants à se tourner vers des domaines où la demande est forte (comme celui de la santé), ainsi que la réduction du coût des études de niveau postsecondaire pour les Canadiens.

Enjeux liés aux études postsecondaires (récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants du groupe composé de récents diplômés de niveau postsecondaire résidant dans les Prairies ont pris part à une brève discussion sur la question du coût des études de niveau postsecondaire. À la question de savoir s'ils étaient au courant des mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre les études de niveau postsecondaire plus abordables et faciliter le remboursement des prêts étudiants, beaucoup se sont souvenus de la récente décision d'éliminer définitivement les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. Plusieurs étaient également au courant de l'existence de programmes d'aide au remboursement des prêts étudiants, y compris la possibilité de reporter le paiement des prêts jusqu'à ce que les emprunteurs commencent à gagner un revenu annuel supérieur à 40 000 dollars. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu de l'information sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour rendre les études de niveau postsecondaire plus abordables et faciliter le remboursement des prêts étudiants. Cette liste est la suivante :

- *Élimination permanente de l'intérêt fédéral sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis.*
- *Augmentation des bourses d'études canadiennes de 40 % pour offrir jusqu'à 4 200 \$ par année universitaire aux étudiants à temps plein.*
- *Amélioration du Programme d'aide au remboursement afin que toute personne gagnant moins de 40 000 \$ par année n'ait plus à rembourser son prêt étudiant, le seuil de revenu augmentant avec la taille de la famille.*

Tous ont réagi positivement à ces mesures. Plusieurs ont exprimé leur satisfaction quant à la décision d'éliminer de façon permanente les intérêts sur les prêts étudiants canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. Plusieurs ont toutefois indiqué que leur prêt auprès de la province continuait à porter intérêt et que celui-ci constituait un fardeau financier important dans leur vie. Bien qu'enthousiasmés par ces initiatives, la plupart croyaient qu'elles représentaient des mesures temporaires pour remédier au coût prohibitif de l'éducation, plutôt qu'une solution permanente ou à long terme. Interrogés sur les moyens que le gouvernement du Canada pouvait mettre en œuvre pour aider les nouveaux diplômés, les participants ont suggéré des mesures visant à faire en sorte que des emplois de premier ordre sont proposés aux étudiants dans leur domaine de compétences après l'obtention de leur diplôme. D'autres ont mentionné que le gouvernement fédéral devrait revenir sur sa récente décision d'autoriser les étudiants étrangers à travailler plus de 20 heures par semaine, estimant que cette mesure avait intensifié la concurrence au sein d'un marché de l'emploi perçu comme étant déjà compétitif.

Relation avec la Chine (membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver)

Un groupe composé de membres de la diaspora chinoise vivant sur l'île de Vancouver, a engagé une brève discussion sur les relations que le gouvernement du Canada entretient avec la Chine à l'heure actuelle. Presque tous ont déclaré que les relations entre le Canada et la Chine s'étaient dégradées ces dernières années, plusieurs d'entre eux citant l'arrestation et la détention en 2018 de la directrice financière de Huawei Technologies au Canada comme étant un facteur déterminant dans le cadre de cette situation. Plusieurs ont exprimé des inquiétudes quant aux conséquences économiques et géopolitiques potentielles de l'escalade perçue des tensions avec la Chine.

Lors de la discussion sur les mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour améliorer cette relation, un grand nombre de participants ont estimé qu'il était possible de faire davantage pour élargir les liens économiques et culturels avec la Chine. Il s'agirait notamment d'augmenter le nombre d'étudiants dans les deux pays et de développer davantage les relations commerciales. Interrogés sur l'évolution future de ces relations, la plupart ont estimé qu'elle était difficile à prévoir et qu'elle dépendrait considérablement des mesures prises par la Chine sur les plans économique et géopolitique dans l'avenir.

Protection et promotion de la langue française (francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de grandes villes du Québec)

Les participants de deux groupes ont discuté brièvement de la protection et de la promotion de la langue française au Canada. Tous étaient d'avis que cette question devrait être une priorité absolue pour le gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement fédéral à cet égard, beaucoup ont mentionné l'annonce de son Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028. Les personnes résidant au Québec, en particulier, connaissaient ce plan et ont été en mesure de mentionner un certain nombre d'initiatives précises, notamment celles qui visent à encourager l'augmentation de l'immigration francophone au Canada et à offrir une formation linguistique aux nouveaux arrivants.

En se concentrant plus particulièrement sur le Plan d'action pour les langues officielles, les participants ont reçu la liste des principaux objectifs et des mesures proposées dans le cadre de ce projet :

Stimuler plus d'immigration francophone au Canada :

- *Créer une nouvelle politique d'immigration francophone;*
- *Élargir le travail de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones;*
- *Investir dans la formation linguistique aux nouveaux arrivants.*

Favoriser les possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie :

- *Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec;*
- *Investir dans les programmes de français langue seconde partout au Canada;*
- *Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada*

Appuyer les organismes communautaires francophones :

- *Bonifier le financement des organismes communautaires francophones;*
- *Accorder des subventions pour des projets qui visent à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;*
- *Accorder des subventions aux artistes francophones.*

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour appuyer le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires pour soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

Presque tous ont réagi positivement et plusieurs ont estimé que ces mesures contribueraient grandement à la protection et à la promotion de la langue française au Québec et dans l'ensemble du Canada. Plusieurs ont affirmé que ce Plan profiterait grandement aux collectivités francophones à l'extérieur du Québec, car celles-ci disposeraient d'un plus large éventail de ressources et de programmes pour leurs résidents. Nombreux sont ceux qui pensaient que l'initiative visant à investir dans les garderies francophones partout au Canada aurait un effet important, en aidant un plus grand nombre d'enfants à acquérir des compétences en français dès leur plus jeune âge. Un certain nombre ont également estimé que les investissements dans les organismes communautaires francophones joueraient un rôle important, car ils permettraient de consolider les collectivités francophones et d'assurer un plus large accès aux services et aux ressources en français.

Si la plupart des participants considéraient que tous les volets du Plan d'action pour les langues officielles devraient être mis en œuvre, plusieurs personnes résidant dans des collectivités francophones de l'Ontario et du Canada atlantique étaient d'avis qu'il fallait mettre davantage l'accent sur la satisfaction des besoins et des priorités de la population francophone du Canada, plutôt que sur ce qu'ils considéraient comme une volonté d'accroître l'immigration francophone en provenance de l'étranger. Quelques personnes, bien qu'enthousiastes à l'égard du Plan, ont exprimé des préoccupations quant à la mise en œuvre des objectifs, estimant qu'il fallait mettre en place une stratégie à long terme pour gérer et évaluer les progrès réalisés dans le cadre de ces initiatives. À la question de savoir quelles mesures supplémentaires le gouvernement du Canada pourrait mettre en œuvre pour mieux protéger et promouvoir la langue française, les participants ont recommandé d'augmenter les investissements dans les programmes et les ressources en français pour les personnes âgées, de promouvoir une plus grande utilisation du français sur les étiquettes et dans la signalisation, et d'exiger des fabricants et des entreprises partout au Canada qu'ils fournissent des produits et des services en français.

Prévention du suicide (résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest)

Avertissement relatif au contenu : Veuillez prendre note que la section suivante traite du suicide et de la détresse émotionnelle et peut être dérangement pour certains lecteurs.

Les participants de deux groupes ont discuté de la prévention du suicide et de la mise en place du 9-8-8, un numéro de téléphone à trois chiffres destiné aux personnes vivant une détresse émotionnelle et en proie à des idées suicidaires. Pour commencer, les participants ont obtenu l'information suivante :

Le gouvernement du Canada travaille actuellement avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale à la mise en œuvre du 9-8-8, un numéro de téléphone à trois chiffres dédié à la prévention du suicide et au soutien en cas de troubles émotifs. Le numéro n'est pas encore en service au Canada. Il sera lancé le 30 novembre 2023.

Pour participer à l'exercice, les participants ont pris connaissance d'un certain nombre de propositions visant à promouvoir le service 9-8-8 et à fournir des informations à son sujet. Il a été précisé que ces énoncés apparaîtraient probablement dans des publicités, sur les médias sociaux ou sur d'autres plateformes numériques. Le premier énoncé présenté est le suivant :

Idées suicidaires? Troubles émotifs? De l'aide est offerte partout au pays. Appelez ou envoyez un texto au 9-8-8 en tout temps (24 heures sur 24, tous les jours) pour recevoir du soutien d'intervenants formés.

Les réactions des participants à l'égard de cette initiative ont été très partagées. Si quelques personnes ont jugé encourageant le fait qu'il existe un numéro de téléphone spécifiquement destiné aux personnes en état de détresse émotionnelle et ayant des idées suicidaires, d'autres ont estimé que la formulation de l'énoncé était distante et manquait de chaleur. Quelques participants ont estimé qu'au lieu de commencer par une question, la déclaration devrait être plus directe et rassurante. Lorsque nous leur avons demandé de préciser ce qu'ils entendaient par « détresse émotionnelle » dans le contexte de ce message, plusieurs ont estimé qu'il s'agissait de situations dans lesquelles le bien-être mental d'une personne était compromis et où des pensées d'automutilation commençaient à s'insinuer dans son esprit. Lors de la discussion sur les moyens d'améliorer le message, certains ont indiqué que la formulation pourrait être plus claire et mieux définie. D'autres ont mentionné que la détresse émotionnelle était un terme quelque peu vague et qu'elle pouvait faire référence à différentes choses, notamment aux pensées suicidaires. À la question de savoir si l'énoncé serait amélioré en supprimant la phrase « Vous ressentez une détresse émotionnelle? » et en mettant l'accent sur « Vous pensez au suicide? », quelques-uns ont répondu par l'affirmative. Selon eux, cette mesure clarifierait probablement le mandat du service 9-8-8 pour les personnes qui reçoivent le message.

Le deuxième énoncé présenté aux participants était le suivant :

Au Canada, environ 12 personnes meurent par suicide chaque jour. Si vous ou quelqu'un que vous connaissez avez des idées suicidaires ou êtes en crise, il existe de l'aide. Envoyez un texto ou appelez au 9-8-8 pour obtenir du soutien d'un intervenant formé.

Plusieurs ont réagi positivement à ce message, estimant qu'il parvenait mieux à établir un lien émotionnel que le précédent. Un certain nombre de personnes ont indiqué que les statistiques fournies étaient utiles pour faire comprendre la gravité de ce problème et son incidence sur des personnes réelles qui souffrent de problèmes de santé mentale et d'idées suicidaires. Il a été convenu qu'en intégrant cette statistique, les personnes qui prendraient connaissance de ce message seraient probablement en mesure de le percevoir à un niveau plus personnel. Lorsque nous leur avons demandé s'il existait une différence entre les termes « crise » et « détresse émotionnelle », plusieurs personnes ont affirmé que le terme « crise » était plus percutant et qu'il communiquait mieux l'urgence de la situation pour les personnes confrontées à des idées suicidaires. Un plus petit nombre a trouvé le terme « crise » plutôt vague, estimant qu'il pouvait s'appliquer à différents problèmes autres que les questions de santé mentale. Plusieurs personnes ont estimé que la mention de personnes formées pour apporter un soutien par l'intermédiaire de la ligne 9-8-8 ajoutait de la valeur à cet énoncé.

En se concentrant plus particulièrement sur les différentes caractéristiques du service 9-8-8, beaucoup ont souligné l'importance de la confidentialité, persuadés qu'un nombre plus important de Canadiens seraient enclins à utiliser ce service s'ils savaient que leurs conversations demeureraient confidentielles. Certains ont estimé que la santé mentale et les pensées suicidaires étaient encore très stigmatisées et que la discrétion était essentielle pour assurer l'efficacité d'un tel service. De nombreuses personnes ont également déclaré que la gratuité était importante, mais certains ont souligné que la plupart des gens s'attendaient déjà à ce que ce service soit offert sans frais et qu'il n'était pas nécessaire de mettre cet aspect en évidence de manière significative. Les participants ont également souligné l'importance de s'assurer que le service 9-8-8 est adapté à la culture des utilisateurs. Plusieurs ont fait remarquer que les personnes appartenant à certaines cultures pouvaient vivre les problèmes de santé mentale de manière différente et qu'il était essentiel que les intervenants puissent communiquer avec les appelants d'une manière bien adaptée à leur situation et à leurs origines. Au sein du groupe composé d'Autochtones, les participants ont indiqué que les membres de leur communauté seraient plus enclins à utiliser ce service en toute confiance, s'ils savaient que leurs expériences et leurs problèmes particuliers seraient compris par les intervenants. Quelques-uns ont estimé qu'il était important qu'une « approche tenant compte des traumatismes » soit adoptée au sein du service, mais la plupart ignoraient ce que cette expression désignait précisément.

Nous avons ensuite présenté aux participants un troisième énoncé :

Du soutien en santé mentale gratuit et confidentiel est offert en tout temps, n'importe où au Canada. Renseignez-vous sur les services de prévention du suicide et de soutien en cas de troubles émotionnels du 9-8-8, et sur d'autres mesures de soutien non urgent en santé mentale, sur Canada.ca/sante-mentale.

Un certain nombre de personnes ont jugé cet énoncé efficace, évoquant son langage plus général et l'accent mis sur une série de problèmes de santé mentale plutôt que sur les seules pensées suicidaires. Ce type de message pourrait encourager les personnes confrontées à des problèmes de santé mentale, mais qui ne sont pas encore en situation de crise, à tendre la main et à éviter que ces problèmes ne s'aggravent. Quelques-uns ont exprimé un avis différent, trouvant que la formulation de cet énoncé donnait l'impression que le 9-8-8 était davantage un service d'information qu'un numéro à composer pour recevoir une aide immédiate de la part de personnes formées à cette fin. D'autres ont ajouté que l'énoncé contenait trop d'informations et qu'il fallait s'efforcer de le rendre plus concis.

Le dernier énoncé présenté aux participants est le suivant :

Quand vous communiquez avec le 9-8-8, le but est de vérifier que vous êtes en sécurité, puis d'explorer ensemble des moyens pour vous garder en sécurité. Les services d'urgence, comme le 9-1-1, ne seront appelés que si vous êtes à risque de mourir ou de vous blesser gravement, ce qui ne se produit que dans très peu de cas.

Interrogés sur l'importance de souligner la distinction entre le 9-8-8 et le 9-1-1, un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative, affirmant que cela permettrait de s'assurer que les ressources d'urgence associées au 9-1-1 ne sont pas déployées dans des situations qui ne le justifient pas. En réaction à cette déclaration, quelques membres du groupe composé d'Autochtones ont trouvé que le message était quelque peu condescendant et se sont inquiétés du fait que le propos pouvait être perçu comme méprisant et diminuant l'importance des défis auxquels sont confrontées les personnes qui envisagent de faire appel au 9-8-8. Interrogés sur la manière dont on pourrait améliorer cet énoncé, les participants ont suggéré de supprimer le mot « but ». Selon eux, la déclaration devrait être axée sur l'aide aux personnes souffrant de graves crises de santé mentale et non sur l'atteinte d'un but précis. Plusieurs participants ont également exprimé leur doute quant à la nécessité d'inclure la deuxième partie de l'énoncé, qui précise que les services d'urgence ne seront fournis que dans certaines situations, croyant que cela détourne l'attention accordée au service 9-8-8 et à ses objectifs, risquant ainsi de diluer la gravité des problèmes de santé mentale.

Lors de la discussion sur les documents promotionnels et les ressources d'information qui, selon eux, seraient les plus efficaces une fois lancé le service 9-8-8, plusieurs ont indiqué que la publicité devrait être diffusée sur les plateformes de médias sociaux, ainsi qu'à la télévision et à la radio. Étant donné la perception selon laquelle de nombreux jeunes Canadiens sont souvent confrontés à des problèmes de santé mentale, les médias sociaux seraient un endroit approprié pour diffuser des messages sur le 9-8-8. Quelques-uns ont également suggéré que ces messages soient accompagnés d'images de personnes réelles, afin de mieux faire comprendre aux téléspectateurs les conséquences humaines des problèmes de santé mentale et des pensées suicidaires. Invités à dire s'ils seraient susceptibles de

communiquer les informations relatives au 9-8-8 à leur famille, à leurs amis ou à leurs collègues, la quasi-totalité des participants ont répondu par l'affirmative.

Les participants ont ensuite pris connaissance de plusieurs noms possibles pour ce service. Cette liste est la suivante :

- 9-8-8 : *Soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise*
- 9-8-8 : *Ligne d'aide pour la prévention du suicide et en cas de crise*
- 9-8-8 : *Téléphonez ou textez pour obtenir du soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise*

Certaines personnes ont déclaré que les dénominations « Soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise » et « Ligne d'aide pour la prévention du suicide et en cas de crise » étaient les plus efficaces pour désigner ce service, mais beaucoup ont affirmé que le service devrait simplement s'appeler « 9-8-8 » et être accompagné d'un appel à l'action comme « Téléphonez ou textez pour obtenir du soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise ». En lien avec cet appel à l'action, quelques participants ont indiqué qu'il était important de faire savoir aux gens qu'ils pouvaient également envoyer un message texte, soulignant que cela n'avait pas été mis en évidence dans les affirmations précédentes.

Sécurité communautaire (résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité)

Les participants résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont fait part de leur point de vue sur le taux de criminalité actuel dans leur secteur. Les participants qui pensaient que la criminalité était un problème majeur dans la collectivité étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient plutôt d'avis qu'il s'agissait d'un problème modéré ou mineur. Lorsque nous leur avons demandé d'identifier les types de crimes qu'ils considéraient comme un enjeu à l'heure actuelle, les participants ont mentionné notamment les cambriolages, les agressions violentes, les vols de voitures et la conduite en état d'ébriété. Beaucoup ont également affirmé que la criminalité dans les transports en commun était devenue une préoccupation croissante au cours des dernières années. Les personnes qui se sont dites préoccupées par le niveau de sécurité dans leur collectivité étaient aussi nombreuses que celles qui se sentaient relativement en sécurité à l'heure actuelle. Dans une large mesure, celles qui estimaient que leur collectivité était devenue moins sûre, ces derniers temps, ont indiqué que les agressions et les crimes contre les biens étaient en hausse. Quelques participants ont déclaré avoir été personnellement victimes d'une tentative de vol et se sentir, de ce fait, beaucoup moins en sécurité au sein de leur collectivité. Presque tous les participants ont dit avoir observé dans les dernières années une augmentation de la criminalité, un petit nombre croyant toutefois que celui-ci n'avait pas changé. Plusieurs ont affirmé avoir récemment modifié leurs comportements en raison de la hausse de la criminalité. Parmi les mesures prises à cet égard, mentionnons le fait de ne plus se promener seul la nuit, de conduire plutôt que de prendre les transports en commun et de surveiller de plus près leurs enfants dans les lieux publics. Quelques-uns se sont montrés particulièrement préoccupés par

l'augmentation des attaques aléatoires au cours des dernières années, précisant qu'un nombre croissant d'agressions violentes étaient désormais commises par des personnes n'ayant aucun lien avec leurs victimes.

Décrivant les facteurs qui, selon eux, sont à l'origine de l'augmentation de la criminalité dans leur collectivité, un certain nombre de personnes ont rejeté la faute sur les médias sociaux, ayant l'impression que le contenu affiché sur ces plateformes incitait les jeunes à adopter un comportement criminel. Quelques-uns pensaient également que la hausse de la criminalité était liée à la pandémie de COVID-19. Ils estimaient qu'en raison de la pandémie, un nombre croissant de Canadiens souffraient désormais de problèmes liés à l'itinérance, à la toxicomanie et à la santé mentale, ce qui avait conduit un certain nombre d'entre eux à commettre des crimes par désespoir.

Interrogés sur les mesures à prendre pour lutter contre la hausse de la criminalité, certains étaient d'avis qu'il fallait investir davantage dans le maintien de l'ordre et renforcer la présence de la police au sein de leur collectivité. Un plus grand nombre d'entre eux, cependant, pensaient au contraire que l'augmentation de la présence policière n'était pas la solution et qu'il fallait s'attaquer aux causes profondes de la criminalité. Lorsque nous leur avons demandé s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la criminalité, plusieurs se sont souvenus des récentes interdictions de certains types d'armes à feu. Bien que généralement favorables à l'adoption de mesures visant à réduire la criminalité à main armée, quelques personnes ont souligné que d'autres types d'armes à feu, notamment les fusils de chasse, avaient été interdits dans la foulée de ces mesures, et ont jugé cette situation injuste. À la question de savoir s'ils connaissaient des mesures prises pour lutter contre l'activité des gangs et la violence, aucun n'a répondu par l'affirmative. Pour faciliter la conversation, les participants ont obtenu l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il investirait 390 millions de dollars sur cinq ans pour aider les provinces à lutter contre la violence liée aux gangs de rue et à réduire le nombre de crimes commis avec des armes à feu. Cet argent servira à financer une variété de programmes, notamment pour l'application des lois, la sécurité frontalière et la prévention du crime. Dans le passé, des programmes comme Opération Centaure, une initiative visant à renforcer les corps de police par le déploiement d'équipes spécialisées, à perturber l'approvisionnement illégal des armes à feu et à prévenir la criminalité, ont été financés.

Tout en espérant que ces mesures seront efficaces, beaucoup se sont inquiétés du fait que l'on ne se concentre pas suffisamment sur la prévention des délits. Les participants ont souligné que des investissements importants pour fournir aux gens des logements sûrs et abordables, un salaire décent et des traitements pour des problèmes de santé mentale et de toxicomanie permettraient à de nombreuses personnes de ne plus être contraintes de s'engager dans des activités criminelles. Dans cette optique, selon eux, il conviendrait de se concentrer davantage sur l'amélioration du bien-être général des personnes vulnérables, cette approche pouvant s'avérer plus efficace à long terme pour réduire la criminalité.

Enjeux locaux (résidents de St. John's)

Des résidents de St. John's, Terre-Neuve, ont lancé une brève discussion sur les principaux enjeux qui, dans leur région, requièrent selon eux une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral. Invités à préciser les défis les plus pressants auxquels leur collectivité est actuellement confrontée, les participants ont mentionné l'inflation et le coût élevé de la vie, le manque perçu de logements abordables, la pénurie de personnel en santé, les délais d'attente pour les soins d'urgence et les soins primaires, et ce qui a été perçu comme une augmentation des taux de sans-abrisme et de toxicomanie au cours de ces dernières années. Presque tous ont indiqué que le gouvernement fédéral n'accordait pas suffisamment d'attention à ces questions à l'heure actuelle.

Lors de la discussion sur les principaux secteurs et industries de leur région, les participants ont notamment mentionné les pêches, l'exploitation minière et l'extraction et le développement du pétrole et du gaz. Tous ont estimé que le secteur pétrolier et gazier était d'une importance capitale pour l'économie locale et constituait l'un des principaux employeurs pour les personnes qui résident dans la région. Il a été mentionné qu'un grand nombre d'entreprises de St. John's participaient directement à la production de pétrole et de gaz ou soutenaient ce secteur d'une manière ou d'une autre. Interrogés sur ce qu'ils considéraient comme les plus grands problèmes auxquels le secteur pétrolier et gazier était actuellement confronté, un certain nombre de participants ont fait allusion à l'augmentation du prix des carburants et de l'énergie, estimant qu'elle avait contribué à réduire la demande des consommateurs. Cette situation était principalement considérée comme un problème mondial découlant des interruptions de la chaîne d'approvisionnement que l'on croyait liées à la pandémie de COVID-19 et au conflit en cours en Europe de l'Est. Dans le cadre d'une discussion sur les défis supplémentaires, les participants ont également parlé de l'abandon des ressources non renouvelables au profit d'options énergétiques plus durables, lequel constitue, selon eux, une tendance mondiale croissante qui contribue aussi à diminuer la demande en pétrole et en gaz. Lorsque nous leur avons demandé s'ils connaissaient le projet de développement Bay du Nord, les participants qui en avaient entendu parler étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui ont dit ne pas le connaître. Pour faciliter la conversation, les participants ont obtenu l'information suivante :

Equinor propose de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière dans la passe Flamande, à environ 500 kilomètres à l'est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans l'océan Atlantique. Tel qu'il est proposé, le projet d'exploitation Bay du Nord aurait une durée de vie d'environ 30 ans, et des puits et des ancrages supplémentaires pourraient être ajoutés à l'installation de production.

Récemment, Equinor a annoncé que le projet serait reporté de trois ans en invoquant la volatilité des marchés et la hausse significative des coûts pour plusieurs aspects du développement.

Dans l'ensemble, si la plupart trouvaient qu'il était logique pour Equinor de reporter le projet pour ses raisons économiques, ils ont dans une large mesure indiqué que celle-ci entraînerait des répercussions négatives sur l'économie de la province et la création d'emplois bien rémunérés au sein de leur collectivité. Plusieurs d'entre eux espéraient que le projet irait finalement de l'avant et pensaient que son annulation définitive constituerait une perte majeure pour leur région. Lorsque nous leur avons



demandé s'ils étaient au courant de la position du gouvernement fédéral à l'égard de ce projet, peu ont répondu par l'affirmative. Quelques personnes ont toutefois eu l'impression que le gouvernement du Canada avait approuvé ce projet et s'était montré généralement favorable à la poursuite de l'exploitation du pétrole et du gaz dans la région.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – June 2023 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
2	Wed, June 7 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Thunder Bay	General Population	DN
3	Mon, June 12 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Mid-Size Centres Prairies (SK,MB)	Recent Post-Secondary Graduates	TBW
4	Tue, June 13 th	5:00-7:00	6:30-8:30 (NDT)	St. John's, NL	General Population	DN
5	Wed, June 14 th	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Vancouver Island	Chinese Diaspora	TBW
7	Mon, June 19 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Calgary & Edmonton	General Population	TBW
8	Tue, June 20 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT) 6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Rural Prairies (AB, SK, MB)	General Population	TBW
9	Wed, June 21 st	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Major Centres Ontario	Recent Homebuyers	DN
11	Tue, June 27 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Northwest Territories	Indigenous	MP
12	Wed, June 28 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto Area	Crime-concerned	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END

In radio/television
No, none of the above

**THANK AND END
CONTINUE**

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Thunder Bay	Thunder Bay	CONTINUE – GROUP 2
Mid-Size Centres Prairies (SK,MB)	<p>Cities include:</p> <p><u>Manitoba:</u> Brandon, Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin</p> <p><u>Saskatchewan:</u> Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster, Yorkton, Swift Current, North Battleford, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 3
St John's	St. John's	CONTINUE – GROUP 4
Vancouver Island	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Victoria, Nanaimo, Campbell River, Courtenay, Port Alberni, Colwood, Comox, Oak Bay, Parksville, Langford.</p> <p>NO MORE THAN 3 FROM VICTORIA. AIM FOR A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 5
Calgary & Edmonton	<p>Cities include:</p> <p>Calgary, Edmonton</p> <p>ENSURE 4 FROM EACH CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 7

<p>Rural Prairies (AB, SK, MB)</p>	<p>Cities/Municipalities could include (but are not limited to):</p> <p><u>Alberta</u>: Athabasca, Banff, Barrhead, Beaver County, Whitecourt, Three Hills, Redcliff, Rocky View County.</p> <p><u>Saskatchewan</u>: Aberdeen, Humboldt, Meadow Lake, Melville, Britannia No. 502.</p> <p><u>Manitoba</u>: Alexander, Bifrost-Riverton, Blumenfort, Brokenhead, Cornwallis, Gimli, Grunthal, Elton, Macdonald.</p> <p>ENSURE AT LEAST 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN ONE FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 8</p>
<p>Major Centres Ontario</p>	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Population > 100 000 Toronto, Ottawa, Mississauga, Brampton, Hamilton, London, Markham, Vaughan, Kitchener, Windsor, Richmond Hill, Burlington, Sudbury, Oshawa, Barrie, St. Catherines, Guelph, Cambridge, Kingston, Waterloo, Brantford, Sault Ste. Marie</p> <p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 9</p>
<p>Northwest Territories</p>	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Yellowknife, Hay River, Inuvik, Fort Smith, Behchoko, Fort Simpson, Tuktoyaktuk, Norman Wells, Fort McPherson, Fort Providence, Deline, Whati, Aklavik, Fort Good Hope, Fort Liard, Fort Resolution.</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 PER CITY.</p>	<p>CONTINUE – GROUP 11</p>
<p>Greater Toronto Area</p>	<p>Cities include:</p> <p>City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King).</p>	<p>CONTINUE – GROUP 12</p>

	ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION .NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY.	
--	---	--

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE
25-29	CONTINUE
30-34	CONTINUE
35-45	CONTINUE
46-49	CONTINUE
50-54	CONTINUE
55+	CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

4. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

5. **ASK ONLY IF GROUP 3** Have you graduated from a postsecondary program in the last 2 years?

Yes **CONTINUE TO Q5a**
 No **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5a. **ASK ONLY IF GROUP 3** What type of postsecondary program did you recently complete?

Undergraduate Degree **CONTINUE TO Q5b**
 College Diploma **CONTINUE TO Q5b**
 Graduate Degree (MA, PhD) **CONTINUE TO Q5b**



Professional Degree (MD, MBA, JD) **CONTINUE TO Q5b**

Apprenticeship **CONTINUE TO Q5b**

Other, please specify: _____ **CONTINUE TO Q5b**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY DEGREE. NO MORE THAN 2 OF EACH DEGREE.

5b. ASK ONLY IF GROUP 3 Do you plan to attend a new postsecondary program in the upcoming year?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE TO Q5c**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

5c. ASK ONLY IF GROUP 3 What is your employment status?

Employed **CONTINUE TO Q 5d**

Unemployed, Seeking employment **CONTINUE TO Q 5d**

Unemployed, Not seeking employment **THANK AND END**

Self-employed **CONTINUE TO Q 5d**

Other, please specify: _____ **CONTINUE TO Q 5d**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX. NO MORE THAN 2 WHO ARE SELF-EMPLOYED.

5d. ASK ONLY IF GROUP 3 Are you currently [working in a position/seeking work] related to your field of study?

Yes **CONTINUE TO GROUP 3**

No **CONTINUE TO GROUP 3**

6. ASK ONLY IF GROUP 5 Do you identify your primary cultural and/or ethnic heritage to be Chinese?

Yes **CONTINUE TO Q6a**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

6a. ASK ONLY IF GROUP 5 Where did you and/or your family immigrate from?

Hong Kong **CONTINUE TO Q6b**

Mainland China **CONTINUE TO Q6b**

Taiwan **CONTINUE TO Q6b**

Singapore **CONTINUE TO Q6b**

Malaysia **CONTINUE TO Q6b**

Vietnam **CONTINUE TO Q6b**

Other, please specify: _____ **CONTINUE TO Q6b**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY COUNTRY/REGION OF IMMIGRATION.

6b. ASK ONLY IF GROUP 5 Were you born in Canada?

Yes **CONTINUE TO GROUP 5**
 No **CONTINUE TO Q.6c**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO WERE NOT BORN IN CANADA AND THOSE BORN IN CANADA.

6c. ASK ONLY IF GROUP 5 How many years have you lived in Canada?

Less than 5 years **CONTINUE TO GROUP 5**
 5 to < 10 years **CONTINUE TO GROUP 5**
 10 to <20 years **CONTINUE TO GROUP 5**
 20 to <30 years **CONTINUE TO GROUP 5**
 30 or more years **CONTINUE TO GROUP 5**

VOLUNTEERED Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF TIME LIVED IN CANADA FOR THOSE NOT BORN IN CANADA.

7. ASK ONLY IF GROUP 9 Have you purchased a home in the last 5 years?

Yes **CONTINUE TO Q7a**
 No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7a. ASK ONLY IF GROUP 9 Was this your first time purchasing a home?

Yes **CONTINUE TO Q7b**
 No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

7b. ASK ONLY IF GROUP 9 What type of home did you purchase?

Condo **CONTINUE TO GROUP 9**
 Apartment **CONTINUE TO GROUP 9**
 Townhouse **CONTINUE TO GROUP 9**
 Detached home **CONTINUE TO GROUP 9**
 Other, please specify: _____ **CONTINUE TO GROUP 9**

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF HOME PURCHASED.

8. ASK ONLY GROUP 11 Do you identify as Indigenous?

Yes **CONTINUE TO 8a**
 No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

8a. ASK ONLY IF GROUP 11 Do you identify as...?

First Nations (Off-reserve) **CONTINUE TO GROUP 11**
 First Nations (On-reserve) **CONTINUE TO GROUP 11**

Métis **CONTINUE TO GROUP 11**
 Inuit **CONTINUE TO GROUP 11**
 None of the above **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

9. **ASK ONLY GROUP 12** How would you describe your level of concern about crime in your community and more broadly across Canada?

Very concerned	CONTINUE TO Q9a
Somewhat concerned	CONTINUE TO Q9a
Indifferent	THANK AND END
Not very concerned	THANK AND END
Not at all concerned	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

- 9a. **ASK ONLY GROUP 12** In the past 5 years, would you say the level of crime in your community has ...

Increased	CONTINUE TO Q9b
Stayed about the same	THANK AND END
Decreased	THANK AND END
VOLUNTEERED Not Sure	THANK AND END

- 9b. **ASK ONLY GROUP 12** What type of crime are you most concerned about?

Violent crime
 Property crime
 Petty crime
 Hate crimes (based on gender, racial, or religious prejudice)
 Fraudulent crimes
 Other, please specify: _____

VOLUNTEERED Not sure	THANK AND END
VOLUNTEERED Preferred not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

10. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 5 AND GROUP 11** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous



Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

11. Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services
Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
Arts, Entertainment and Recreation
Automotive
Construction
Educational Services
Finance & Insurance
Health Care
Social Assistance
Information and Cultural Industries
Management of Companies and Enterprises
Manufacturing
Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
Other Services (except Public Administration)
Professional, Scientific and Technical Services
Public Administration
Real Estate and Rental and Leasing
Retail Trade
Transportation and Warehousing
Utilities
Wholesale Trade
Unemployed
Full Time Student
Retired
Other, please specify: _____

**ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.
NO INTERNATIONAL STUDENTS.**

12. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *"a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."*

13. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

14. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

15. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

16. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

17. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

18. **MENTION ONLY TO GROUP 11** In the course of the two-hour discussion a wide variety of issues will be discussed, including some topics which you may feel are sensitive in nature. The moderator will alert you in advance and all participants are free to opt out of the conversation at any point.

19. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.21**

20. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

21. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**



5 or more groups **THANK AND END**

22. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

23. **ASK ALL EXCEPT GROUP 3** What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

24. Which of the following categories best describes your total household income in 2022? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX.

25. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – juin 2023 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
1	6 juin	18 h-20 h	18 h à 20 h (HAE)	Petites villes et villes de taille moyenne du Québec	Population générale	MP
6	15 juin	18 h-20 h	18 h à 20 h (HAE)	Centres francophones du Canada atlantique et de l'Ontario	Francophones vivant hors du Québec	MP
10	22 juin	18 h-20 h	18 à 20 h (HAE)	Grandes villes au Québec	Population générale	MP



Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal

CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. POUR TOUS LES LIEUX : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Centres de petite et moyenne taille Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à):</p> <p>Petites villes = Population <49 999 <u>Pour les petites villes :</u> Dollars-des-Ormeaux, Saint-Eustache, Vaudreuil-Dorion, Sallaberry-de-Valleyfield, Rouyn-Noranda, Boucherville, l'Assomption.</p> <p>Taille moyenne = Population 50 000-99 999 <u>Pour les villes de taille moyenne :</u> Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe.</p> <p>RECRUTER QUATRE RÉSIDENTS DANS CHAQUE CATÉGORIE DE VILLE (EN FONCTION DE LA TAILLE DE LA POPULATION). PAS PLUS QUE DEUX</p>	CONTINUER – GROUPE 1

	PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.	
Centres francophone du Canada atlantique et de l'Ontario	<p>Ces villes comprennent :</p> <p><u>Ontario</u> : Sudbury, Hawkesbury, Hamilton.</p> <p><u>Nouveau-Brunswick</u> : Région Haut-Saint-Jean (Edmundston, Ville de Haut-Madawaska, première nation Malécite du Madawaska).</p> <p><u>Nouvelle-Écosse</u> : Clare.</p> <p><u>Terre-Neuve-et-Labrador</u> : Labrador City-Wabush.</p> <p><u>Île-du-Prince-Édouard</u> : Région Évangeline (Abram-Village, Baie-Egmont, Mont-Carmel, Saint-Raphaël, Saint-Timothée, Wellington).</p> <p>PAS PLUS QUE 3 PARTICIPANTS PAR PROVINCE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 6
Grandes villes au Québec	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grandes villes = Population 100 000+</p> <p><u>Les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 10
Autre lieu		REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
-------------------	------------------------------

Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

6. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 6** Parlez-vous français régulièrement à la maison?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

7. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 19 ans	CONTINUER
20 à 35 ans	CONTINUER
36 à 44 ans	CONTINUER
45 à 54 ans	CONTINUER
55 à 64 ans	CONTINUER
65 ans ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**
Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2

REMERCIER ET CONCLURE



3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. **DIRE SEULEMENT POUR LE GROUPE 10** Au cours de cette discussion de deux heures, une grande variété de thèmes seront abordés, y compris certains sujets que vous pourriez juger sensibles par nature. Le modérateur vous préviendra à l'avance et tous les participants sont libres de se retirer de la conversation à tout moment.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2022 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

20. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

Arts, spectacle et loisirs

Autres services, sauf les administrations publiques

Commerce de détail

Commerce de gros

Construction

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz

Fabrication

Finance et assurances

Gestion de sociétés et d'entreprises

Hébergement et services de restauration

Industrie de l'information et industrie culturelle



Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

21. DEMANDER À TOUS LES GROUPES Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.



23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MASTER MODERATOR'S GUIDE June 2023

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.
- **Thunder Bay Ontario, Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia, Major Centres Quebec, Indigenous Northwest Territories** Moderator to also note that the [opioids crisis/topic of suicide] will be a topic of discussion in the latter part of the agenda. Remind participants that their participation is voluntary, and they should feel free to step back from the conversation if they feel uncomfortable. Moderator will remind participants again when we reach that point in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-20 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Small and Mid-Size Centres Quebec, Thunder Bay Ontario, Indigenous Northwest Territories** What are your reactions to this news?
 - **Francophones Atlantic Canada and Ontario, Major Centres Quebec** IF NOT MENTIONED: What about when it comes to immigration?
 - **Rural Prairies** IF NOT MENTIONED: Have you seen, read, or heard about the federal government's response to the wildfires?
 - **Rural Prairies** How would you describe the Government of Canada's response to the wildfires?
 - **Indigenous Northwest Territories** IF NOT MENTIONED: What about news on National Indigenous Peoples Day? Did anyone do anything to commemorate National Indigenous Peoples Day?

Rural Prairies SHOW ON SCREEN:

Rural Prairies The Government of Canada has taken several actions to help those affected by wildfires:

- **Rural Prairies** Working with provinces and non-profits to match donations, raising \$20 million in support for community groups in Alberta.
- **Rural Prairies** Giving financial aid to affected provinces to help with response costs and covering up to 90% of their eligible recovery costs.
- **Rural Prairies** Deploying the Canadian Armed Forces to help with firefighting, planning, coordination, and other response tasks.
- **Rural Prairies** Using national emergency stockpiles of medical supplies, equipment, and pharmaceuticals to help affected provinces.
- **Rural Prairies** Helping those impacted by wildfires access benefits like Employment Insurance, Old Age Security, and Canada Pension Plan.
- **Rural Prairies** Implementing a two-year Training Pilot program to train more firefighters.
- **Rural Prairies** What are your initial thoughts about these actions?
 - **Rural Prairies** Is the Government of Canada doing enough to help communities affected by the wildfires?
 - **Rural Prairies** What more should the federal government be doing?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (10-30 minutes) **All Locations**

- **Small and Mid-Size Centres Quebec, Thunder Bay Ontario, Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), St. John's Newfoundland, Francophones Atlantic Canada and Ontario, Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies, Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Major Centres Quebec, Indigenous Northwest Territories, Crime Concerned Greater Toronto Area** What does the Government of Canada do well?
 - **Calgary and Edmonton Alberta** What about when it comes to managing the economy and creating jobs?
 - **Calgary and Edmonton Alberta** What about when it comes to dealing with climate change?
 - **Calgary and Edmonton Alberta** Are there opportunities to create new jobs while dealing with climate change?
 - **Calgary and Edmonton Alberta** IF YES: What are these opportunities? Should the Government of Canada be encouraging and supporting these opportunities?
- **Small and Mid-Size Centres Quebec, Thunder Bay Ontario, Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), St. John's Newfoundland, Francophones Atlantic Canada and Ontario, Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies, Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Major Centres Quebec, Indigenous Northwest Territories, Crime**

Concerned Greater Toronto Area What does the Government of Canada need to improve on? [Why?]

- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia, Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Indigenous Northwest Territories, Crime Concerned Greater Toronto Area** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing? [Why?]
 - **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario** IF NOT MENTIONED: What about the cost of living?
 - **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Has the rising cost of living affected your behaviour? Your spending habits? How so?
 - **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What do you think is behind the rising cost of living? [(e.g. why do you think the cost of living is rising?)]
 - **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** Are there any challenges impacting Chinese Canadians that the federal government should be prioritizing?
 - **Indigenous Northwest Territories** What are the top issues in your community specifically that the federal government should be prioritizing?
 - **Indigenous Northwest Territories** Has the Government of Canada done anything to help on these issues?
- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What work, if any, has the Government of Canada done to address the cost of living?
- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario** How do you expect the cost of living to change a year from now? Do you think things will be better, worse, or the stay same as they are now? Why?
- **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** What news have you seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?

- **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** What work, if any, is the Government of Canada planning to do on these issues?
- **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** On these priorities, is the Government of Canada generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** For those who say they are on the wrong track, what could the Government of Canada do to get on the right track?
- **Indigenous Northwest Territories** What are the most important sectors and industries for your community?
 - **Indigenous Northwest Territories** Which sectors and industries in your community do you feel need the most help?
 - **Indigenous Northwest Territories** Has the Government of Canada done anything to support these sectors and industries?
- **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia, Indigenous Northwest Territories** When it comes to engaging with [Chinese Canadians/the people in the Northwest Territories, like listening and responding to their issues], would you say the Government of Canada is generally on the right or wrong track?
 - **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia, Indigenous Northwest Territories** What [do you think] are better ways for the [federal] government to engage with [Chinese Canadians/people in the Northwest Territories]?

OFFICIAL LANGUAGE GOVERNMENT PRIORITIES (20 minutes) **Francophones Atlantic Canada and Ontario**

POLL: Now, I will show you a list of priorities related to official languages. I'd like you to select which of these priorities you believe are the most important for the Government of Canada to work on. You can select up to 3; if you don't think any should be a priority, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

- Creating a strategy to support entrepreneurs in official language minority communities;
- Ensuring every Canadian can be heard and understood by a judge in their official language of choice when before a court;
- Ensuring that the private sector provides services in the preferred official language of Canadians;
- Guaranteeing the equality of the English and French languages in Canada;
- Increasing funding for schools for Francophone communities outside of Quebec; and

- Making investments to improve access to French immersion and French second-language programs across the country.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Why did you make your selection?
- Was there anything missing from this list?
- Is there anything else the Government of Canada should be doing to support the francophone community?

PROMOTING AND PROTECTING THE FRENCH LANGUAGE (30-40 minutes) Francophones Atlantic Canada and Ontario, Major Centres Quebec

- How big of a priority should protecting and promoting the French language be?
- What, if anything, is the Government of Canada doing to help protect and promote the French language?
 - IF NOT MENTIONED: Has anyone seen, read, or heard anything about the Government of Canada's new Action Plan for Official Languages?

The Government of Canada has announced its Action Plan for Official Languages. The Action Plan proposes over 30 measures aimed at achieving a few key objectives. First, I'm going to share with you the key objectives and a few examples of the proposed measures, and then I'll ask for your thoughts.

SHOW ON SCREEN ONE AT A TIME

Encouraging more Francophone immigration to Canada

Examples of measures:

- Creating a new French immigration policy;
- Expanding global promotion and recruitment work in French-speaking countries; and
- Investing in language training for newcomers.

Promoting lifelong learning opportunities in French

Examples of measures:

- Expanding program offerings in French minority-language schools outside of Quebec;

- Investing in French second-language programs throughout Canada; and
- Investing in Francophone child care centres across Canada.

Supporting French community organizations

Examples of measures:

- Boosting funding to Francophone community organizations;
- Providing grants to projects that strengthen attachment to the French language and Francophone culture; and
- Providing grants to Francophone artists.

Creating a centre within Heritage Canada that supports the Government of Canada in taking additional steps to support French language minority communities.

ASK AFTER EACH SCREENSHARE:

- What are your reactions to this objective and measures?
- What impacts do you think these will have?

ASK AFTER MEASURES HAVE BEEN DISCUSSED:

- Overall, which do you feel will have the greatest impact on promoting and protecting the French language? Why?
- Is there anything here the Government of Canada should not be doing? Why?
- What else should the Government of Canada do to promote and protect the French language?

IMMIGRATION (40 minutes) Small and Mid-Size Centres Quebec, Francophones Atlantic Canada and Ontario

Francophones Atlantic Canada and Ontario Now let's focus in on one of those pillars: encouraging Francophone immigration to Canada...

- Small and Mid-Size Centres Quebec What news have you seen, read, or heard about immigration lately?
 - Small and Mid-Size Centres Quebec What are your reactions?

- **Small and Mid-Size Centres Quebec** Where did you see, read, or hear this news?
- [Generally] How would you describe the current state of the immigration system in Canada?
 - Would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to immigration? Why [do you say that]?
- What do you think are some of the benefits that welcoming new immigrants has for Canada?
- To what extent do you agree or disagree with the following statement: “Canada needs to welcome more new immigrants in order to fill labour shortages and grow the economy.”
 - How big of an issue, if at all, are labour shortages in your community?

[PROMPT/CLARIFY]: According to Statistics Canada, in the second quarter of 2022 employers across all sectors in Canada were actively seeking to fill nearly one million vacant positions, the highest quarterly number on record.

- What are your reactions to this?
 - Should immigration help to fill these vacancies? Why/ why not?
- Do you have any concerns about welcoming new immigrants? If yes, what are these concerns?
 - Are you concerned at all about the impact of immigration on the health care system?
 - What about on the housing/rental market?
 - What about when it comes to the French language?
- Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?
- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada’s plan to increase immigration from French-speaking countries?
 - What do you think about promoting immigration from French-speaking countries? What impacts, if any, could this have on the French language in Canada?

SHOW ON SCREEN:

Through the Action Plan for Official Languages, the Government of Canada is planning to boost Francophone immigration by investing:

- \$18.5 million to boost promotion and recruitment in order to attract more French-speaking or bilingual workers to Canada.
- \$16.3 million to boost recruitment of French-speaking teachers to teach in Francophone minority communities.
- \$50 million to help with the settlement and integration of new French-speaking immigrants into Francophone minority communities.
- \$25 million to establish a new *Centre of Innovation in Francophone Immigration* that will have a grant and contribution program to give Francophone communities an opportunity to promote themselves and recruit French-speaking workers.
- \$10.5 million to help newcomers learn French.
- What are your reactions to this plan?
- What do you think will have the greatest impacts?
- Is there anything else the Government of Canada should be doing?
- Is there anything the Government of Canada should not be doing?
- Does this plan change your view on how the Government of Canada is managing the immigration system in Canada? Why/why not?

PHARMACARE (45 minutes) Small and Mid-Size Centres Quebec, Thunder Bay Ontario

- In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about health care? How big of a priority should health care be?
- What are the biggest challenges in health care that the Government of Canada should be addressing?
 - PROMPT AS NEEDED: What about shortages of doctors and nurses across the country? What about providing mental health support to all Canadians? What about reducing wait

time for medical services? What about expanding virtual health care?

- What about the cost of prescription medication in Canada? Would you say this issue is more important, as important, or less important than the health care challenges you mentioned earlier?
- How would you describe the state of prescription drug coverage in Canada today?
 - Is [it/prescription medication] affordable? Is it accessible?
- Who here is familiar with the term pharmacare?
 - What does it mean to you?
- Are you aware of any work or plans the Government of Canada has done or is planning to do on pharmacare? What have you seen, read, or heard?

CLARIFY: In 2019, the Government of Canada announced it intended to move forward on implementing a national pharmacare program to make prescription drugs more affordable and more accessible to more Canadians.

Since then, the Government of Canada has started by developing a Canadian Drug Agency to negotiate prescription drug prices on behalf of Canadians and buy them in bulk to help save Canadians money in the long term. The Government of Canada has also been developing its national strategy for high-cost drugs for rare diseases to help Canadians get better access to these drugs, as a first step towards expanded coverage.

- What are your reactions to this information? Is this something the Government of Canada should be prioritizing?
- As the Government of Canada plans the next steps of its national pharmacare plan, what are the most important things it should keep in mind?
- Who should be covered by a national pharmacare plan? Should the plan be universal, so everyone gets coverage, or should it be more of a “safety net” plan, so that it only applies to Canadians when prescription drug costs exceed a percentage of their income? Why?
 - Which approach is fairer or more equitable?
 - Do you have any concerns with either approach?

- Pharmacare could be completely public, like health care, where all Canadians are on the same plan. Alternatively, it could “close the gaps” so that people can still use existing public and private plans. This type of plan would be set up to ensure that everyone receives coverage, including those currently not covered.
 - In your view, what are the benefits and drawbacks of both approaches?
 - Which approach is fairer or more equitable?
 - Do you have any concerns with either approach?
- Who here has a prescription drug coverage plan?
 - IF YES: Are you satisfied with your plan? Why/why not?
 - IF YES: Do you think a national pharmacare plan would have better or worse coverage than the plan you have now? Why?
- If the Government of Canada does implement a national pharmacare plan, what type of medication would you expect it to cover? PROMPT: Life-saving medicine, drugs for rare diseases, more common/frequently prescribed medication...
- Would a national pharmacare plan have an impact on making life more affordable?
- What impacts would it have on our health care system?
- Would you support a universal pharmacare system?
 - Even if it added to the deficit?
 - Even if it increased taxes?
- Do you have any questions about pharmacare?

RELATIONSHIP WITH CHINA (35 minutes) Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia

- How would you describe Canada’s current relationship with China?
 - What are the biggest issues impacting Canada’s relationship with China?
 - How has Canada’s relationship with China changed? What do you think caused this relationship to change?
- When it comes to managing Canada’s relationship with China, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track?

- When it comes to managing relations with China, what has the Government of Canada done well?
- What could the federal government improve on when it comes to managing relations with China?
 - What would you like to see Canada do with this relationship?
- Moving forward, what do you expect Canada and China's relationship to look like?

OPIOIDS (35 minutes) Thunder Bay Ontario, Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia

Moving on to a different topic ...

- Would you say that opioid addiction is a major issue, a minor issue, or not an issue at all in your community?
- Briefly, how has this issue evolved over time?
 - Has this issue gotten better or worse [in the last few years]?
- Are you hopeful that there will be progress on this issue in the coming years? Why/why not?
- What, if anything, has the Government of Canada done to address opioid addiction [in British Columbia]?
- What comes to mind when you hear "safe supply?"
- What comes to mind when you hear "safe injection sites?"

CLARIFY:

Safe supply refers to providing prescribed medications as a safer alternative to the toxic illegal drug supply to people who are at high risk of overdose. [Safer supply services can help prevent overdoses, save lives, and connect people who use drugs to other health and social services.]

Safe injection sites provide a safe, clean, space for people to bring their own drugs in the presence of trained staff. [This prevents accidental overdoses and reduces the spread of infectious diseases. They also offer a range of harm reduction services.]

- What are your reactions to hearing these definitions?

- How important, if at all, is it for those suffering with opioid addiction to have access to a safe supply and safe injection sites? Why do you feel this way?
 - **Thunder Bay Ontario** As far as you know, do these services help to prevent overdoses? Would knowing that these services help prevent overdoses impact your support for them?
 - **Thunder Bay Ontario** Would knowing that these services can also be a way to help connect people who use drugs with other health and treatment services have an impact on your support for these services? Why/why not?
- What role does the Government of Canada have in safer supply services and safe injection sites?

CLARIFY: Through the Substance Use and Addictions Program [(SUAP)], the Government of Canada is funding projects that address the harms associated with substance use.

Through this program, the Government of Canada is funding safer supply and injection site services, and they are also funding projects that focus on things like overdose prevention, education, detox support, peer support, outreach, mentorship, mental health supports, and more.

- What are your reactions to the Government of Canada investing in harm reduction projects?
- What [impacts, if any,/impact] do you expect these projects to have?
- **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** How do you feel about the Government of Canada granting an exemption to the Controlled Drugs and Substances Act to remove criminal penalties for possession of up to 2.5 grams of certain illegal drugs in British Columbia? Do you support or oppose a measure like this one? Why do you say that?
 - **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** What impacts, if any, will this have?
 - **Chinese Diaspora Vancouver Island British Columbia** Will this change have an impact on crime in British Columbia? Why do you feel this way?
- What [else] would you like to see [the Government of Canada do to address/from the Government of Canada] these issues?

POST-SECONDARY ISSUES (15 minutes) Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba)

When we invited you here, you each indicated you recently completed your secondary studies ...

- Who here is aware of any work the Government of Canada has done to help make post-secondary studies and paying off loans more affordable?

I'm going to show you a few things the Government of Canada has done and ask for your reactions.

SHOW ON SCREEN:

- **Permanently eliminating the federal interest** on Canada Student Loans and Canada Apprenticeship Loans.
- **Increasing Canada Student Grants** by 40%, to provide up to \$4,200/academic year for full-time students.
- **Improving the repayment assistance plan** so that an individual earning under \$40,000 a year no longer has to make student loan payments, with the income threshold increasing by family size.
- What are your reactions to these measures? Do you have any questions on any of these measures?
- Is there anything else that you think the Government of Canada should do help recent graduates?

Jobs (25 minutes) Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba)

When we invited you here, you also indicated you were currently looking for work or had started working ...

- How would you rate the state of the job market right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you say that?
 - How easy is it for someone like you to find a job in the field you're interested in? Are there any challenges/barriers you've encountered when searching for work?
 - Are there enough job opportunities in your area?

- Thinking five years into the future, do you imagine the Canadian job market will be worse, better, or the same? Why?
 - IF WORSE: What would make you more optimistic?
- Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating jobs in Canada?
- Are you aware of any work the Government of Canada is doing to help create jobs, provide skills training, or support workers?
- What else do you think the Government of Canada should do to help?

COMMUNITY SAFETY (40 minutes) Crime Concerned Greater Toronto Area

I'd now like to shift our attention to community issues more broadly.

- What are the main issues affecting your community?
 - How big of an issue is crime in your community? What makes you say that?
 - What have you seen, read, or heard recently on crime?
 - What type of crime is an issue in your community?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to crime on public transit?
 - How big of an issue is crime on public transit?
- Do you feel that your community is safe? Why/Why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
 - IF INCREASE: What have you noticed specifically?
 - What do you think is behind the increase in crime in your community? What are some of the causes?
 - Have you changed any of your daily habits or behaviours because of this increase in crime? If yes, what have you changed?
 - What should be done, if anything, in response?
 - Is there anything you feel the federal government should do to respond to the level of crime in your community?

- Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years to address crime? Are they doing anything now?
 - IF NOT MENTIONED: What about any work on gun control?
 - IF YES: What are your reactions to this?
 - IF NOT MENTIONED: What about working to reduce gang activity and violence?

The Government of Canada announced \$390 million over the next five years to help provinces crack down on gang violence and reduce the number of crimes committed with firearms.

This money will help fund a variety of programs, including those in law enforcement, border security, and crime prevention.

In the past, programs like Operation Centaur, an initiative to reinforce police with specialized units, disrupt firearms trafficking, and prevent crime have been funded.

- What are your reactions to this? What impacts do you think this type of funding will have?
- Do you support this approach to addressing crime? Why/why not?
- Do you have any questions or concerns about this funding?
- What else should the Government of Canada do to help reduce crime

HOUSING (20-80 minutes) Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Indigenous Northwest Territories, Crime Concerned Greater Toronto Area

Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba) , Crime Concerned Greater Toronto Area Moving on to a different topic...

- Recent Home Buyers Major Centres Ontario What have you seen, read, or heard about the Government of Canada's policies on housing?
- What are the biggest challenges in housing [that the Government of Canada should be addressing]?

- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area** IF NOT MENTIONED: What about building more homes?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** IF NOT MENTIONED: What about helping Canadians in buying their first homes?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** How concerned are you about changes to the prime interest rate?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** When you renew your mortgage, do you anticipate that rates will have gone up, down, or stayed about the same compared to when you bought?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** [IF HIGHER/LOWER] What do you expect will be the impact of this change on the overall affordability of your mortgage? Could you see it having a major, minor, or no impact?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What about on your household overall?
 - **Indigenous Northwest Territories** PROMPT AS NECESSARY: Affordability both of purchasing and renting, quality, supply, etc...
- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba) , Crime Concerned Greater Toronto Area** As far as you know, why aren't homes being built faster? What's causing delays in housing projects? [PROMPT IF NECESSARY:] Who [or what] is responsible [for the delays]?
 - **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Crime Concerned Greater Toronto Area** What actions or solutions do you think should be taken to address the issue of housing project delays?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Who or what do you believe is responsible for setting the prime interest rate?
- Recent Home Buyers Major Centres Ontario** When we asked you to come in today, each of you said that you had purchased a home within the past 5 years...
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Overall, how affordable is home ownership for you personally? Has owning your home become more affordable, less affordable, or has it stayed about the same?

- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What about when it comes to your mortgage payments? Have your payments gone up, gone down, or have they stayed about the same?
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What about your home insurance premiums?
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What about your utility costs?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** [ASK FOR EACH, IF GONE UP/GONE DOWN] What impact did this have on your household budget?
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** When it came to purchasing your first home, what would you say were your biggest challenges?

Recent Home Buyers Major Centres Ontario I'm now going to show you various housing initiatives from the Government of Canada.

Recent Home Buyers Major Centres Ontario **SHOW ON SCREEN:**

- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Introducing a new **Tax-Free First Home Savings Account** to allow Canadians to save up to \$40,000, tax-free, to help buy their first home;
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** The **First-Time Home Buyer Incentive**, a shared-equity mortgage with the Government of Canada which provides a 5% or 10% down payment towards the purchasing of a first home;
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Expanding the **First-Time Home Buyers' Incentive** to allow more flexibility and making it easier for **single Canadians** to access;
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Doubling the **First-Time Home Buyers' Tax Credit** to provide up to \$1,500 in direct support to home buyers to offset closing costs involved in buying a first home;
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Investing \$200 million to increase **rent-to-own** housing options; and
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** **Banning blind bidding** (blind bidding is where home buyers don't know how much others are bidding).
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Is there anything on this list that you were not aware of?
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** When you were looking to purchase your home, did you use any Government of Canada programs?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** If YES: Which ones?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What was your experience like?

- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** How big of an impact did these programs have?
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Whether you accessed the programs in the list or not, do you think the Government of Canada is on the right track or wrong track in making home ownership more attainable?
 - **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What about the new Tax-Free First Home Savings Account?

Recent Home Buyers Major Centres Ontario CLARIFY: The new Tax-Free First Home Savings Account gives prospective first-time home buyers the ability to save up to \$40,000 on a tax-free basis. Similar to the Registered Retirement Savings Plan (RRSP), contributions will be tax-deductible, and withdrawals to purchase a first home, including from investment income, will be non-taxable, similar to a Tax-Free Savings Account (TFSA). It will be tax-free in and out.

- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Do you think this initiative would have personally benefited you? What about new home buyers in general?
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** Do you have any questions or feedback about any of these programs?
- **Recent Home Buyers Major Centres Ontario** What else should the Government of Canada do to support first-time home buyers?
 - Do you think supporting first-time home buyers is a priority for the Government of Canada? Why/why not?

Recent Home Buyers Major Centres Ontario Shifting over to building more homes ...

- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area** What have you seen, read, or heard about work the Government of Canada is [planning or doing/doing or planning to do] to encourage the construction of more homes?
- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area** What have you seen, read, or heard about the Housing Accelerator Fund? CLARIFY: The Housing Accelerator

Fund is a \$4 billion fund that gives money to municipal governments to encourage them to take steps to increase local housing supply.

- Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area What are your reactions to this?
- Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area What impact do you think a fund like this will have?
- Recent Home Buyers Major Centres Ontario Would you support or oppose an increase to the housing supply in your area?

- Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area Should there be consequences for municipalities that don't prioritize building enough homes? [Why?]
 - Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area IF YES: What consequences do you think would be appropriate?

- Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area Do you have any concerns about building more homes [faster/in your community]?
 - Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area IF YES: What are they?

- Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area Who here is familiar with municipal zoning? CLARIFY: A municipal zoning bylaw controls the use of land in your community. It is set by municipal governments and states exactly how land may be used, where buildings and other structures can be located, the types of buildings that are permitted, and how they may be used.

- Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area What impacts, if any, do you think municipal zoning bylaws could have on building more homes?

- **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba), Recent Home Buyers Major Centres Ontario, Crime Concerned Greater Toronto Area** [Do you think municipalities should be encouraged/how important is it to encourage municipalities] to make zoning changes to allow for more homes in their communities? Why[/why not]?
 - **Recent Post-Secondary Graduates Mid-Size Centres Prairies (Saskatchewan and Manitoba)** Do you have any concerns if municipalities did this?
 - [PROMPT AS NEEDED:] [What if it made communities/what if these changes meant your neighbourhood would be/would you still feel this way if it made communities] more compact and populated?
- **Indigenous Northwest Territories** Thinking about the challenges you just described, would you say the situation has worsened, improved, or stayed the same in the last few years?
- **Indigenous Northwest Territories** Do you expect access to housing in the Northwest Territories will improve or worsen over the next few years? Why?
 - **Indigenous Northwest Territories** What needs to happen for access to housing in the Northwest Territories to improve?
- **Indigenous Northwest Territories** What have you seen, read, or heard about the Government of Canada's work on housing?
- **Indigenous Northwest Territories** When it comes to housing, has the Government of Canada generally been on the right track or wrong track? What makes you say that?
- What [else] would you like to see from the Government of Canada [when it comes to building more homes/on housing]?

LOCAL ISSUES/OIL AND GAS (25 minutes) St. John's Newfoundland

I'd now like to shift our attention to community issues more broadly.

- What are the main issues affecting your community that the Government of Canada should be focusing on?
- Do you think the Government of Canada is giving these issues the right amount of attention, not enough, or too much? What makes you say that?

- Which local sectors and industries do you feel need the most help? Why do these sectors and industries need federal support?
- IF NOT MENTIONED: What about oil and gas, how important is this industry in Newfoundland?
- Compared to the other industries mentioned, does the oil and gas industry generally have a large or small impact on your community? Why do you say that?
- What do you think are the biggest issues with the oil and gas industry today?
- Has anyone heard of any oil and gas projects in Newfoundland? If yes, which one(s)? What are your thoughts on this/these project(s)?
- Has anyone heard anything about the proposed Bay du Nord Development Project? What have you heard?

CLARIFY: Equinor is proposing to install and operate a floating offshore oil and gas production facility in the Flemish Pass, approximately 500 kilometres east of St. John's, Newfoundland and Labrador, in the Atlantic Ocean. As proposed, the Bay du Nord Development Project would be in operation for approximately 30 years, with the potential for additional wells and tie-backs to the production facility.

Recently, Equinor announced it was postponing the project for three years citing volatile market conditions and significant cost increases in many aspects of the development.

- What are your reactions?
- Do you know what the federal government's position is on the project? If so, what is it?
- What would you like to see happen? Why?

HEALTH CARE (15 minutes) St. John's Newfoundland

Shifting topics...

- How would you describe the health care system in Newfoundland today?
 - How do you feel about the quality and availability of health care in your area?

- What are the most pressing challenges related to health care in your community?
- Has anyone heard about any recent commitments or announcements made by the Government of Canada on health care?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada announced five priority areas in health care:

- Addressing health worker shortages and reducing wait times;
 - Increasing access to family health services;
 - Improving long term care and home care;
 - Addressing mental health and substance use; and
 - Modernizing health data management and virtual care.
- What are your initial reactions after hearing this priority list?
 - Are there any priorities listed that you think are particularly important?
 - Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why do you say that?

ENERGY OUTLOOK (25 minutes) Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies

- How important, if at all, is the oil and gas sector to [Alberta's/the Canadian] economy?
- How would you describe the current state of the oil and gas sector [in Alberta/at present]?
- How important, if at all, is it for the [Albertan/Canadian] economy to diversify beyond oil and gas? Why?
 - Which sectors will be the most important to the [future Albertan] economy [in the future]?
 - IF NOT MENTIONED: What about the clean energy sector? How much will the future of [Alberta's/the] economy depend on developing its clean energy sector?
 - Do you think developing the clean energy sector will have a positive impact, a negative impact, or no impact on someone like you? What about [on/for] workers [in Alberta]?

- EXPLAIN AS NEEDED: The clean energy sector could include various renewable energy sources like solar energy, wind energy, hydro energy, hydrogen fuel, or technologies like those that capture and store carbon.
- Has anyone heard the term “sustainable jobs” before? What does it mean?
- What comes to mind when you think about sustainable jobs in the clean energy sector?
 - Do you think the creation of sustainable jobs in the clean energy sector would benefit the [Albertan] economy? What about you and your family? Why/why not?
- What, or who, do you think is driving the development of the clean energy sector in [Alberta/Canada]?

CARBON PRICING (45 minutes) St. John’s Newfoundland, Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies

- How important is it for the Government of Canada to reduce carbon pollution in Canada? Why?
- Are you aware of anything the Government of Canada is doing to reduce carbon pollution in Canada?

[CLARIFY:] The Government of Canada is undertaking several measures to reduce carbon pollution. [These measures include setting a price on carbon pollution, setting clean fuel standards, investing in renewable energy and clean technologies, and investing in energy efficiency programs./Here are a few of those measures:]

Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies **SHOW ON SCREEN:**

- Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies Setting a price on carbon pollution
- Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies Setting clean fuel standards
- Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies Investing in renewable energy and clean technologies
- Calgary and Edmonton Alberta, Rural Prairies Investing in energy efficiency programs

For today, we’ll be mostly focusing on the first measure: setting a price on carbon pollution.

- [Before today,] who was aware that the Government of Canada set a price on carbon pollution [before today]?

- What do you know about the price on carbon pollution?
- What questions do you have about [it/the price on carbon pollution, if any]? What do you want to know?
- Based on what you already know, would you say you support or oppose putting a price on carbon pollution, or are you unsure?

CLARIFY: There are two parts to carbon pollution pricing – a fuel charge, which applies to things like oil and gas, and a separate system for industry. In [those] provinces where the federal fuel charge applies, all direct proceeds are returned to Canadians, mostly through Climate Action Incentive Payments [(CAIP)] to households. Most households receive more money back through these payments than they pay on the fuel charge.

- Does knowing this have any impact on your support for or opposition to carbon pollution pricing? Why/why not?
- If you were looking for information about carbon pollution pricing, where would you start?
 - What sources of information would you use? What sources are trustworthy or credible on this issue?
 - PROMPT: What about climate scientists? What about economists? Why [do you say that]?

CLARIFY: Many economists say that setting a price on carbon pollution is the most cost-effective way to reduce carbon emissions at the scale and speed that is necessary to mitigate the impacts of climate change. [Moderator's note:] Provide source in the chat so participants can verify if they wish: <https://clcouncil.org/economists-statement/>

- Does knowing this have any impact on your support for or opposition to carbon pollution pricing? Why/why not?
- Other countries, like Denmark, the [United Kingdom/U.K.], Sweden, France, Netherlands, Chile, and Japan, all have their own ways of pricing carbon pollution. Does knowing that other countries have taken this approach make [Canada's price on carbon pollution more favourable, less favourable, or does it have no impact on your support/you more inclined, less inclined or does it have no impact on your support for Canada putting a price on carbon pollution]? Why/why not?

CLARIFY: As mentioned, the Government of Canada is also investing in renewable energy and clean technologies to help reduce emissions. [But] some countries, like the United States [(U.S.)], have chosen not to put a price on carbon pollution, opting instead to invest heavily in the private sector, so that corporations can develop the clean technologies needed to reduce carbon pollution emissions on their own. To achieve this, the U.S. government is investing \$400 billion, about one-fifth of Canada's entire economy.

- What do you think about this approach? What are the benefits and costs to taking this approach?
- Do you think the Government of Canada should take a similar approach? Why/why not?
 - Could the Government of Canada afford to take such an approach?
- Do you think a price on carbon pollution will discourage people from polluting? Why/why not?
 - What other impacts, if any, might a price on pollution have on Canadians?
 - In the short term, do you think the costs of a price on carbon pollution are greater than the costs of climate change to communities? Why?
 - What about in the long run?
- In 2021, Canada's greenhouse gas emissions were 7.4% below pre-pandemic (2019) emission levels. What do you think may have contributed to this decline? PROMPT [FOR/:] GOVERNMENT POLICIES, INCLUDING POLLUTION PRICING.
 - In your view, what could be done to reduce emissions further?

9-8-8 (45 minutes) Major Centres Quebec, Indigenous Northwest Territories

During the following discussion, one of the topics we will address is suicide prevention and emotional distress. While we have tried to minimize any potential risks and discomfort, due to the sensitive nature of the topic, if at any time you feel uncomfortable or uneasy giving your opinion, please feel free not to answer any of the questions asked [or step away].

If you or someone you know is going through a crisis and needs support, please know that there are mental health resources you can consult. Our tech support will provide you with some of these resources in the chat now. We will also send an email to each one of you after the group with this list of resources as well as additional numbers that you can call or text.

- TECH SUPPORT TO PROVIDE LIST OF RESOURCES IN CHAT
- **Major Centres Quebec** In Quebec: www.suicide.ca OR 1-866-APPELLE (1-866-277-3553)

- Talk Suicide Canada: www.talksuicide.ca OR 1-833-456-4566
- Get Help Here: <https://www.canada.ca/mental-health>
- Wellness Together Canada: <https://www.wellnesstogether.ca/en-CA>
- The Hope for Wellness Helpline: <https://www.hopeforwellness.ca/>

On the topic of mental health resources ...

The Government of Canada is currently working with the Centre for Addiction and Mental Health on the implementation of 9-8-8, a three-digit number for suicide prevention and emotional distress. The number is not live in Canada yet. It will launch on **November 30, 2023**.

I'm going to present you with a few different statements that you might see on social media, in advertisements, online, etc. regarding topics related to suicide prevention and mental health. After each message, we will discuss your impressions.

SHOW ON SCREEN:

Statement 1: Thinking of suicide? Feeling emotional distress? Nationwide help is available. Call or text 9-8-8 for support from trained responders 24/7/365.

Secondary message: People can also call or text 9-8-8 if they are worried about a loved one who may be thinking of suicide and need support.

- What does this message motivate you to do or think?
- What is your understanding of “emotional distress”, as it appears in this messaging?
- How would you improve this message?
- What if the text “feeling emotional distress” was removed and the message focused only on “thinking of suicide”? Does the meaning change for you?
- What if the text “thinking of suicide” was removed and the message focused only on “emotional distress”? Does it change the meaning for you?

SHOW ON SCREEN:

Statement 2: Approximately 12 people in Canada die by suicide each day. If you or someone you know is having suicidal thoughts or is in crisis, there is help. Text or call 9-8-8 for support from a trained responder.

- What does this message motivate you to do or think?
- In this statement, the word “crisis” is used instead of “emotional distress”. In your opinion, is there a difference between crisis and emotional distress?
- How would you improve this message?
- Does including a statistic make the message resonate more or have a bigger impact on you?
- Does the mention of a “trained responder” add value to the message?
- Let’s talk about other important features of the service. Which of the following are important to mention in an ad promoting 9-8-8?
 - Confidential
 - Why/Why not?
 - Trauma-informed
 - Why/Why not?
 - Culturally appropriate
 - Why/Why not?
 - Does “culturally appropriate” resonate with you?
 - What about “culturally sensitive”?
 - Free
 - Why/Why not?

SHOW ON SCREEN:

Statement 3: Free, confidential mental health support is available any time, from anywhere in Canada. Learn more about 9-8-8 suicide prevention and emotional distress support, and other non-crisis mental health supports at Canada.ca/mental-health.

- What does this message motivate you to do or think?
- How would you improve this message?
- Do you find this message includes too much information?

- Is it clear which action to take depending on the state of someone’s mental health?

SHOW ON SCREEN:

Statement 4: When you call 9-8-8, the goal is to make sure you are safe, and together we will explore options for your safety. Emergency services, such as 9-1-1, will only be called if you are at risk of dying or seriously harming yourself. This only happens in a very small number of cases.

- In your opinion, is it important to distinguish 9-8-8 services from 9-1-1?
 - Does this message clarify the difference between the two and how they may interact?
- How would you improve this message?
- Is this an important message to include?

Now thinking about 9-8-8 in general ...

- Once 9-8-8 is launched, what types of promotional materials, information resources or advertising about 9-8-8 would you be most likely to pay attention to?
- What kind of information would help someone know when to call or text 9-8-8?
- Would you be motivated to share information about 9-8-8 with family, friends or someone else you know, such as a colleague?

I’m now going to show you a couple of potential names for this service. A reminder that 9-8-8 will be a talk and text-based service.

SHOW ON SCREEN:

- 9-8-8: Suicide and Crisis Support
- 9-8-8: Suicide and Crisis Hotline
- 9-8-8: Call or text for suicide and crisis support
- With a show of hands, which one of these do you think is the most suitable:
 - How many think ‘9-8-8: Suicide and Crisis Support’ works best? What makes you say that?
 - How many think ‘9-8-8: Suicide and Crisis Hotline’ works best? What makes you say that?
 - How many think ‘9-8-8’ as a name on its own, followed by a call-to-action message such as “call or text for suicide and crisis support” works best? What makes you say that?



CONCLUSION (5-10 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.
- Major Centres Quebec, Indigenous Northwest Territories Moderator to remind participants that we will send a follow-up email with a list of mental health resources.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – DOCUMENT MAÎTRE Juin 2023

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.
- **Résidents de Thunder Bay, membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver, résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Le modérateur doit également mentionner aux participants que le sujet de [la crise des opioïdes/du suicide] sera abordé dans le dernier volet de la discussion. Il doit également leur dire ÉCLAIRCISSEMENTS que la participation est volontaire et qu'ils peuvent se retirer de la conversation s'ils ne sont pas à l'aise. Il répétera cette information juste avant d'aborder le sujet.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-20 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Quelles sont vos réactions à cette nouvelle?
 - **Francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de grandes villes du Québec** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'immigration?
 - **Résidents de villes rurales des Prairies** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réaction du gouvernement fédéral aux feux de forêt?
 - **Résidents de villes rurales des Prairies** Comment décririez-vous la réaction du gouvernement du Canada aux feux de forêt?

- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des nouvelles sur la Journée internationale des peuples autochtones? Avez-vous fait quelque chose pour souligner l'événement?

Résidents de villes rurales des Prairies AFFICHER À L'ÉCRAN :

Résidents de villes rurales des Prairies Le gouvernement du Canada a pris plusieurs mesures pour venir en aide aux victimes des feux de forêt :

- **Résidents de villes rurales des Prairies** Il a collaboré avec les provinces et les organismes sans but lucratif pour égaliser les dons, et a recueilli 20 millions de dollars pour aider les groupes communautaires en Alberta.
- **Résidents de villes rurales des Prairies** Il a fourni une aide financière aux provinces touchées pour couvrir les coûts d'intervention et jusqu'à 90 % des coûts de remise en état admissibles.
- **Résidents de villes rurales des Prairies** Il a déployé les Forces armées canadiennes pour combattre les feux, planifier et coordonner les efforts et autres activités d'intervention.
- **Résidents de villes rurales des Prairies** Il a puisé dans les réserves nationales de secours de fournitures médicales, d'équipement et de produits pharmaceutiques pour venir en aide aux provinces touchées.
- **Résidents de villes rurales des Prairies** Il a aidé les victimes des feux de forêt à obtenir des prestations comme l'assurance-emploi, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada.
- **Résidents de villes rurales des Prairies** Il a mis sur pied un programme pilote de formation de deux ans pour former un plus grand nombre de pompiers.
- **Résidents de villes rurales des Prairies** Que pensez-vous de ces mesures?
 - **Résidents de villes rurales des Prairies** Le gouvernement du Canada en fait-il suffisamment pour aider les communautés touchées par les feux de forêt?
 - **Résidents de villes rurales des Prairies** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (10-30 minutes) Tous les lieux

- **Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay, récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de St. John's, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de grandes villes**

- du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Résidents de Calgary et Edmonton Qu'en est-il de la gestion de l'économie et de la création d'emplois?
 - Résidents de Calgary et Edmonton Qu'en est-il de la lutte contre les changements climatiques?
 - Résidents de Calgary et Edmonton Y a-t-il des possibilités de créer de nouveaux emplois tout en luttant contre les changements climatiques?
 - Résidents de Calgary et Edmonton SI OUI : Quelles sont ces possibilités? Le gouvernement du Canada devrait-il encourager et appuyer ces possibilités?
- Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay, récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de St. John's, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer? [Pourquoi?]
 - Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver, résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité? [Pourquoi?]
 - Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du coût de la vie?
 - Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison L'augmentation du coût de la vie a-t-elle modifié vos comportements? Vos habitudes d'achat? De quelle manière?
 - Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison Selon vous, à quoi doit-on

l'augmentation du coût de la vie? [(P. ex., pourquoi le coût de la vie a-t-il augmenté?)]

- **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** Y a-t-il des enjeux qui touchent les Canadiens d'origine chinoise auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Quels sont les principaux enjeux dans votre communauté auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour s'attaquer à ces enjeux?
- **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Quelles mesures le gouvernement du Canada a-t-il prises, le cas échéant, pour pallier la hausse du coût de la vie?
 - **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Selon vous, comment la situation relative au coût de la vie sera-t-elle différente dans un an? Croyez-vous qu'elle sera meilleure, pire ou la même qu'aujourd'hui? Pourquoi?
 - **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué dans le passé par le gouvernement du Canada pour gérer ces enjeux?
 - **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada prévoit faire pour s'attaquer à ces enjeux?
 - **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** En ce qui concerne ces priorités, diriez-vous que le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
 - **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** Pour ceux qui croient qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement du Canada pour s'engager sur la bonne voie?
 - **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Quels sont les plus importants secteurs d'activités et industries pour votre communauté?

- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Quels sont les secteurs et les industries de votre communauté qui, selon vous, ont le plus besoin d'aide?
- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour soutenir ces secteurs et ces industries?
- **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Lorsqu'il s'agit d'interagir avec [les Canadiens d'origine chinoise/les résidents des Territoires du Nord-Ouest, comme être à l'écoute et répondre à leurs besoins], diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Quelles sont [selon vous] les meilleurs moyens pour le gouvernement [fédéral] d'interagir avec les [Canadiens d'origine chinoise/résidents des Territoires du Nord-Ouest]?

PRIORITÉS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LANGUES OFFICIELLES (20 minutes) **Francophones du Canada atlantique et de l'Ontario**

SONDAGE : Maintenant, je vais vous présenter une liste de priorités en matière de langues officielles. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, constituent les plus importantes priorités sur lesquelles le gouvernement du Canada doit travailler. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucune qui devrait constituer une priorité.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire.
- S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal.
- S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiens.
- Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada.
- Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec.
- Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays.

LE MODÉRATEUR PASSE EN REVUE TOUS LES CHOIX

- Pourquoi avez-vous fait cette sélection?

- Est-ce qu'il manque quelque chose sur la liste?
- Y a-t-il quoi que ce soit que le gouvernement du Canada devrait faire pour soutenir les communautés francophones?

PROMOTION ET PROTECTION DU FRANÇAIS (30-40 minutes) Francophones du Canada atlantique et de l'Ontario, résidents de grandes villes du Québec

- Quelle priorité devrait-on accorder à la protection et à la promotion de la langue française?
- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider à protéger et à promouvoir la langue française?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada?

Le gouvernement du Canada a annoncé son Plan d'action pour les langues officielles. Ce plan propose plus de 30 mesures visant à atteindre quelques objectifs clés. Je vais d'abord partager avec vous ces objectifs et vous donner quelques exemples des mesures proposées, puis je vous demanderai de me faire part de vos impressions.

AFFICHER À L'ÉCRAN UN À LA FOIS

Stimuler plus d'immigration francophone au Canada

Exemples de mesures :

- Créer une nouvelle politique d'immigration francophone ;
- Élargir le travail de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones ;
- Investir dans la formation linguistique aux nouveaux arrivants.

Favoriser les possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie

Exemples de mesures :

- Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec ;
- Investir dans les programmes de français langue seconde partout au Canada ;
- Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada.

Appuyer les organismes communautaires francophones

Exemples de mesures :



- Bonifier le financement des organismes communautaires francophones ;
- Accorder des subventions pour des projets qui visent à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone ;
- Accorder des subventions aux artistes francophones.

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour appuyer le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires pour soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

DEMANDER APRÈS CHAQUE PARTAGE D'ÉCRAN :

- Que pensez-vous de ces objectifs et de ces mesures?
- Quels seront leurs impacts, selon vous?

DEMANDER APRÈS AVOIR DISCUTÉ DE CHAQUE MESURE :

- À votre avis, lesquels auront le plus d'impact sur la promotion et la protection de la langue française? Pourquoi?
- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait s'abstenir de faire? Pourquoi?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger la langue française?

IMMIGRATION (40 minutes) Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, francophones du Canada atlantique et de l'Ontario

Francophones Atlantic Canada and Ontario Parlons maintenant de l'un de ces piliers, soit stimuler plus d'immigration francophone au Canada.

- Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec Quelles sont les nouvelles au sujet de l'immigration que vous avez vues, lues ou entendues récemment?
 - Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec Quelles sont vos réactions?
 - Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec Où avez-vous vu, lu ou entendu ces nouvelles?

- [De façon générale] Comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration canadien?
 - Diriez-vous que de façon générale, le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne l'immigration? Pourquoi [dites-vous cela]?
- Selon vous, quels sont les avantages pour le Canada à accueillir de nouveaux immigrants?
- Dans quelle mesure êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant : « Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants afin de combler la pénurie de main-d'œuvre et de faire progresser l'économie. »?
 - Quelle est l'ampleur du problème de pénurie de main-d'œuvre dans votre communauté?

[SONDER/CLARIFIER] : Selon Statistique Canada, au deuxième trimestre de 2022, les employeurs du Canada de tous les secteurs cherchaient activement à pourvoir près d'un million de postes vacants, soit le nombre trimestriel le plus élevé jamais enregistré.

- Quelles sont vos réactions?
 - L'immigration pourrait-elle servir à pourvoir les postes vacants? Pourquoi/pourquoi pas?
- Êtes-vous préoccupés à l'idée d'accueillir de nouveaux immigrants? Dans ce cas, quelles sont vos préoccupations?
 - Êtes-vous inquiets de l'impact de l'immigration sur le système de soins de santé?
 - Qu'en est-il du marché de l'habitation/de la location?
 - Qu'en est-il de la langue française?
- Croyez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, diminuer ou garder stable le taux d'immigration? Pourquoi?
 - POUR CEUX QUI ONT RÉPONDU AUGMENTER OU DIMINUER : Quelles pourraient être les répercussions sur le Canada, que ce soit sur le plan social ou économique?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu sur le plan du gouvernement du Canada d'augmenter l'immigration venant de pays francophones?
 - Que pensez-vous de l'idée de promouvoir l'immigration venant de pays francophones? Quels pourraient être les impacts sur la langue française au Canada, le cas échéant?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles, le gouvernement du Canada prévoit stimuler l'immigration francophone en investissant :

- 18,5 millions de dollars pour accroître les efforts de promotion et d'appui au recrutement afin d'attirer davantage de travailleurs d'expression française ou bilingues au Canada.
- 16,3 millions de dollars pour stimuler le recrutement d'enseignants francophones pour enseigner dans les communautés francophones en situation minoritaire.
- 50 millions de dollars pour aider à l'établissement et à l'intégration des nouveaux immigrants francophones dans les communautés francophones en situation minoritaire.
- 25 millions de dollars pour la création d'un nouveau *Centre d'innovation en immigration francophone* doté d'un programme de subventions et de contributions lequel permettra aux communautés francophones l'occasion de se faire connaître et de recruter des travailleurs d'expression française.
- 10,5 millions de dollars pour aider les nouveaux arrivants à apprendre le français.
- Que pensez-vous de ce plan?
- Selon vous, quels sont les investissements qui auront le plus grand impact?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire?
- Y a-t-il quoi que ce soit que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?
- Ce plan change-t-il votre perception de la manière dont le gouvernement du Canada gère le système d'immigration au pays? Pourquoi/pourquoi pas?

ASSURANCE-MÉDICAMENTS (45 minutes) Résidents de petites villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de Thunder Bay

- À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des soins de santé? Quelle priorité devrait-on lui accorder?
- Quels sont les principaux défis en santé sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher?

- SONDER AU BESOIN : Qu'en est-il des pénuries de médecins et d'infirmières au pays? Qu'en est-il du soutien en santé mentale pour tous les Canadiens? De la réduction des temps d'attente pour obtenir des services médicaux? De l'expansion des soins de santé virtuels?
- Que pensez-vous du coût des médicaments sur ordonnance au Canada? Diriez-vous que cet enjeu est plus important, aussi important ou moins important que les défis en santé que vous avez mentionnés plus tôt?
- Comment décririez-vous l'état actuel de l'assurance-médicaments au Canada?
 - Est-ce abordable [les médicaments sur ordonnance sont-ils abordables]? Est-ce accessible?
- Qui parmi vous sont familiarisés avec l'expression assurance-médicaments?
 - Qu'est-ce que cela signifie pour vous?
- Êtes-vous au courant des mesures ou des plans que le gouvernement du Canada a mis en œuvre ou prévoit mettre en œuvre en matière d'assurance-médicaments? Qu'avez-vous vu, lu ou entendu à ce sujet?

ÉCLAIRCISSEMENTS : En 2019, le gouvernement du Canada a annoncé qu'il avait l'intention d'aller de l'avant avec la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments afin de rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables et plus accessibles pour un plus grand nombre de Canadiens.

Depuis ce temps, le gouvernement du Canada a mis sur pied une Agence canadienne des médicaments chargée de négocier le prix des médicaments d'ordonnance au nom des Canadiens et de les acheter en gros afin de faire économiser de l'argent aux contribuables à long terme. Le gouvernement du Canada travaille également à l'élaboration de sa stratégie nationale pour les médicaments onéreux destinés aux maladies rares afin que les Canadiens aient un meilleur accès à ces médicaments; c'est une première étape vers une couverture élargie.

- Quelles sont vos réactions à cette information? Est-ce quelque chose auquel le gouvernement du Canada devrait accorder une priorité?

- Alors qu'il planifie les prochaines étapes de son régime national d'assurance-médicaments, quelles sont les choses les plus importantes que le gouvernement du Canada devrait garder à l'esprit?
- Qui devrait être couvert par un régime national d'assurance-médicaments? Devrait-il s'agir d'un régime universel accessible à tous ou d'un « filet de sécurité » qui s'applique aux Canadiens lorsque le coût des médicaments d'ordonnance dépasse un pourcentage de leur revenu? Pourquoi?
 - Laquelle de ces deux approches est la plus juste ou la plus équitable?
 - Êtes-vous préoccupés par l'une ou l'autre de ces approches?
- Le régime d'assurance-médicaments devrait être entièrement public, au même titre que les soins de santé, c'est-à-dire que tous les Canadiens profiteraient du même régime. Par ailleurs, il pourrait permettre de « combler les écarts », de façon à ce que les Canadiens puissent continuer d'utiliser les régimes publics et privés existants. Ce type de régime serait établi de manière à ce que tous aient droit à une couverture, même ceux qui ne sont pas actuellement couverts.
 - Selon vous, quels sont les avantages et les inconvénients de ces deux approches?
 - Laquelle de ces approches est la plus juste ou la plus équitable?
 - Êtes-vous préoccupés par l'une ou l'autre de ces approches?
- Y en a-t-il parmi vous qui sont couverts par un régime d'assurance-médicaments?
 - SI OUI : Êtes-vous satisfaits de votre régime? Pourquoi/pourquoi pas?
 - SI OUI : Croyez-vous qu'un régime national d'assurance-médicaments offrirait une meilleure couverture ou une couverture inférieure à celle de votre régime actuel? Pourquoi?
- Si le gouvernement du Canada mettait en œuvre un régime national d'assurance-médicaments, quels types de médicaments devrait-il couvrir selon vous? SONDER : Des médicaments qui sauvent des vies, des médicaments pour traiter des maladies rares, des médicaments prescrits plus fréquemment.
- Est-ce qu'un régime national d'assurance-médicaments contribuerait à rendre la vie plus abordable?
- Quels seraient les impacts sur notre système de soins de santé?
- Seriez-vous en faveur d'un régime national d'assurance-médicaments?

- Même s'il ajoutait au déficit?
- Même s'il contribuerait à augmenter les impôts?

- Avez-vous des questions sur l'assurance-médicaments?

RELATIONS AVEC LA CHINE (35 minutes) Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver

- Comment décririez-vous les relations actuelles entre le Canada et la Chine?
 - Quels sont les principaux enjeux qui affectent nos relations avec la Chine?
 - En quoi les relations entre le Canada et la Chine ont-elles changé? À quoi attribuez-vous ces changements?

- Lorsqu'il s'agit de gérer ses relations avec la Chine, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - En lien avec ces relations, qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
 - Qu'est-ce qu'il devrait améliorer?
 - Qu'aimeriez-vous que le gouvernement du Canada fasse de ces relations?

- Dorénavant, à quoi vous attendez-vous en ce qui concerne les relations Canada-Chine?

OPIOÏDES (35 minutes) Résidents de Thunder Bay, membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver

Passons maintenant à un tout autre sujet.

- Diriez-vous que la dépendance aux opioïdes est un enjeu majeur, un enjeu négligeable ou aucunement un enjeu dans votre communauté?

- Expliquez-moi brièvement comment ce problème a pris de l'ampleur au fil des ans.
 - La situation s'est-elle améliorée ou détériorée [dans les dernières années]?

- Avez-vous bon espoir qu'il y aura des progrès au cours des prochaines années?
Pourquoi/pourquoi pas?

- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada a fait, le cas échéant, pour contrer la dépendance aux opioïdes [en Colombie-Britannique]?

- À quoi pensez-vous quand vous entendez « approvisionnement sûr »?
- À quoi pensez-vous quand vous entendez « sites d'injection supervisés »?

ÉCLAIRCISSEMENTS :

L'approvisionnement sûr consiste à fournir des médicaments prescrits aux personnes qui présentent un risque élevé de surdose comme solution de rechange plus sécuritaire aux drogues illégales toxiques. [Les services d'approvisionnement sûr peuvent contribuer à prévenir les surdoses, à sauver des vies et à diriger les consommateurs de drogues vers d'autres services sociaux et de santé.]

Les sites d'injection supervisés permettent aux consommateurs de drogues de s'injecter les drogues qu'ils apportent eux-mêmes, dans un environnement salubre et sécuritaire, sous la surveillance d'un personnel qualifié. [On évite ainsi les surdoses accidentelles et la propagation de maladies infectieuses. On y offre également un éventail de services de réduction des méfaits.]

- Comment réagissez-vous à ces définitions?
- À quel point est-ce important, le cas échéant, pour les personnes aux prises avec une dépendance aux opioïdes d'avoir accès à un approvisionnement sûr et à des sites d'injection supervisés? Pourquoi dites-vous cela?
 - **Résidents de Thunder Bay** À votre connaissance, ces services contribuent-ils à prévenir les surdoses? Est-ce que le fait de savoir que ces services aident à prévenir les surdoses pourrait avoir un impact sur votre appui envers ces services?
 - **Résidents de Thunder Bay** Est-ce que le fait de savoir que ces services permettent de relier les consommateurs de drogues à d'autres services de santé et de traitement pourrait avoir un impact sur votre appui envers ces services? Pourquoi/pourquoi pas?
- Quel est le rôle du gouvernement du Canada dans les services d'approvisionnement sûr et les sites d'injection supervisés?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Grâce au Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS), le gouvernement du Canada finance des projets qui s'attaquent aux méfaits associés à la consommation de substances.

Dans le cadre de ce programme, le gouvernement du Canada finance des services d'approvisionnement sûr et des sites d'injection supervisés, de même que des projets axés sur la

prévention des surdoses, l'éducation, les centres de désintoxication, le soutien par les pairs, la sensibilisation, le mentorat, le soutien en santé mentale, et plus encore.

- Que pensez-vous du gouvernement du Canada qui investit dans des projets de réduction des méfaits?
- Selon vous, quels seraient [les impacts, s'il y a lieu/les impacts] de ces projets?
- **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** Que pensez-vous de l'exemption accordée par le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* pour décriminaliser la possession de 2,5 grammes ou moins de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique? Êtes-vous pour ou contre une telle mesure? Pourquoi?
 - **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** Le cas échéant, quelle conséquence cela aura-t-il?
 - **Membres de la diaspora chinoise de l'île de Vancouver** Ce changement aura-t-il un impact sur la criminalité en Colombie-Britannique? Pourquoi dites-vous cela?
- Quelles sont les [autres] mesures que le gouvernement du Canada devrait prendre selon vous pour s'attaquer à ces enjeux?

ENJEUX LIÉS AUX ÉTUDES POSTSECONDAIRES (15 minutes) Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba)

Au moment de l'invitation, vous nous avez tous confirmé avoir terminé vos études de niveau secondaire.

- Êtes-vous au courant des travaux menés par le gouvernement du Canada pour rendre les études postsecondaires plus abordables et faciliter le remboursement des prêts?

Je vais vous présenter quelques mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada et je recueillerai vos réactions.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Élimination permanente de l'intérêt fédéral** sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis.



- **Augmentation des bourses d'études canadiennes** de 40 % pour offrir jusqu'à 4 200 \$ par année universitaire aux étudiants à temps plein.
- **Amélioration du Programme d'aide au remboursement** afin que toute personne gagnant moins de 40 000 \$ par année n'ait plus à rembourser son prêt étudiant, le seuil de revenu augmentant avec la taille de la famille.
- Que pensez-vous de ces mesures? Avez-vous des questions sur celles-ci?
- Y a-t-il autre chose que le gouvernement du Canada devrait faire pour aider les récents diplômés?

Emploi (25 minutes) Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba)

Lorsque nous vous avons invités, vous nous avez également mentionné que vous étiez à la recherche d'un emploi ou que vous aviez commencé un emploi.

- Comment qualifieriez-vous l'état actuel du marché de l'emploi? Est-il bon, médiocre ou quelque part entre les deux? Pourquoi dites-vous cela?
 - À quel point est-ce facile pour quelqu'un comme vous de trouver un emploi dans le domaine qui vous intéresse? Avez-vous éprouvé des difficultés durant une recherche d'emploi?
 - Les possibilités d'emplois sont-elles suffisantes dans votre région?
- Avez-vous l'impression que dans cinq ans, le marché de l'emploi sera pire, meilleur ou le même qu'actuellement? Pourquoi?
 - SI A RÉPONDU PIRE : Qu'est-ce qui vous rendrait plus optimiste?
- Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de créer des emplois au pays?
- Êtes-vous au courant des travaux menés par le gouvernement du Canada pour créer des emplois, offrir une formation axée sur les compétences ou soutenir les travailleurs?
- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour aider?

SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE (40 minutes) Résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité

J'aimerais maintenant discuter des enjeux communautaires de façon plus générale.

- Quels sont les principaux enjeux auxquels est confrontée votre communauté?
 - Dans quelle mesure la criminalité est-elle un enjeu dans votre communauté? Pourquoi dites-vous cela?
 - Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment sur la criminalité?
 - Quel est le type de crime considéré comme un enjeu dans votre communauté?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la criminalité dans le transport en commun?
 - Dans quelle mesure la criminalité dans le transport en commun est-elle un enjeu?

- Diriez-vous que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi/pourquoi pas?

- D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
 - S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
 - À quoi attribuez-vous la hausse de la criminalité? Quelles sont les causes?
 - Avez-vous modifié vos habitudes ou vos comportements en raison de la hausse de la criminalité? Si c'est le cas, qu'avez-vous modifié?
 - Que devrait-on faire en réaction à la hausse de la criminalité?
 - Y a-t-il quelque chose que le gouvernement fédéral devrait faire selon vous pour contrer la criminalité dans votre communauté?

- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit dans les dernières années pour lutter contre la criminalité? Fait-il quelque chose maintenant?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du contrôle des armes à feu?
 - SI A RÉPONDU OUI : Quelles sont vos réactions?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la lutte contre les gangs de rue et la violence?

Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il investirait 390 millions de dollars sur cinq ans pour aider les provinces à lutter contre la violence liée aux gangs de rue et à réduire le nombre de crimes

commis avec des armes à feu.

Cet argent servira à financer une variété de programmes, notamment pour l'application des lois, la sécurité frontalière et la prévention du crime.

Dans le passé, des programmes comme Opération Centaure, une initiative visant à renforcer les corps de police par le déploiement d'équipes spécialisées, à perturber l'approvisionnement illégal des armes à feu et à prévenir la criminalité, ont été financés.

- Quelles sont vos réactions? Selon vous, quels seront les impacts de ce type de financement?
- Êtes-vous en faveur de cette approche pour combattre la criminalité? Pourquoi/pourquoi pas?
- Avez-vous des questions ou des préoccupations au sujet de ce financement?
- Qu'est-ce que le gouvernement du Canada pourrait faire d'autre pour réduire la criminalité?

LOGEMENT (20-80 minutes) Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité

Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Passons à un autre sujet.

- Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison Qu'avez-vous vu, lu, ou entendu au sujet des politiques de logement du gouvernement du Canada?
- Quels sont les principaux enjeux en matière de logement [sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher]?
 - Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de la construction d'un plus grand nombre de logements?

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'aide pour l'achat d'une première maison?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** À quel point êtes-vous préoccupés par les changements apportés au taux préférentiel?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Au moment de renouveler votre hypothèque, vous attendez-vous à ce que les taux d'intérêt augmentent, diminuent ou demeurent stables comparativement à lorsque vous avez acheté votre maison?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** [SI AUGMENTATION/DIMINUTION] Selon vous, quelles seront les conséquences de ce changement sur l'abordabilité de votre hypothèque? Pourrait-il avoir des conséquences importantes, des conséquences négligeables ou aucune conséquence?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Qu'en est-il des répercussions sur votre ménage?
- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** SONDER AU BESOIN : Des prix abordables pour l'achat ou la location, la qualité des habitations, l'offre, etc.
- **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité** Selon vous, pourquoi les habitations ne sont-elles pas construites plus rapidement? Comment expliquez-vous les délais relatifs aux projets d'habitation? [SONDER AU BESOIN : À qui [ou à quoi] doit-on en attribuer la responsabilité [des délais]?
- **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité** Quelles sont les mesures ou les solutions qui devraient être adoptées pour résoudre les délais relatifs aux projets d'habitation?
- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Selon vous, à qui revient la responsabilité de fixer le taux préférentiel?

Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison Au moment de l'invitation à cette séance de discussion, vous avez tous affirmé avoir acheté une maison au cours des cinq dernières années.

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** De façon générale, à quel point est-ce abordable pour vous d'être propriétaires? La propriété est-elle devenue plus abordable, moins abordable ou aussi abordable qu'avant pour vous?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Qu'en est-il de vos versements hypothécaires? Ces versements ont-ils augmenté, diminué ou s'ils sont demeurés stables?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Qu'en est-il de vos primes d'assurance habitation?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Qu'en est-il du coût des services publics?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** [DEMANDER POUR CHACUN, SI LES COÛTS ONT AUGMENTÉ/DIMINUÉ] Quel impact cela a-t-il eu sur le budget de votre ménage?

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Au moment d'acheter votre première maison, quels ont été vos principaux défis?

Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison Je vais maintenant vous présenter plusieurs initiatives en matière de logement du gouvernement du Canada.

Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison **AFFICHER À L'ÉCRAN :**

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Le lancement du nouveau **Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété**, qui permet aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt pour acheter leur première maison;
- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** **L'Incitatif à l'achat d'une première propriété**, un prêt hypothécaire avec participation du gouvernement du Canada qui fournit une mise de fonds de 5 % ou 10 % pour l'achat d'une première maison;
- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** L'élargissement de **L'Incitatif à l'achat d'une première propriété** afin d'offrir plus de souplesse et de faciliter l'accès pour les **Canadiens sans conjoint ou conjointe**;
- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Le montant du **crédit d'impôt pour l'achat d'une première habitation** qui double afin d'offrir jusqu'à 1 500 \$ en soutien direct aux acheteurs pour compenser les frais de clôture de transaction pour l'achat d'une première maison;

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Un investissement de 200 millions de dollars pour accroître les possibilités de **location avec option d'achat**;
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** L'interdiction des **offres à l'aveugle** (les offres à l'aveugle sont celles où les acheteurs ne connaissent pas l'offre des autres).
- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Y a-t-il quoi que ce soit sur la liste dont vous n'aviez pas entendu parler?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Au moment d'acheter votre maison, avez-vous utilisé les programmes du gouvernement du Canada?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Si OUI : Lesquels?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Quelle a été votre expérience?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Quel a été l'impact de ces programmes?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Que vous ayez ou non utilisé les programmes sur la liste, croyez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de rendre la propriété plus accessible?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Qu'en est-il du Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété?

Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison

ÉCLAIRCISSEMENTS : Le nouveau Compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété permet aux acheteurs éventuels d'épargner jusqu'à 40 000 \$ libres d'impôt. À l'instar du régime enregistré d'épargne-retraite (REER), les cotisations sont déductibles d'impôt. De plus, comme c'est le cas pour le compte d'épargne libre d'impôt (CELI), les retraits pour l'achat d'une première propriété – y compris tout revenu de placement tiré des cotisations – ne sont pas imposables. Il n'y a aucun impôt à payer sur les cotisations et aucun impôt à payer sur les retraits.

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Croyez-vous que cette initiative serait avantageuse pour vous personnellement? Et pour les acheteurs d'une première propriété en général?

- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Avez-vous des questions ou des commentaires au sujet de ces programmes?
- **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour aider les acheteurs d'une première propriété?
 - Diriez-vous que le soutien aux acheteurs d'une première propriété est une priorité pour le gouvernement du Canada? Pourquoi/pourquoi pas?

Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison Parlons maintenant de la construction de nouveaux logements.

- **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des travaux que le gouvernement du Canada [prévoit faire ou fait/fait ou prévoit faire] pour encourager la construction de nouveaux logements?
- **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du Fonds pour accélérer la construction de logements?
ÉCLAIRCISSEMENTS : Le Fonds pour accélérer la construction de logements est un fonds de 4 milliards de dollars qui offre du financement aux administrations locales pour encourager les initiatives visant à accroître l'offre de logements.
 - **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité** Quelles sont vos réactions à cela?
 - **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité** Quelles seraient les conséquences d'un tel fonds?
 - **Résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison** Seriez-vous pour ou contre une augmentation du nombre de logements dans votre région?

- Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Devrait-il y avoir des conséquences pour les municipalités qui ne construisent pas suffisamment de logements? [Pourquoi?]
 - Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité SI OUI : Quelles seraient les conséquences appropriées?

- Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Est-ce que cela vous préoccupe qu'on construise des logements supplémentaires [plus rapidement/dans votre communauté]?
 - Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité SI OUI : Quelles sont vos préoccupations?

- Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Êtes-vous familiarisés avec le zonage municipal? ÉCLAIRCISSEMENTS : Un règlement de zonage contrôle l'aménagement du territoire dans votre collectivité. Il est établi par l'administration locale et détermine exactement la façon d'utiliser les terres, l'emplacement des bâtiments et d'autres constructions, les genres de bâtiments autorisés et leur utilisation.

- Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité Selon vous, quelles pourraient être les conséquences d'un règlement de zonage sur la construction de nouveaux logements?

- Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba), résidents de grandes villes de l'Ontario ayant récemment fait l'achat d'une maison, résidents de la région du Grand Toronto préoccupés par la criminalité

[Croyez-vous qu'il faudrait encourager les municipalités/À quel point est-ce important d'encourager les municipalités] à modifier les règlements de zonage pour permettre la construction de nouveaux logements dans leurs collectivités? Pourquoi/pourquoi pas?

- **Récents diplômés de niveau postsecondaire de villes de taille moyenne des Prairies (Saskatchewan et Manitoba)** Auriez-vous des inquiétudes si les municipalités modifiaient les règlements de zonage?
 - [SONDER AU BESOIN] [Et si cela avait pour effet de rendre les collectivités/Et si ces changements avaient pour effet de rendre votre quartier/Penseriez-vous toujours ainsi si cela avait pour effet de rendre les collectivités] plus dense(s) et plus peuplé(es)?
- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** En ce qui concerne les défis que vous avez mentionnés, diriez-vous que la situation s'est détériorée, s'est améliorée ou est demeurée stable dans les dernières années?
- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Croyez-vous que l'accès aux logements dans les Territoires du Nord-Ouest s'améliorera ou se détériorera au cours des prochaines années? Pourquoi?
 - **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Que doit-il se passer pour que l'accès aux logements dans les Territoires du Nord-Ouest s'améliore?
- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des travaux du gouvernement du Canada en matière de logement?
- **Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** En ce qui concerne le logement, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
- Quelles autres mesures aimeriez-vous que le gouvernement du Canada mette en œuvre [pour bâtir plus de logements/en matière de logement]?

ENJEUX LOCAUX/SECTEURS PÉTROLIER ET GAZIER (25 minutes) **Résidents de St. John's**

J'aimerais maintenant attirer votre attention sur les enjeux locaux en général.

- Quels sont les principaux enjeux qui affectent votre collectivité et sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer?



- Diriez-vous que le gouvernement du Canada leur accorde suffisamment d'attention, pas suffisamment d'attention ou trop d'attention? Pourquoi dites-vous cela?
- Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries qui ont le plus besoin d'aide ? Pourquoi ces industries et secteurs ont-ils besoin d'un soutien fédéral ?
- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et qu'en est-il du pétrole et du gaz? Est-ce une industrie importante à Terre-Neuve?
- Comparativement aux autres industries mentionnées, est-ce que les secteurs pétrolier et gazier ont généralement un impact important ou un impact négligeable sur votre collectivité? Pourquoi dites-vous cela?
- À votre avis, quels sont les principaux problèmes de l'industrie du pétrole et du gaz à l'heure actuelle?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de projets pétroliers et gaziers à Terre-Neuve? Si oui, lesquels? Que pensez-vous de ces projets?
- Quelqu'un a-t-il entendu parler du projet d'exploitation Bay du Nord qui est à l'étude? Qu'avez-vous entendu?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Equinor propose de construire et d'exploiter une installation flottante de production de pétrole et de gaz extracôtière dans la passe Flamande, à environ 500 kilomètres à l'est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans l'océan Atlantique. Tel qu'il est proposé, le projet d'exploitation Bay du Nord aurait une durée de vie d'environ 30 ans, et des puits et des ancrages supplémentaires pourraient être ajoutés à l'installation de production.

Récemment, Equinor a annoncé que le projet serait reporté de trois ans en invoquant la volatilité des marchés et la hausse significative des coûts pour plusieurs aspects du développement.

- Quelles sont vos réactions?
- Connaissez-vous la position du gouvernement fédéral sur ce projet? Si c'est le cas, quelle est cette position?
- Que souhaiteriez-vous qu'il se produise et pourquoi?

SOINS DE SANTÉ (15 minutes) Résidents de St. John's

Passons à un autre sujet.

- Comment décririez-vous le système de soins de santé de Terre-Neuve actuellement?
 - Que pensez-vous de la qualité et de la disponibilité des soins de santé dans votre région?
- Quels sont les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans votre communauté ?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- Remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;
 - Augmenter l'accès aux soins de santé familiale;
 - Améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;
 - S'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;
 - Moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.
- Quelles sont vos premières réactions à cette liste de priorités?
 - Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes?
 - Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste? Pourquoi dites-vous cela?

PERSPECTIVES ÉNERGÉTIQUES (25 minutes) Résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies

- Dans quelle mesure le secteur pétrolier et gazier est-il important pour l'économie [de l'Alberta/du Canada]?
- Comment décririez-vous l'état actuel du secteur pétrolier et gazier [en Alberta/maintenant]?

- Dans quelle mesure est-il important ou pas que l'économie [albertaine/canadienne] se diversifie et dépende moins du pétrole et du gaz? Pourquoi?
 - Quels secteurs seront les plus importants pour l'économie [albertaine future] [à l'avenir]?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il du secteur de l'énergie propre ? Dans quelle mesure l'avenir de l'économie [de l'Alberta] dépendra-t-il du développement de son secteur de l'énergie propre?
 - Pensez-vous que le développement du secteur de l'énergie propre aura un impact positif, un impact négatif ou aucun impact sur une personne comme vous? Qu'en est-il [des/pour les] travailleurs [de l'Alberta]?
 - EXPLIQUER AU BESOIN : Le secteur de l'énergie propre pourrait comprendre diverses sources d'énergies renouvelables, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'hydroélectricité, le combustible à base d'hydrogène, ou des technologies de captage et de stockage du carbone.
- Est-ce que quelqu'un a déjà entendu l'expression « emplois durables »? Qu'est-ce que cela signifie?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous pensez aux emplois durables dans le secteur de l'énergie propre?
 - Pensez-vous que la création d'emplois durables dans le secteur de l'énergie propre serait bénéfique pour l'économie [albertaine]? Qu'en est-il pour vous et votre famille? Pourquoi/pourquoi pas?
- Qui ou quoi, selon vous, est le moteur du développement du secteur de l'énergie propre [en Alberta/au Canada]?

TARIFICATION DU CARBONE (45 minutes) Résidents de St. John's, résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies

- À quel point est-ce important que le gouvernement du Canada réduise la pollution par le carbone au pays? Pourquoi?
- Êtes-vous au courant des mesures mises de l'avant par le gouvernement du Canada pour réduire la pollution par le carbone au pays?

[ÉCLAIRCISSEMENTS] Le gouvernement du Canada a pris plusieurs mesures pour réduire la pollution par le carbone. [Ces mesures incluent la tarification de la pollution par le carbone, l'établissement de normes sur les combustibles propres, les investissements dans les énergies renouvelables et les technologies propres, de même que dans les programmes d'efficacité énergétique. / Voici quelques-unes de ces mesures :]

Résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies** La tarification de la pollution par le carbone
- **Résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies** L'établissement de normes sur les combustibles propres
- **Résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies** Les investissements dans les énergies renouvelables et les technologies propres
- **Résidents de Calgary et Edmonton, résidents de villes rurales des Prairies** Les investissements dans les programmes d'efficacité énergétique

Aujourd'hui, nous nous concentrerons surtout sur la première mesure : la tarification de la pollution par le carbone.

- [Avant aujourd'hui,] qui parmi vous était au courant que le gouvernement du Canada avait tarifié la pollution par le carbone?
 - Que savez-vous de la tarification de la pollution par le carbone?
- Quelles sont vos questions sur [celle-ci/la tarification de la pollution par le carbone, le cas échéant]? Que voulez-vous savoir?
- Compte tenu de ce que vous savez déjà, êtes-vous pour ou contre la tarification de la pollution par le carbone, ou êtes-vous indécis?

ÉCLAIRCISSEMENTS : La tarification de la pollution par le carbone comprend deux parties – une redevance sur les combustibles comme le pétrole et le gaz, et un système distinct pour les industries. Dans [ces/les] provinces où la redevance fédérale sur les combustibles s'applique, tous les produits issus de la redevance sont retournés aux Canadiens, principalement sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat [(PIAC)] versés aux ménages. La majorité des ménages reçoivent plus d'argent par ces paiements qu'ils n'en payent pour la redevance sur les combustibles.

- Est-ce que le fait de savoir cela a des répercussions sur votre appui ou votre désaccord avec la tarification de la pollution par le carbone? Pourquoi/pourquoi pas?
- Si vous souhaitiez obtenir de l'information sur la tarification de la pollution par le carbone, par où commenceriez-vous?
 - Quelles sources consulteriez-vous? Quelles sont celles dignes de confiance ou crédibles à ce sujet?
 - SONDER : Qu'en est-il des scientifiques spécialistes du climat? Qu'en est-il des économistes? Pourquoi [dites-vous cela]?

ÉCLAIRCISSEMENTS : De nombreux économistes affirment que la tarification de la pollution par le carbone est le moyen le plus économique de réduire les émissions de carbone à l'échelle et à la vitesse nécessaires pour atténuer les répercussions des changements climatiques. [Note pour le modérateur :] Fournir la source dans la fenêtre de clavardage afin que les participants puissent consulter l'information s'ils le désirent : <https://clcouncil.org/economists-statement/>

- Est-ce que le fait de savoir cela a des répercussions sur votre appui ou votre désaccord avec la tarification de la pollution par le carbone? Pourquoi/pourquoi pas?
- D'autres pays, comme le Danemark, le Royaume-Uni, la Suède, la France, les Pays-Bas, le Chili et le Japon, ont leur propre système de tarification de la pollution par le carbone. Est-ce que de savoir que d'autres pays ont adopté cette approche fait en sorte que [la tarification de la pollution par le carbone au Canada a un effet plus favorable, moins favorable, ou aucun effet/vous êtes plus enclin ou moins enclin, ou si elle n'a aucun effet sur votre soutien pour la tarification de la pollution par le carbone au Canada]? Pourquoi/pourquoi pas?

ÉCLAIRCISSEMENTS : Comme il a été mentionné, le gouvernement du Canada investit également dans les énergies renouvelables et les technologies propres pour réduire les émissions. [Mais] certains pays comme les États-Unis ont choisi de ne pas fixer de prix sur la pollution par le carbone, mais plutôt d'investir massivement dans le secteur privé afin que les sociétés puissent développer les technologies propres nécessaires pour réduire elles-mêmes leurs émissions de carbone. Pour ce faire, le gouvernement américain a investi 400 milliards de dollars, soit environ le cinquième de l'économie canadienne toute entière.

- Que pensez-vous de cette approche? Quels sont les avantages et les coûts associés à cette approche?

- Croyez-vous que le gouvernement du Canada devrait adopter une approche similaire? Pourquoi/pourquoi pas?
 - Le gouvernement du Canada pourrait-il se permettre d'adopter une telle approche?
- Croyez-vous que la tarification de la pollution par le carbone puisse décourager les gens à polluer? Pourquoi/pourquoi pas?
 - Quelles pourraient être les autres répercussions de la tarification de la pollution par le carbone sur les Canadiens?
 - À court terme, croyez-vous que les coûts associés à la tarification de la pollution par le carbone soient plus élevés pour les collectivités que ceux associés aux changements climatiques? Pourquoi?
 - Qu'en est-il à plus long terme?
- En 2021, les émissions de gaz à effet de serre au Canada étaient de 7,4 % inférieurs au niveau d'avant-pandémie (2019). À quoi attribuez-vous ce déclin? SONDER [POUR/:] LES POLITIQUES GOUVERNEMENTALES, Y COMPRIS LA TARIFICATION DE LA POLLUTION.
 - D'après vous, que pourrait-on faire pour réduire davantage les émissions?

9-8-8 (45 minutes) Résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest

Pour la prochaine discussion, il sera question entre autres de prévention du suicide et de détresse émotionnelle. Même si nous avons tenté de réduire au minimum les risques et les malaises, en raison de la nature délicate du sujet, si vous n'êtes pas à l'aise de donner votre opinion, vous pouvez vous abstenir de répondre aux questions [ou vous retirer].

Si vous ou une personne de votre entourage traversez une crise et avez besoin d'aide, il y a des ressources en santé mentale que vous pouvez consulter. Notre équipe du soutien technique vous fournit à l'instant de l'information sur celles-ci dans la fenêtre de clavardage. Nous communiquerons avec chacun de vous par courriel après la séance pour vous transmettre la liste des ressources et d'autres numéros où vous pouvez téléphoner ou texter.

- L'ÉQUIPE DU SOUTIEN TECHNIQUE FOURNIT LA LISTE DES RESSOURCES DANS LA FENÊTRE DE CLAVARDAGE.
- Résidents de grandes villes du Québec Au Québec : www.suicide.ca OU 1 866 APPELLE (1 866 277-3553)
- Parlons suicide Canada : www.parlonssuicide.ca OU 1 833 456-4566
- Obtenez de l'aide ici : <https://www.canada.ca/sante-mentale>

- Espace Mieux-être Canada : <https://www.wellnesstogether.ca/fr-CA>
- Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être : <https://www.espoirpourlemieuxetre.ca/>

Au sujet des ressources en santé mentale...

Le gouvernement du Canada travaille actuellement avec le Centre de toxicomanie et de santé mentale à la mise en œuvre du 9-8-8, un numéro de téléphone à trois chiffres dédié à la prévention du suicide et au soutien en cas de troubles émotifs. Le numéro n'est pas encore en service au Canada. Il sera lancé le **30 novembre 2023**.

Je vais vous présenter quelques énoncés que vous pourriez voir, entre autres, dans les médias sociaux, les publicités et sur le Web, et qui concernent des sujets liés à la prévention du suicide et la santé mentale. Après chaque message, nous discuterons de vos impressions.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Énoncé 1 : Idées suicidaires? Troubles émotifs? De l'aide est offerte partout au pays. Appelez ou envoyez un texto au 9-8-8 en tout temps (24 heures sur 24, tous les jours) pour recevoir du soutien d'intervenants formés.

Message secondaire : Les gens peuvent aussi téléphoner ou envoyez des textos au 9-8-8 s'ils s'inquiètent d'un proche qui pourrait avoir des idées suicidaires et donc besoin de soutien.

- Qu'est-ce que ce message vous incite à faire ou à penser?
- Selon vous, que signifie la « détresse émotionnelle » dans ce message?
- Que feriez-vous pour améliorer ce message?
- Que pensez-vous si on supprimait la phrase « Vous ressentez une détresse émotionnelle? » et qu'on conservait uniquement « Vous pensez au suicide? »? Est-ce que cela modifierait le sens du message?
- Et si on supprimait la phrase « Vous pensez au suicide? » et qu'on conservait uniquement la référence à la « détresse émotionnelle »? Est-ce que cela modifierait le sens du message?

AFFICHER À L'ÉCRAN :



Énoncé 2 : Au Canada, environ 12 personnes meurent par suicide chaque jour. Si vous ou quelqu'un que vous connaissez avez des idées suicidaires ou êtes en crise, il existe de l'aide. Envoyez un texto ou appelez au 9-8-8 pour obtenir du soutien d'un intervenant formé.

- Qu'est-ce que ce message vous incite à faire ou à penser?
- Dans cet énoncé, on utilise le mot « crise » au lieu de « détresse émotionnelle ». D'après vous, y a-t-il une différence entre une crise et la détresse émotionnelle?
- Que feriez-vous pour améliorer ce message?
- Est-ce que l'ajout d'une statistique ferait en sorte que le message vous rejoigne davantage ou qu'il ait un plus grand impact sur vous?
- Est-ce que la référence au « répondant spécialement formé » ajoute de la valeur au message?
- Parlons d'autres caractéristiques importantes du service. Lesquelles serait-il important de mentionner dans une publicité pour le 9-8-8?
 - Confidentiel
 - Pourquoi/pourquoi pas?
 - Axé sur le traumatisme
 - Pourquoi/pourquoi pas?
 - Adapté à la culture
 - Pourquoi/pourquoi pas?
 - Est-ce que l'expression « adapté à la culture » vous interpelle?
 - Que pensez-vous de « sensible à la culture »?
 - Gratuit
 - Pourquoi/pourquoi pas?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Énoncé 3 : Du soutien en santé mentale gratuit et confidentiel est offert en tout temps, n'importe où au Canada. Renseignez-vous sur les services de prévention du suicide et de soutien en cas de troubles émotifs du 9-8-8, et sur d'autres mesures de soutien non urgent en santé mentale, sur Canada.ca/sante-mentale.

- Qu'est-ce que ce message vous incite à faire ou à penser?

- Que feriez-vous pour améliorer ce message?
- Diriez-vous que ce message contient trop d'information?
- Vous indique-t-on clairement les gestes à poser selon l'état de santé mentale d'une personne?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Énoncé 4 : Quand vous communiquez avec le 9-8-8, le but est de vérifier que vous êtes en sécurité, puis d'explorer ensemble des moyens pour vous garder en sécurité. Les services d'urgence, comme le 9-1-1, ne seront appelés que si vous êtes à risque de mourir ou de vous blesser gravement, ce qui ne se produit que dans très peu de cas.

- À votre avis, est-ce important de distinguer le 9-8-8 du 9-1-1?
 - Ce message explique-t-il bien la différence entre les deux et comment ils peuvent interagir?
- Que feriez-vous pour améliorer ce message?
- Est-ce important d'inclure ce message?

Parlons maintenant du 9-8-8 en général...

- Lorsque le 9-8-8 sera lancé, à quels genres de matériel promotionnel, de sources d'information ou de publicité sur ce service seriez-vous le plus susceptible de porter attention?
- Quel genre d'information vous aiderait à savoir quand téléphoner ou texter au 9-8-8?
- Seriez-vous tenté de partager de l'information sur le 9-8-8 avec votre famille, vos amis ou autres connaissances, comme des collègues?

Voici maintenant quelques noms envisagés pour ce service. À titre de rappel, le 9-8-8 sera un service d'appels et de messages textes.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **9-8-8 : Soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise**
- **9-8-8 : Ligne d'aide pour la prévention du suicide et en cas de crise**



- **9-8-8 : Téléphonnez ou textez pour obtenir du soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise**
- À main levée, veuillez me dire lequel de ces noms convient le mieux selon vous :
 - Combien parmi vous pensent que « 9-8-8 : Soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise » convient le mieux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Combien parmi vous pensent que « 9-8-8 : Ligne d'aide pour la prévention du suicide et en cas de crise » convient le mieux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Combien parmi vous pensent que le nom « 9-8-8 » seul, suivi d'un appel à l'action comme « téléphonez ou textez pour obtenir du soutien pour la prévention du suicide et en cas de crise » convient le mieux? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

CONCLUSION (5-10 minutes) Tous les lieux

- Avant de terminer, y a-t-il autre chose que vous aimeriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir d'un point additionnel sur ce dont nous avons discuté aujourd'hui ou toute autre chose que vous jugez important.
- **Résidents de grandes villes du Québec, Autochtones des Territoires du Nord-Ouest** Le modérateur rappelle aux participants que nous leur ferons parvenir un courriel de suivi contenant une liste de ressources en santé mentale.